COLLOQUE LES ÎLES À VENIR
RECUEIL DES RÉSUMÉS

17 et 18 octobre 2019
Brest – Le Quartz

Table des matières

Innover : initiatives et développement dans les îles 6

L'économie sociale et solidaire dans les îles du Ponant : diagnostic du tissu associatif de l'île d'Houat, et définition des enjeux et besoins des associations des îles du Ponant.....7

Économie sociale et solidaire (ESS) et îles : territoires d'utopies concrètes ? 8

L'agriculture insulaire, une activité en sursis ? 9

Entreprendre dans une île touristique périphérique : entre logiques endogènes et logiques exogènes, le rôle du capital d'entrepreneuriat. Le cas de l'île de Bora Bora (Polynésie Française) 10

Reconfiguration du pacte territorial de l'île de Bréhat autour de l'agriculture 11

La reconstruction post-catastrophe comme opportunité d'innovation : vers un développement durable pour l'île de Saint-Martin (Antilles françaises) ? 12

Effets de l'esthétique de la page d'accueil des sites web des collectivités territoriales : Le cas des îles de Bretagne – Recherche exploratoire 13

Filières de valorisation des produits agricoles insulaires : facteurs de différenciation ? 14

Ouessant : émergence de la filière hydrolienne et d'un modèle énergétique insulaire 15

Projet d'avenir de l'association Cézon sur l'île Cézon : rédaction d'un cahier des charges pour demande de permis de construire global 16

Saint-Pierre-et-Miquelon : la difficulté de s'inventer un avenir dans l'après-pêche 17
Pourquoi Saint-Pierre et Miquelon ? 18

À boire et à manger : tourisme rural et gastronomie identitaire dans l'archipel du Cap-Vert 19

Les îles comme territoires-laboratoires des nouvelles technologies énergétiques : l'exemple des îles écossaises dans le secteur des énergies offshore.....20

Jeux d'île : les espaces insulaires en jeu (d'argent).....22

Transition énergétique dans les îles : vers une diversification des sources d'énergie renouvelable utilisées et une participation du consommateur 23

Des habitants de l'île de Sein se mobilisent pour une transition énergétique et citoyenne de leur île.....25

Le développement local face aux limites imposées par les ressources sur les îles de l'Iroise 26

Habiter : vies et quotidiens insulaires.....27

Cultiver l'invisible. Essai d'ethnobotanique dans un contexte de changement climatique au Kiribati (Pacifique Sud) 28

L'insularité bretonne au Moyen Âge (IXe-XVIe siècle) de l'isolement a la centralité.....29

(Re)venir vivre à Raiatea (Polynésie française) : vers un nouveau paradigme mobilitaire ?30

Le paysage d'abandon. Le cas d'étude de l'Île San Pietro, Sardaigne 31

L'interface entre les îles terrestres et maritimes au Golfe de Californie 32

« La vie simple » ? : paradoxes et projets de développement au Vanuatu.....33

Le tourisme ultramarin, un écho de la réticularité coloniale.....34

Habiter Belep : du village à l'archipel 35

Îl...limitées ? La mondialisation géographique contemporaine des îles océaniques 36

L'île, le navire et l'entrepreneur : adaptations des entreprises du Ponant à la desserte insulaire.....37

L'exercice de la médecine générale sur les îles du Ponant, focus sur l'île d'Ouessant 38

Protéger le littoral et la mer proche en autochtone en Polynésie française : définition, enjeux, débats 39

Comment habiter un littoral insulaire touristique ? Pratiques et histoires locales autour de sentiers pédestres comme preuves de l'investissement ilien.....40

L'approvisionnement d'eau douce sur les atolls : de la vulnérabilité à l'adaptation 41

Transports et mobilités entre la « Guadeloupe continentale » et ses îles proches (Antilles françaises) 42

Le bonheur est dans le fa'a'apu ! L'investissement des migrants dans l'agriculture naturelle en Polynésie Française (Raiatea et Tahaa).....44

Ouessant et les 40 sociologues ! Faire une Grande Enquête Sociologique de Terrain : questionner la spécificité insulaire 45

L'associationnisme mahorais à La Réunion. Entre repliement communautaire et désir du « vivre ensemble ».....46

Vies insulaires et contraintes environnementales durant la Préhistoire : exemple de l'archipel de Molène.....48

Le cadastre d'Ouessant comme objet patrimonial 49

Analyse des Territoires Localisés en Atlantique Nord-Ouest et de leurs Trajectoires : les îles de Saint-Pierre et Miquelon 50

« Ho'omau ! »: les Autochtones retrouvent une voix à Hawai'i.....51

Protéger : natures et environnements insulaires 52

Quand le patrimoine croise le chemin des pratiques sportives. La restructuration du réseau de sentiers des bas de l'ouest de l'île de La Réunion.....53

Les documents d'urbanisme communaux et intercommunaux : frein ou levier de développement pour l'agriculture insulaire ? 54

Protection de l'environnement et développement du tourisme: regards croisés sur les politiques publiques entre Boa Vista et Fernando de Noronha.....55

Milieux insulaires en Algérie : Etat des lieux, défis actuels et futurs 56

Les îles du Nord: lanceuses d'alerte ?.....57

Typologie des landes littorales de l'île d'Ouessant.....58

Les îles : des territoires stratégiques pour l'action environnementale ? Des représentations naturalistes construites et parfois réappropriées par les habitants locaux 59

Quand les espèces marines révèlent les enjeux identitaires et sociaux pour penser et panser la gestion de l'environnement insulaire : le projet ESPAM à la Réunion et en Nouvelle-Calédonie 60

Pour un droit des écosystèmes insulaires.....62

Le requin, animal géopolitique (Île de La Réunion) 63

Protections et résiliences insulaires à Rapa (Polynésie française) 64

Développement de l'agriculture insulaire et conservation environnementale : des politiques publiques entre divergence et conciliation.....65

Vers une interprétation des paysages sous-marins de l'île d'Aix ? 66

Identification des savoirs, savoir-faire et normes locales de gestion de la pêche à Chardonnières et Bainet, et perspectives de valorisation 67

Evaluer les services écosystémiques marins à Chausey : Pourquoi ? Comment ? Une approche stratégique pour l'aide à la gestion 68

Les prairies de Belle-Île-en-mer : la prise de conscience d'un patrimoine collectif majeur .69

Stratégie de protection de la biodiversité à l'échelle d'un archipel de la connaissance à la protection et évaluation de la gestion mise en place. Le cas de l'archipel de Molène situé dans le Parc naturel marin d'Iroise.....70

Du territoire socialisé au territoire disputé : pluralité des formes de gestion du milieu marin dans la Province des îles Loyauté en Nouvelle-Calédonie 71

Stratégie d'intervention du Conservatoire du littoral sur les petites îles et îlots bretons ...72

La subjectivité du changement climatique dans l'espace insulaire. Le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon 73

La savane du Cap La Houssaye, site protégé du Conservatoire du littoral à La Réunion : de la maitrise foncière à l'expérimentation des modalités de gestion 74

Pour une approche ethnobotanique des processus paysagers du littoral ouest réunionnais 75

Les paysages idéalisés des îlets guadeloupéens sous pression ? Une évolution accélérée des paysages patrimoniaux sous l'effet du développement touristique et des changements climatiques 76

Représentations sociales de l'écosystème corallien en milieu insulaire tropical, le cas de Mayotte (océan Indien) 77

Le paysage observé, vecteur d'information sur les changements environnementaux ? – Le cas des paysages sous-marins des Tuamotu en Polynésie française 79

Relier : la mise en réseau des îles **80**

Navires ravitailleurs : des passeurs de modernité face aux forces de la nature 81

Relier les îles par un magazine télévisé géographique: retours sur un projet de recherche-action dans les îles du Ponant 82

L'île et le transport maritime 83

Caractériser les trajectoires agricoles insulaires : le projet de recherche SOFIANE 84

L'Océanie insulaire face aux changements globaux, résistance, adaptation, résilience 86

Brest et les îles 87

Poussières de l'Œkumène : périégèse des îles habitées de l'archipel monde 88

Les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien au prisme du réseau aérien. Enjeux d'accessibilité 89

Le quotidien des immigrés clandestins de Mayotte entre espoir et mirage d'une île ultrapériphérique de l'Europe 90

Poissons et pêcheurs au cœur des liens archipélagiques en Nouvelle-Calédonie 92

ESS et territoires insulaires : quelle(s) dynamique(s) d'innovation sociétale ? 93

Les îles privées, un modèle de gestion naturaliste pérenne ? 94

Créer : **les îles à travers le prisme des arts, des médias et de la médiation scientifique** **95**

Esthétique de l'estran insulaire aux confins de l'art et de la philosophie 96

Les îles vues par le cinéma 97

Île et création, une relation particulière au lieu 98

Expressions créatives insulaires: Poétiques littéraires et musicales en Guadeloupe et en Martinique 99

Les îles dans l'imaginaire et le réel du Nordeste Brésilien : entre représentations mythiques, alternatives culturelles et ambitions écologiques. Ilha do Amor, Ilha dos Lençois, Ilha de Marajó, Ilha de Fernando de Noronha 100

Cailloux, rocher, algues (2009), Île de sein #1 (2009) et Île de Ouessant (2010) -trois courts métrages de David Dudouit : « Espaces mouvants » et « temps flottants » de deux îles du Finistère 101

L'île et le continent, l'Ici et l'ailleurs, Le Même et l'Autre : Les photosculptures de Thierry Fontaine 103

La revue îL(e)s, regards photographiques sur la vie insulaire 104

Aux prises avec le Monde, filmer l'île frontalière. Autour de Fuocoammare, par-delà Lampedusa (Gianfranco Rosi, 2016) 106

Le Studio Insulaire – Comment créer autrement sur les îles ? 107

De l'ordinaire au spectaculaire : filmer et décrire le quotidien des insulaires 108

Créer à Tahiti : l'exemple du Centre des Métiers d'Art de la Polynésie française et de ses artistes 109

Quand une île part à la rencontre des chercheurs : regards croisés sur la recherche archéologique à Belle-Île-en-Mer 110

Belle-Île-en-Mer au temps de la Préhistoire 111

Les îles, notre conscience 112

Le cinéma antillais-péyi ou l'île comme clôture 113

Les îles : écritures et spatialités dans le cinéma documentaire de création 114

Îles du XIXe siècle : mémoires, représentations, imaginaires, l'appel du grand large. Le cas de la revue Le Tour du monde (1860-1914), avec Victor Segalen, Jules Verne et Michel Serres en contrepoints. 115

Surtsey, récits d'une île inhabitée 116

Liste des auteurs **117**

Innover : initiatives et développement dans les îles

L'économie sociale et solidaire dans les îles du Ponant : diagnostic du tissu associatif de l'île d'Houat, et définition des enjeux et besoins des associations des îles du Ponant

Marie Babinot[1] et Audrey Bégué[2]

[1]Institut Universitaire Européen de la Mer – Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France
[2]Crédit Coopératif – France

Les îles du Ponant, qui regroupent quinze îles du littoral de l'Atlantique et de la Manche, sont confrontées à un double défi : celui de la protection d'espaces naturels -car le milieu insulaire est rare et fragile- et celui du maintien de leur population, qui connaît un important déclin depuis le milieu du siècle dernier. La question du développement territorial des îles du Ponant représente donc un intérêt tout particulier.
L'Association des Iles du Ponant (AIP) et le laboratoire de recherche Littoral, Environnement, Télédétection et Géomatique de Brest (LETG, UMR 6554) se sont alors associés dans le cadre d'un projet de recherche porté et financé par la Fondation de France. Intitulé *ESS-Iles*, il vise à analyser la contribution de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) au développement territorial insulaire. L'ESS désigne un ensemble de structures organisées sous forme d'associations, coopératives, mutuelles ou fondations, dont le fonctionnement in- terne et les activités sont fondées sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ce projet s'inscrit en complémentarité des travaux menés dans le cadre du projet *ID-Iles* (Initiatives et Développement dans les îles du Ponant) sur l'entrepreneuriat insulaire. Alors que ce projet visait à mettre en lumière les trajectoires individuelles, *ESS-Iles* porte davantage sur les dynamiques collectives en se proposant d'analyser le potentiel de l'ESS dans les ˆıles du Ponant. Ses objectifs sont les suivants :

1. Apporter des éléments de connaissance sur l'ESS dans les îles du Ponant, notamment aux responsables des pouvoirs publics locaux ;
2. Fédérer les organisations de l'ESS (OESS), favoriser l'échange d'expériences et les synergies et valoriser ainsi leur contribution au développement, à la protection et à la gestion du territoire ;
3. Faire émerger des pistes d'actions concrètes et innovantes favorisant les initiatives de l'ESS.

Pour ce faire, une première approche, menée en 2018 par Audrey Bégué, a permis de constituer une base de données des OESS et de traiter les informations obtenues en analysant la contribution de l'ESS au développement territorial dans les îles du Ponant.
En appui sur ce travail et dans le cadre d'un atelier de Master 2, l'Ile-aux-Moines a fait l'objet d'une approche monographique, et une étude de son secteur associatif a été réalisée. Le sujet de ce stage s'inscrit donc dans la continuité des travaux menés depuis 2018 dans le cadre du projet de recherche. Afin de procéder à une analyse comparative avec l'Ile-aux-Moines et de mettre à jour les données, un diagnostic approfondi du tissu associatif de l'île d'Houat a alors été effectué. L'étude du secteur associatif de Houat et les discussions avec les acteurs de l'ESS ont également permis de mettre en perspective bon nombre de besoins et enjeux des associations des îles du Ponant.
Les résultats de ces travaux et l'avancée du programme de recherche *ESS-Iles* seront présentés lors des ateliers à Ouessant les 14 et 15 octobre 2019 dans le cadre de l'évènement Iles 2019. Une réflexion autour des pistes d'actions à dégager pour favoriser l'initiative collectives dans les îles – du Ponant ou d'ailleurs – sera alors mise en place, en invitant notamment les acteurs de l'économie sociale et solidaire à témoigner lors ces rencontres.

Mots-clés : économie sociale et solidaire, développement territorial, insularité, vie associative

Économie sociale et solidaire (ESS) et îles : territoires d'utopies concrètes ?

Audrey Bégué [1,2], Louis Brigand [3], Marie Babinot [4]

[1] Crédit Coopératif – Crédit coopératif – France
[2] Université de Brest – LETG-Brest – France
[3] Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG - Géomer) – Université de Rennes II - Haute Bretagne, Université de Nantes, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6554, Université d'Angers, Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale (UBO), France
[4] Institut Universitaire Européen de la Mer – Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France

Les îles et l'ESS ont en commun d'être des territoires – géographique et économique – d'utopies. Dès le début du XVIème siècle, Thomas More fait de l'île, le lieu par excellence de l'utopie « Du meilleur état de la chose publique et de l'île nouvelle d'Utopie », tandis qu'au XIXème fleurissent de nombreuses expériences de l'économie sociale reposant sur des utopies coopératives, souvent qualifiées de concrètes ou réalistes, à l'image des phalanstères de Fourier. Les îles pourraient ainsi *a priori* constituer des territoires particulièrement favorables à l'émergence d'initiatives de l'ESS.
Les îles du Ponant, qui regroupent quinze îles du littoral de l'Atlantique et de la Manche, sont confrontées au double défi de la protection d'espaces naturels, particulièrement fragiles, et du maintien d'une population permanente, en fort déclin depuis le milieu du siècle dernier (bien qu'un ralentissement soit néanmoins observé sur certaines îles). Sur la base de l'hypothèse que l'ESS est contributrice au développement territorial et qu'elle constitue un secteur d'attention particulier pour répondre à ces défis, une étude pilotée par l'Association les Îles du Ponant (AIP) et soutenue par la Fondation de France, a été lancée en novembre 2018 afin de mieux connaître les organisations de l'économie sociale et solidaire (OESS) présentes sur ces îles, leurs actions et leur dynamique. Plus de 500 OESS ont ainsi été recensées pour une population de 15 600 habitants et une centaine d'entre elles ont d'ores et déjà été enquêtées.

L'objet de cette communication est de rendre compte des premiers enseignements de cette étude. Dans une première partie, nous nous attacherons à analyser ce que les caractéristiques des OESS insulaires révèlent sur ces territoires en termes historiques, géographiques et socio-économiques. Par ailleurs, alors que la majorité des études relatives à l'ESS se limitent à une approche sectorielle, le périmètre de cette dernière embrasse l'ESS dans son ensemble, telle que définie par la loi Hamon de 2014, et notamment le tissu associatif non employeur. Le terrain insulaire devient alors un cadre d'analyse de l'institutionnalisation de l'ESS et de son appropriation territoriale, ce qui fera l'objet de notre deuxième partie. Cela nous conduira à mettre en lumière dans une troisième partie, une manière d'habiter sur les îles, une forme de bien-vivre, aujourd'hui peu visibles dans les courants de pensée dominants, y compris ceux de l'ESS, et qui pourrait peut-être constituer un élément essentiel de l'avenir des îles.

Mots-Clés: économie sociale et solidaire, développement local, bien, vivre, convivialité

L’agriculture insulaire, une activité en sursis ?

Naïla Bedrani [1]

[1] Espaces et Sociétés – Université de Rennes 2 – France

Au cours des siècles passés, les activités agricoles ont joué un rôle social et spatial majeur dans les îles de la façade atlantique française. Du fait de l’isolement géographique et de l’exiguïté des îles, la valorisation de la terre par l’agriculture fut totale (Brigand, 2002). Au cours du 20ème siècle, l’agriculture des îles atlantiques, vivrière ou professionnelle, vit de manière générale une phase de déclin et il lui est difficile de s’inscrire dans l’élan de modernisation qui transforme l’agriculture française d’après-guerre. L’agriculture insulaire se retrouve confrontée à une structuration foncière en micro parcellaire, des surcoûts liés au transport maritime pour les îles sans pont, un isolement économique et professionnel, une concurrence pour l’espace avec les activités récréatives, un mille-feuille réglementaire (protection de l’environnement et des paysages, planification). Paradoxalement, l’agriculture insulaire professionnelle semble aujourd’hui s’adapter, se maintenir, voire, se développer selon les contextes locaux. Au sein du projet de recherche SOFIANE « Soutenir et Faciliter dans les Îles de la façade Atlantique, une Agriculture Nourricière et à Externalités positives », nous nous interrogeons sur les spécificités structurelles, sociales, environnementales, économiques et politiques de cette agriculture insulaire. L’une des premières étapes de ce travail consiste à caractériser les activités agricoles et les profils d’agriculteurs en place dans les seize îles de la façade atlantique française. Dans cette communication, nous présenterons une typologie actualisée des agricultures insulaires basée sur la démographie agricole, les types de production et les modes de commercialisation. Ce travail s’appuie sur des enquêtes de terrain et sur l’analyse de la littérature grise. Cette typologie identifie trois types d’agriculture insulaire : un tissu dense d’entreprises majoritairement insérées dans des filières longues spécialisées ; un tissu dense d’entreprises diversifiées, partagées entre filières spécialisées et diversification dans les productions et les modes de commercialisation ; un nombre restreint d’entreprises orientées vers la diversification, la transformation et les circuits-courts. La mise en perspective de ces résultats par rapport à la typologie des paysanneries insulaires en place jusqu’au 19ème siècle (Guillemet, 2015) permet d’identifier une première série de facteurs explicatifs de ces transformations au travers des trajectoires socio-économiques de ces îles et de leur situation géographique. Par ailleurs, pour analyser les dynamiques agricoles à l’œuvre aujourd’hui, ce travail est l’étape préalable à l’exploration des trajectoires d’agriculteurs insulaires.

Mots-Clés: agriculture, typologie, trajectoires, production, commercialisation

Entreprendre dans une île touristique périphérique : entre logiques endogènes et logiques exogènes, le rôle du capital d'entrepreneuriat. Le cas de l'île de Bora Bora (Polynésie Française)

Caroline Blondy [1]

[1] LIttoral Environnement et Sociétés [La Rochelle] (LIENSs) – CNRS : UMR7266, Université de La Rochelle – Bâtiment ILE 2, rue Olympe de Gouges 17 000 La Rochelle, France

Bora Bora est la vitrine touristique de la Polynésie française. C'est l'île des Raromatai **[1]** qui connaît la croissance démographique la plus soutenue (9598 habitants en 2012 contre 10 549 habitants en 2017) notamment grâce à un solde migratoire positif (12% de la population de 2017 vient de s'installer à Bora Bora soit 1280 néo-arrivants). Alors que depuis la fin des années 2000, Tahiti et le reste de la Polynésie française connaissent globalement une crise économique, Bora Bora semble être plus épargnée et conserve une dynamique de développement économique. En effet, selon les données de l'ISPF ce serait près de 300 nouvelles entreprises qui seraient recensées en 2016 (ISPF, 2017).
L'enjeu de cette communication est de montrer comment se développe ce néo-entreprenariat. Qui sont ces néo-entrepreneurs ? Sont-ils originaires de l'île ou viennent-ils de l'extérieur ? En quoi l'analyse de leur statut dans le lieu, leur trajectoire personnelle et spatiale, leur capital social (Bourdieu, 1980), spatial (Lévy, Lussault, 2003), mobilitaire (Ceriani, 2007) permet de comprendre leur capacité à entreprendre c'est-à-dire leur capital d'entrepreneuriat (Blondy, 2010).

Enfin, cette communication permettra de s'interroger sur les formes de complémentarités ou de concurrence entre ces logiques endogènes et exogènes de développement du néo-entrepreneuriat dans les îles ? Elle soulignera les doubles logiques à l'œuvre dans le développement économique insulaire : logiques d'opportunisme des populations locales qui s'appuient sur l'attractivité touristique de l'île pour développer une activité plus ou moins en lien avec le tourisme et logiques exogènes de néo-entrepreneurs venus de l'extérieur qui selon leur profil (origine géographique, introduction dans le lieu, secteur d'activités) vont avoir plus ou moins de mal à s'insérer dans le tissu économique et social de ce territoire insulaire.

Cette réflexion s'inscrit dans le programme de recherche Fondation de France Id-îles qui a per- mis de croiser données quantitatives sur le néo-entrepreneuriat produites par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française et données qualitatives collectées lors d'entretiens qualitatifs semi-directifs menés auprès de néo-entrepreneurs de Bora Bora et d'acteurs issus des collectivités territoriales et du monde associatif investis dans le développement local.

Blondy (C.), 2010, *Les territoires touristiques polynésiens : une lecture géographique de la participation de la société locale au système touristique*, Thèse, Géographie : Bordeaux III.
Bourdieu P., 1980, « Le capital social (liminaire) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n◦31, pp.2-3.
Cériani (G.), 2007, *Quand la mobilité change le rapport au monde : Marocains en Méditerranée*, Thèse, Géographie : Paris 7.
ISPF, 2017, *Bilan des entreprises polynésiennes*, Points forts n◦4.
Lévy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p.124-125.

[1] Les Raromatai constituent les îles de l'Archipel des Iles-Sous-Le-Vent.

Mots-Clés: Polynésie Française, Bora Bora, néo, arrivants, néo, entreprenariat, capital social, tourisme

Reconfiguration du pacte territorial de l'île de Bréhat autour de l'agriculture

Jérôme Cardinal [1], Sandrine Dupé [2,3]

[1] INRA – Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés (LISIS) – France
[2] Muséum national d'histoire naturelle – UMR 7206 – France
[3] IREPS Bretagne (Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé de Bretagne) – France

Cet article s'interroge sur la reconfiguration du pacte territorial de l'île de Bréhat autour de l'agriculture. Il s'appuie sur une étude ethnographique réalisée sur l'île entre 2018 et 2019 dans le cadre du projet de recherche Parchemins.
Depuis les années 1950, la trajectoire de spécialisation socio-économique oriente l'île vers une économie touristique, fortement dépendante des flux des estivants. Elle devient « l'île aux fleurs », décrite par des attributs paysagers exceptionnels qui lui sont associés. Progressivement, les résidents secondaires voient leur importance croître : ils représentent aujourd'hui 80% de la population de l'île. Sa mystification et les dynamiques résidentielles participent à marginaliser l'importance spatiale et sociale des activités agricoles.

Depuis quelques années, un réseau d'acteurs porte des projets de redéploiement de l'agriculture sur l'île. Cette perspective s'articule à un projet de territoire, souhaitant garantir la main – tien d'une population locale importante à l'année. L'engagement de nombreux « néo-insulaires » dans ces dynamiques configure de nouveaux jeux d'alliances locales avec des « Bréhatins de souche » : l'identité bréhatine n'est alors plus pensée dans une acception purement défensive, mais s'acquiert, auprès de certains groupes sociaux, sur le registre du mérite, de l'ancrage et de l'investissement dans l'espace social local. Par ailleurs, le redéploiement de l'agriculture locale, en tant qu'elle promeut l'accès à une nourriture locale de qualité et respectueuse de l'environnement, est également soutenue par des résidents secondaires convertis aux enjeux écologiques et dotés d'un important capital culturel. En se situant à la jonction de divers enjeux de territoire, l'agriculture reconstruit des espaces de dialogue entre des catégories relativement hermétiques l'une à l'autre : résidents permanents et résidents secondaires.

Si les rapports de force locaux se reconfigurent, l'image de « l'île aux fleurs », et le contexte d'une l'île tournée vers le tourisme et les résidents secondaires, construisent un cadre d'action prédéfinissant les marges de manœuvre des acteurs développant des projets agricoles. Les collaborations associatives et politiques mises en œuvre ces derniers mois notamment dans le cadre de la rénovation du Plan Local d'Urbanisme illustrent la volonté de conciliation arborée par certains acteurs, qui rompt avec des logiques strictement contestataires. Elles ambitionnent ainsi de dépasser des grilles de lecture qui demeurent encore très structurantes dans les catégorisations de l'espace local ébauchées par les insulaires entre résidents permanents et résidents secondaires.

Bibliographie

Albaladejo C. 2012 « Les transformations de l'espace rural pampéen face à la mondialisation » *Annales de géographie* 686, p. 387-409
Brigand L. 2002 *Histoires et géographie des îles et archipels de la Manche et de l'Atlantique du Ponant*. Palantines
Menguy L. 2007 *Bribes d'histoire de l'Archipel Bréhatin*. Association pour la sauvegarde et l'entretien du patrimoine religieux de Bréhat
Péron F. 1993 *Des îles et des hommes*. Editions Ouest-France

Mots-Clés: pacte territorial, agriculture multifonctionnelle, résidents

La reconstruction post-catastrophe comme opportunité d'innovation : vers un développement durable pour l'île de Saint-Martin (Antilles françaises) ?

Marie Cherchelay[1]

[1] Laboratoire Géolab – Université de Limoges – France

Le 6 septembre 2017, Saint-Martin, île franco-néerlandaise des Antilles, est fortement touchée par l'ouragan Irma. Un processus de reconstruction est alors mis en place et plus particulièrement en partie française de l'île, à laquelle nous nous intéresserons ici. La Délégation Interministérielle à la reconstruction est créée le 12 septembre 2017 et un rapport, intitulé « Repenser les îles du Nord pour une reconstruction durable » est publié le 9 Novembre 2017. Ce rapport guide et axe la reconstruction de l'île autour de l'idée de développement durable, afin d'en faire « une opportunité unique pour repenser [Saint-Martin] autrement » (Gustin 2017).
Aujourd'hui Collectivité d'Outre-Mer, Saint-Martin a longtemps eu le sentiment d'être délaissée par l'administration centrale. Son économie repose essentiellement sur un tourisme de masse, en perte de vitesse, construit autour du modèle « Sand, sea, sun » (Dehoorne et Augier 2012). Socialement très contrasté et exposé aux risques, Saint-Martin est donc un territoire mono- économique aux problématiques multiples et complexes qui devront être prises en compte pour une reconstruction durable.

La phase de reconstruction post-catastrophe constitue en effet, en géographie des risques, une « fenêtre d'opportunité » (Christoplos 2006) durant laquelle les moyens, et acteurs sont concentrés sur un territoire (Crozier et al. 2017), favorisant l'émergence d'innovations et de projets de (re)développement. Une telle concentration doit donc permettre d'agir sur ce territoire afin de réduire ses vulnérabilités et de mieux reconstruire. Dans le cas de Saint-Martin, nous nous demanderons donc : en quoi la reconstruction constitue-t-elle une opportunité et comment le développement durable est-il alors mobilisé comme élément d'innovation ?

De nombreux acteurs, de la collectivité locale en passant par les ONG, les professionnels du secteur touristique et les services de l'Etat, se mobilisent pour (re)construire un territoire résilient et durable. Des initiatives sont ainsi (re)lancées : la réalisation d'un Plan de Prévention des Risques visant la durabilité de l'aménagement du territoire face au risque, le développement d'un tourisme haut-de-gamme et durable ou encore des initiatives plus localisées comme la venue d'un « Fab Lab » mobile ayant pour objectif de favoriser la capacité d'innovation sur l'île.

Comment se combinent alors cette multitude d'acteurs et d'initiatives ? Comment le territoire se recompose-t-il, deux ans après la catastrophe ? Et ces innovations, liées au développement durable, sont-elles bien acceptées localement ?
Cette communication s'intéressera donc à la reconstruction post-catastrophe comme vecteur d'innovation, grâce à un travail d'enquête qualitative, combinant entretiens et observations, effectué à Saint-Martin de mars à juin 2018 et de juin à août 2019.

Mots-Clés: Reconstruction post-catastrophe, développement durable, Saint Martin

Effets de l'esthétique de la page d'accueil des sites web des collectivités territoriales : Le cas des îles de Bretagne – Recherche exploratoire

Leïla Damak [1]

[1] Laboratoire d'Économie et de Gestion de l'Ouest (LEGO) – Université de Bretagne Sud, Université de Brest, Institut Mines-Télécom [Paris], Université Bretagne Loire, IMT Atlantique Bretagne-Pays de la Loire – 12 rue de Kergoat - CS 9383729238 BREST CEDEX 3, France

Dans un contexte de compétitivité territoriale accrue, le site Internet constitue aujourd'hui un levier stratégique essentiel d'expression de l'offre. Si chaque composant d'un site contribue à la formation de l'identité de la marque et à la satisfaction envers le site, nous focalisons notre recherche sur les *facteurs esthétiques visuels* de la page d'accueil (Schenkamn et Jonsson, 2000). Ces facteurs esthétiques peuvent avoir un impact très important sur la façon dont les visiteurs percevront le site, sur la trace qu'il laissera dans leur mémoire, sur leur envie d'en savoir plus ainsi que sur l'envie de la découvrir. L'objectif de cette communication est d'explorer dans quelle mesure l'esthétique de la page d'accueil du site d'une collectivité locale, lieu d'expression de son identité auprès d'un large public – visiteurs potentiels, résidents – peut avoir un impact sur l'attitude et notamment sur les réponses comportementales. Huit sites web d'îles du Ponant sont étudiés. Le cadre théorique permet de justifier nos hypothèses de recherche. Ces dernières s'articulent autour de quatre questions de recherche : 1) l'esthétique visuelle de la page d'accueil du site internet en tant que lieu d'expression de l'identité d'une collectivité locale ; 2) la perception des caractéristiques esthétiques physiques de design d'une page d'accueil qui permettent de refléter l'identité du lieu ; (3) les réponses affectives et comportementales du visiteur envers la page d'accueil ; 4) les variables d'influence liées aux caractéristiques individuelles.

Nous présentons dans un premier temps le cadre théorique et les hypothèses de recherche. Dans un second temps, nous exposons la méthodologie de deux études exploratoires. Une première étude quantitative a été menée auprès d'un échantillon de convenance interrogé par questionnaire et composé 650 individus de profils divers (résidents en Bretagne, en dehors de la Bretagne en France, à l'étrangers ou encore résidents sur des îles de Bretagne). Une seconde étude exploratoire qualitative a été menée sous forme d'entretiens semi-directifs auprès d'une vingtaine de résidents de 2 îles parmi ces huit îles étudiées et questionne en complément l'attitude envers le tourisme du point de vue des îliens. Suite à la présentation des résultats, nous concluons sur les implications théoriques et managériales, les limites et les voies de recherche futures.

Bibliographie

Jenkins O. H. (1999), Understanding and measuring tourist destination image, *International Journal of Tourism Research*, 1, 1, 11-15

Kim J., Lee J. & Choi D. (2003), Designing emotionally evocative homepages: an empirical study of the quantitative relations between design factors and emotional dimensions, *International Journal of Human-Computer Studies,* 59, 899–940

Meyronin B. (2015), *Marketing territorial - Enjeux et pratiques* – Éditions Vuibert.

Schenkman Bo N. & Jonsson F.U. (2000), Aesthetics and preferences of web pages, *Behavior and Information technology*, 19, 5, 367-377

Mots-Clés: page d'accueil de site web, web design, esthétique, marketing territorial, île du Ponant

Filières de valorisation des produits agricoles insulaires : facteurs de différenciation ?

Catherine Darrot [1], Matthieu Chau

[1] Espaces et Sociétés (ESO) – Université de Nantes, Université du Maine, Université d'Angers, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6590, Université de Rennes II – Haute Bretagne – Maison de la Recherche en Sciences Sociales. Place du Recteur Henri Le Moal. 35043 Rennes Cedex, France

Les filières agricoles insulaires présentent des caractéristiques variées. En mobilisant la segmentation classique des filières alimentaires en quatre compartiments (production, transformation, logistique et commercialisation, consommation), on distingue des profils d'iles variés. Du point de vue de la production, certaines reposent un nombre très limité d'exploitations lorsque d'autres, souvent plus grandes, présentent des profils productifs plus actifs. Certaines présentent une agriculture spécialisée dans des productions particulières, d'autres un profil diversifié de polyculture-élevage. Une part significative des produits part vers le continent pour y être transformés puis commercialisés, cependant des filières de transformation et commercialisation insulaires se maintiennent voire se développent dans certaines iles. Au moment de leur commercialisation et de leur consommation, les produits sont tantôt spécifiquement identifiés comme insulaires, grâce à divers modes de labellisations ou au contraire à des formes de communication informels, tantôt mêlés à des produits continentaux dans des filières d'aval ne valorisant pas cette différenciation insulaire. Nous voulons dans cette communication rendre compte de l'étude des trajectoires de deux catégories de produits insulaires du producteur au consommateur : les légumes de l'ile de Batz (filière spécialisée avec une majorité de commercialisation coopérative sur le continent), la viande bovine de Belle-Ile-en-Mer (insérée dans des systèmes de polyculture – élevage avec nécessité d'abattage sur le continent). A titre de comparaison, la filière viticole de l'ile de Ré (filière caractérisée par une valorisation locale des produits), dont la situation est différente compte-tenu de l'existence d'un pont, sera également évoquée. A travers ces exemples, nous avons cherché à explorer l'hypothèse générale selon laquelle l'origine insulaire des produits infléchit significativement la trajectoire de ces filières. Le suivi de ces produits de leur lieu de production à leur lieu de consommation a conduit d'abord à identifier et caractériser chaque maillon et leur articulation au sein de ces trois filières, puis à isoler progressivement un jeu de facteurs à travers lesquels l'insularité exerce une influence, qu'elle soit favorisante ou pénalisante selon les filières et les circonstances : ces facteurs sont d'ordre à la fois climatiques et géographiques, spatiaux, économiques, sociologiques, écologiques... Plusieurs innovations se sont développées afin de surmonter les facteurs pénalisant et profiter des spécificités insulaires. Des initiatives ont vu le jour autant autour de la mise en place de labels (« viande bovine des embruns » à Belle-Ile par exemple) que de gestion logistique de la situation insulaire (barge pour le transport des légumes de Batz par exemple), elles ont ainsi façonné le développement agricole des iles. La communication rendra compte de cette démarche et de ses résultats en analysant la nature et la dynamique des innovations observées.

Mots-Clés: Agriculture, alimentation, filières

Ouessant : émergence de la filière hydrolienne et d'un modèle énergétique insulaire

Diane Dhomé[1] and Jean-Christophe Allo[1]

[1]SABELLA – France

Le Passage du Fromveur, grand torrent en breton, est situé entre l'archipel de Molène et l'île d'Ouessant. Parcouru par des courants marins parmi les plus forts d'Europe, pouvant dépasser les 4m/s, il est considéré comme l'un des sites les plus propices au développement de l'hydrolien.
Ce puissant courant longe les côtes de l'île d'Ouessant qui est aujourd'hui un réseau isolé dont la production électrique est assurée par une centrale thermique équipée de groupes électrogènes consommant 2 millions de litres de fioul par an pour alimenter les 900 habitants. L'impact économique et environnemental de cette situation est très négatif.

Dès 2010, SABELLA, société spécialisée dans le développement de la technologie hydrolienne, a identifié ce site et l'opportunité de la proximité d'Ouessant pour éprouver ses hydroliennes et mettre en œuvre un modèle énergétique innovant à destination des sites isolés.

Sabella D10, 1ère hydrolienne raccordée au réseau français

Lauréat en 2011 de l'AMI de l'ADEME « Démonstrateurs énergies marines », SABELLA a conçu et construit une hydrolienne de 10m de diamètre pour une puissance de 1MW. Assemblée sur le port de Brest début 2015, l'hydrolienne a été installée et raccordée à l'été 2015. Après quelques semaines de tests, son raccordement au réseau ouessantin a eu lieu début novembre 2015 et D10 est devenue la première hydrolienne à injecter de l'électricité sur le réseau français.
Cette année de test a permis de valider l'intégrité mécanique de la machine, la qualité du signal électrique injecté sur le réseau et de confirmer l'absence d'impacts environnementaux et l'excellente acceptation sociale. La turbine a été relevée en juillet 2016, à l'issue des 12 mois d'autorisations initiales.

Après deux ans de maintenance, de retours d'expérience et d'optimisation, la turbine a été de nouveau immergée en octobre 2018 dans le cadre du projet européen « Intelligent Community Energy » porté par BDI, agence de développement économique de la Région Bretagne. Ce projet de 3 ans permettra de valider les principaux paramètres économiques requis par la filière hydrolienne : courbe de puissance, modèle de maintenance, etc.

PHARES : mise en œuvre d'un modèle multi-énergie pour les réseaux isolés

En partenariat avec SABELLA, la société AKUO Energy développe un projet hybride pour avancer dans la décarbonisation de l'île. Capitalisant sur le retour d'expérience de SABELLA et la robustesse de sa technologie, le projet PHARES verra en 2022 le déploiement de deux nouvelles hydroliennes, une éolienne et plusieurs solutions de panneaux photovoltaïques innovantes.
Ce projet commercial soutenu par le Programme des Investissements d'Avenir, d'une durée de 20 ans, permettra de démontrer la complémentarité de différentes sources d'énergie renouvelable pour un territoire isolé pour réduire drastiquement sa dépendance aux énergies fossiles, de manière économique.

L'ensemble de ces moyens de production sera consolidé par un système de stockage, géré par EDF-SEI, et les compteurs intelligents Linky d'ENEDIS pour permettre de lisser la production et de phaser au mieux la production et la consommation. Dès 2023, ce projet permettra de couvrir plus de 75% des besoins électriques d'Ouessant et d'économiser plus d'1,5 million de litre de fioul par an.

Mots-Clés: Energies marines, hydrolien, insulaire, réseaux isolés, énergies renouvelables, Passage du Fromveur, Ouessant, îles, énergie

Projet d'avenir de l'association Cézon sur l'île Cézon : rédaction d'un cahier des charges pour demande de permis de construire global

Noémie Dufournaud[1]

[1]Institut Universitaire Européen de la Mer – Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France

Inscrite aux Monuments historiques depuis 2015, l'île privée Cézon, située dans l'Aber Wrac'h sur le site Natura 2000 Abers-Côte des légendes et site d'importance communautaire selon la Directive Habitat, possède de nombreux bâtis historiques : Tour Vauban, remparts, casernes du XVIII[e] et XIX[e] siècle, et bunkers de la Seconde Guerre mondiale. Depuis 2015, l'association Cézon y mène des activités de restauration et de médiation qu'elle entend développer selon des orientations qu'elle a définies mais dont il convient de vérifier la faisabilité. Elle bénéficie d'un bail emphytéotique de 20 ans depuis le 31 mars 2016 et agit sous le statut de maître d'ouvrage. Il reste 17 ans à l'association Cézon pour réaliser son projet avant la fin du bail prévue en 2036. Afin de garantir une ouverture du public d'au moins 10 ans, l'association devra effectuer dans les 7 ans à venir les études et travaux nécessaires à l'accueil des personnes et à la mise en œuvre de ses activités sur le site.

Les atouts naturels et historiques de l'île entraînent aussi des contraintes réglementaires et impliquent des choix de gestion adaptés. Pour recevoir du public, le site doit être équipé d'un système d'assainissement validé par le service public d'assainissement non collectif (SPANC). Cette année, l'étude de définition d'une installation d'assainissement non collectif réalisée en 2018 a été jugée disproportionnée par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne. Cet ouvrage doit être en cohérence avec un projet global d'activités et d'usages en adéquation avec la fréquentation et le potentiel d'accueil réel de l'ˆıle. Sans quoi l'association ne saurait continuer ses activités. Dans ce travail il s'agira de prendre en compte l'entièreté du contexte de l'ˆıle pour concilier la protection de l'environnement et la mise en place de nouveaux usages dans les aménagements de l'île Cézon.

C'est pourquoi l'association s'est lancée dans un long processus de définition de son projet d'avenir. Depuis 2015 les nombreuses études et travaux déjà réalisés ainsi qu'un séminaire de deux jours en décembre 2018 et janvier 2019 ont permis d'amorcer la réalisation d'un document dont le but principal est de rassembler les informations nécessaires et donner une estimation de la consommation d'eau pour passer commande d'un dépôt de permis de construire dans le cadre du projet global à long terme de l'association Cézon. Et secondairement de contribuer à poser un diagnostic de faisabilité de ce projet au regard de la réglementation, de la protection de l'environnement et de la fréquentation. Sur ce dernier point, un questionnaire de fréquentation de l'ˆıle est en cours pour d'élaboration pour compléter le cahier des charges.

L'élaboration du document a débuté par une recherche bibliographique approfondie. En parallèle à cette recherche bibliographique, plusieurs rendez-vous ou contacts ont été pris avec des services de l'État, des institutions locales, des scientifiques, experts ou acteurs du territoire. Des exemples similaires au projet de l'association Cézon ont été recherchés. Une première version du document a ´été transmis au cabinet d'architectes du patrimoine Candio-Lesage. Le questionnaire de fréquentation sera diffusé pendant l'été 2019.

Mots-Clés: Cézon, Natura 2000, Vauban, bunkers, restauration, médiation, permis de construire

Saint-Pierre-et-Miquelon : la difficulté de s'inventer un avenir dans l'après-pêche

Christian Fleury [1]

[1] ESO Caen – Université de Caen Normandie – France

Situé à une vingtaine de kilomètres de l'île canadienne de Terre-Neuve, l'archipel de Saint – Pierre et Miquelon, collectivité d'outre-mer au sein de la République Française, compte deux îles habitées, Saint-Pierre (26 km^2) où vivent 90 % des 6246 habitants de la population totale (INSEE, 2019), et Miquelon-Langlade (216 km^2). Dans un premier temps uniquement dévolu dans l'esprit des autorités royales à servir de base saisonnière à la pêche métropolitaine, l'archipel n'en voit pas moins sa population augmenter progressivement à partir des années 1760. Le nombre d'habitants est aujourd'hui à peu près au même niveau que celui de la fin du 19ème siècle, ceci en dépit de fortes turbulences économiques. Les évènements de l'année 1992 sont, à ce titre, particulièrement éloquents. Le Canada décide alors un moratoire sur la pêche à la morue dans sa Zone Économique Exclusive, coupant ainsi Saint-Pierre-et-Miquelon de la quasi-totalité de ses ressources. La même année, le tribunal arbitral de New York attribue à la France une ZEE dont la forme et l'étendue suscitent encore aujourd'hui la colère des habitants. On assiste depuis à la recherche tous azimuts de solutions alternatives de développement que cette communication propose d'évaluer.

En 1994, la France et le Canada définissent les contours d'une coopération régionale destinée à atténuer les conséquences du cataclysme économique subi sur l'archipel. Outre le renforcement des liens avec le Canada atlantique, la période qui s'ouvre alors est également celle de la recherche de solutions de type grands projets. Ceux-ci – exploitation de gisements d'hydrocarbures *offshore*, montages douaniers dérogatoires, hub d'éclatement pour les porte-conteneurs notamment – sont désormais caducs ou relégués au rang de promesses qui ne se concrétiseront probablement jamais. Le développement du tourisme est par ailleurs très présent dans les réflexions. Après avoir dans un premier temps axé leurs actions sur deux piliers – d'une part le label *Saint-Pierre-et-Miquelon terre française en Amérique du Nord* et d'autre part la valorisation des richesses naturelles de l'archipel – dont la mise en avant n'a pas produit les résultats escomptés, les décideurs locaux ont redéfini leur stratégie. L'objectif, raisonnable, est, par rapport au nombre actuel qui oscille entre 10 et 15 000 par an, d'attirer 20 % de touristes supplémentaires en 2020. Une clientèle terre-neuvienne – ou en visite à Terre-Neuve – est plus particulièrement ciblée et se voit pro- poser une offre touristique diversifiée, regroupée sous le label *Saint-Pierre et Miquelon, des îles d'exception* et constituée de « forfaits d'exception » thématiques privilégiant notamment la mise en scène des points forts de l'histoire locale et la mise en évidence des spécificités culturelles de l'archipel.

Bibliographie

2018, IEDOM – Saint-Pierre-et-Miquelon, *Rapport annuel 2017*

2018, Fleury C., « Saint-Pierre-et-Miquelon, deux îles françaises aux confins du Canada », Centre National d'Etudes Spatiales, Geoimage, https://geoimage/saint-pierre-et-miquelon-un-petit- archipel francais-aux-confins-du-canada

2017, Fleury C., « Saint-Pierre-et-Miquelon, entre américanité et francité » in Dean Louder et Eric Waddell, *Retour sur la Franco-Amérique*, Sillery (Québec), Éditions du Septentrion, p. 233-252

Mots-Clés: Saint, Pierre, et, Miquelon, Développement territorial, Tourisme insulaire, Canada

Pourquoi Saint-Pierre et Miquelon ?

Yves Leroy [1]

[1] Chercheur correspondant CRBC UBO Brest – Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France

Comment les Traités internationaux ont conditionné les particularismes insulaires de ce morceau de France en Amérique du Nord, de la fin de la Nouvelle France (1763) à la fin de la Grande Pêche (1992). Et comment l'Histoire a conditionné l'existence et le devenir d'un petit archipel français aujourd'hui enclavé dans les eaux territoriales du Canada.

Depuis leur découverte en 1520 et durant près de cinq siècles, les îles Saint-Pierre et Miquelon, situées au Sud de l'île de Terre-Neuve, ont constitué un enjeu essentiel pour la France qui, ayant dû renoncer à ses possessions en Amérique du Nord, a obtenu leur restitution lors des négociations du Traité de Paris de 1763 afin de disposer d'une base arrière pour exercer ses droits de pêche dans les eaux de Terre-Neuve. Malgré les rivalités franco-anglaises et les soubresauts de l'Histoire, la France en a conservé la souveraineté jusqu'à nos jours.

En 1992, le jugement du Tribunal Arbitral International de New-York mit fin au conflit franco- canadien sur le contrôle de la « zone grise » du 3PS que – conséquence de l'extension en 1972 de leurs eaux territoriales et de leurs zones économiques exclusives –, revendiquaient les deux Etats. La conséquence de ce jugement sans appel du TAI fut d'enclaver l'archipel français à l'intérieur des eaux territoriales canadiennes, le privant d'accès direct aux eaux internationales. La décision unilatérale prise alors par le Canada d'imposer un moratoire interdisant la pêche à la morue dans ses eaux territoriales, puis des quotas de prises dérisoires, condamna les armements de Grande Pêche à Terre-Neuve.

Les chalutiers usines ayant déserté les bancs de Terre-Neuve et le port de Saint-Pierre, les îles Saint-Pierre et Miquelon, une fois dépassée la dépression sociologique et économique qui s'en est suivie, ont dû se réinventer un nouveau présent pour rendre possible un nouvel avenir insulaire.

Ayant perdu ce qui faisait sa spécificité, à savoir d'être la « station-service » des Bancs de Terre-Neuve, l'archipel a fait les constats de son très grand isolement insulaire dans un contexte canadien anglophone plutôt hostile, et de son éloignement d'une métropole dont il se sentait méprisé. Mais les 6 000 habitants du « Caillou » ont compris qu'il leur fallait s'appuyer sur les caractéristiques de leurs îles et sur leur situation géographique, dans des eaux situées aux abords du Golfe du Saint-Laurent, traversées par le courant froid du Labrador, les eaux tièdes du Gulf Stream et recevant les fontes des icebergs descendants du Groenland. Bénéficiant d'importantes compensations de l'État français et d'un régime fiscal favorisant les investissements en Outremer, les Saint-Pierrais ont su développer des potentiels laissés jusqu'alors en jachère du fait de la mono-activité de la pêche morutière. Les NTIC ont contribué au désenclavement des îles et ces français d'Amérique du Nord ont pu construire de nouveaux partenariats économiques, culturels et scientifiques avec la France métropolitaine et les Provinces maritimes canadiennes.

Comment ce minuscule archipel enclavé dans les eaux territoriales du Canada peut-il aujourd'hui constituer une « jointure » pour des projets collaboratifs entre l'Europe et le Canada.... et faire atout des contraintes de sa situation géographique et de son histoire très singulière ?

Mots-Clés: Histoire, Pêche morutière, Jointure Europe Canada

À boire et à manger : tourisme rural et gastronomie identitaire dans l'archipel du Cap-Vert

Michel Lesourd [1]

[1] Identités et Différenciation des Environnements et de l'Espace des Sociétés – Université de Rouen Normandie : Mont-Saint-Aignan cedex – France

Découvert inhabité et colonisé par les Portugais dès la deuxième moitié du XVè siècle, l'archipel du Cap-Vert fut une terre d'accueil pour des plantes et animaux domestiques venus d'Europe et de l'empire. Aux modes de mise en valeur dans des terroirs irrigués ou en cultures pluviales, de montagne, vallée et plaine répondirent des traditions culinaires variées, partielle – ment délaissées dans les années 80 du XX[e] siècle avec l'ouverture des îles aux produits importés pourvoyant aux besoins de consommation bien davantage que les trop faibles quantités de pro- duits locaux (Lesourd, 2008).

Les politiques publiques de la république (545 000 hts, 4033 km2, 9 îles habitées, 12 îlots, IDH : 0,636) ont fait connaître le Cap-Vert comme nouvelle destination du monde atlantique africain avec l'ouverture récente d'un tourisme balnéaire en grands hôtels (Kokel). Mais depuis une dizaine d'années, l'essor d'un modeste tourisme rural et de randonnée contribue à faire redécouvrir, découvrir et favoriser une consommation de plats et boissons *« di terra »* (de terroir) aujourd'hui devenus (ou redevenus) « identitaires » de la nation *crioula*des îles. Avec *cachupa, xerém, cuscús, moreia, grogú*, l'identité nationale et le lien social se renforcent dans une nouvelle « convivialité à table » familiale et sociale (Poulain, 2013, 2017), à la maison, au café et dans les *pousadas*et maisons d'hôtes des îles montagneuses offrant un tourisme de paysages et de randonnées de qualité ouvert au monde par les nouveaux outils de communication numérique. Dans le même temps, des produits anciens, le café arabica, la canne à sucre et ses produits dérivés « traditionnels » que sont les *ponches* et le *grogú* (rhum), ou récents, comme le « vin de lave » (Lesourd) de l'île de Fogo renforcent ce renouveau par la recherche d'une promotion comme produits de terroir labellisés intéressant la diaspora et le tourisme (Lesourd, 2017).

Construite sur les bases agricole et halieutique d'une société confrontée à la rudesse du mi – lieu sahélien et ses sécheresses-famines, la reconnaissance d'une gastronomie « identitaire » cap – verdienne exprime grâce à son ouverture commerciale l'importance de la fête, du religieux chrétien et les traces culturelles portugaises, malgré les influences de la mondialisation.

Bibliographie :

Kokel N.2009 *Le Cap-Vert : mise en tourisme et enjeux de développement d'un petit espace archipélagique.*Thèse de doctorat en Géographie, Université de La Rochelle, 2 tomes, 481 p.

Lesourd M.2008 *Le Cap-Vert aujourd'hui.*Paris, Les Editions du Jaguar, 280 p.

Lesourd M.2017 « En Atlantique, dans le parfum du grogú :la valorisation de la canne à sucre aux îles du Cap-Vert », *Caravelle,* « Canne à sucre en Caraïbe. Héritages et recomposi- tions », n◦ 109, 2017, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, p. 91-108.

Poulain J.-P.2013 *Sociologies de l'alimentation,*Paris, PUF, Coll. Quadrige, 288 p.

Poulain J.-P.2017 « En dialogue avec la géographie : l'espace social alimentaire », in Trochet J-M., Chemla G., Moriniaux V., (dir.), *L'univers d'un géographe. Mélanges en l'honneur de Jean-Robert Pitte,* Paris, PUPS, p. 411-426.

Mots-Clés: Cap, Vert, gastronomie, terroir, nation crioula.

Les îles comme territoires-laboratoires des nouvelles technologies énergétiques : l'exemple des îles écossaises dans le secteur des énergies offshore

Sylvain Roche [1]

[1] Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée – Université de Bordeaux, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5113 – France

Cette communication a pour objectif de présenter un travail réalisé au printemps 2018 sur la réussite des îles écossaises dans le secteur des innovations énergétiques de rupture. Lors d'un déplacement dans les îles du nord, nous avons notamment pu étudier le cas de l'écosystème d'innovation des Orcades et son laboratoire EMEC. Cet archipel est aujourd'hui un porte-drapeau international de ces territoires insulaires qui se veulent technologiquement innovants et tournés vers le XXIe siècle.

La production énergétique dans les territoires insulaires reste aujourd'hui largement dépendante des énergies fossiles. Isolées d'un point de vue énergétique, ne bénéficiant pas d'interconnexion aux réseaux électriques continentaux, les îles doivent trouver des solutions pour produire leur propre électricité à partir des ressources locales.

Cette situation encourage les îles à se lancer dans des stratégies de *technology leapfroging*, littéralement de saut technologique. Ces stratégies offrent des occasions de développer des technologies directement en adéquation avec les contraintes propres aux pays insulaires en valorisant les ressources locales sans reproduire les schémas des pays industrialisés continentaux. Les dernières évolutions technologiques permettent en effet d'imaginer des expérimentations techniquement innovantes que l'on pourrait regrouper sous le vocable de *smart islands.*

Depuis bientôt vingt ans, l'Ecosse mène une politique énergétique ambitieuse pour décarbonner son économie. Grâce à une politique d'installation d'infrastructures qui utilisent la force du vent et de l'eau, l'Ecosse a produit 68,1% de son énergie électrique par des sources renouvelables en 2017. Et à ce titre, les îles écossaises sont depuis les années 1990 des territoires innovants dans le domaine de la transition énergétique.

Parmi ces nombreuses îles, les Orcades et son centre de recherche sur les énergies marines renouvelables, l'EMEC (*The European Marine Energy Centre*), sont devenus le porte-drapeau à l'international de cette Ecosse qui se veut écologique, dynamique et innovante. Les Orcades ont su rapidement capitaliser sur l'expérience de l'EMEC en matière d'utilisation des énergies renouvelables et sur les compétences dans l'industrie de l'*offshore*.

Grâce à sa forte production en énergie renouvelable et à l'évolution des technologies en matière de stockage de l'électricité, les Orcades sont aussi aujourd'hui le terrain d'expérimentations ambitieuses dans le domaine de l'hydrogène et du refroidissement des *data centers* par l'eau de mer. Devenus des laboratoires d'expérimentation, ces territoires préfigurent-ils le réseau électrique de demain, où les énergies renouvelables ont vocation à remplacer les énergies fossiles dans le mix énergétique ? Quel projet porte la transition énergétique des îles écossaises ?

Pour répondre à ces questions, nous reviendrons sur 3 enjeux techno-territoriaux transversaux pour les insulaires :

- d’une part mieux comprendre la réussite technologique des îles écossaises.

- d’autre part, montrer que ces technologies émergentes répondent à de nouveaux enjeux systémiques (enjeux énergétiques, environnementaux, économiques et de sécurité).
- enfin, savoir si le modèle des îles écossaises est duplicable dans les îles françaises.

Mots-Clés: Energies renouvelables, politique énergétique, technologie de l’énergie, territoire d’expérimentation, ressources naturelles.

Jeux d'île : les espaces insulaires en jeu (d'argent)

Marie Redon [1]

[1] Université Paris 13 – EA Pléiade – Université Paris-Nord – Paris XIII, EA 7338 Pléiade, CNRS UMR 8586 PRODIG, Sorbonne Paris Cité, Université Paris Diderot, 75013 Paris. – France

A mi-chemin des thématiques « **Créer : les îles à travers le prisme des arts, des médias et de la médiation scientifique » et « Innover : Initiatives et développement dans les îles »**, nous proposons une communication composée de deux volets mettant en perspective la relation entre les jeux, l'argent et l'insularité. Il est également possible de scinder cette proposition en deux communications distinctes, selon les besoins de la programmation.
Il s'agira d'abord d'analyser la manière dont les acteurs d'une « société du spectacle » globalisée et globalisante mettent en scène une certaine image de l'insularité dans les émissions de télé-réalité et, en retour, comment cette instrumentalisation modifie les espaces insulaires pris pour décors. Le propos sera étayé d'exemples concrets et d'extraits vidéo montrant comment l'insularité tropicale est formatée pour servir de fructueux décor à des sociétés de production qui déclinent à l'envi des mises en scène d'îles. Après avoir évoqué la circulation des « prêts-à-jouer insulaires », via une géographie de leur production et de leurs pratiquants, nous verrons comment les espaces insulaires sont, concrètement, utilisés dans ces jeux dits d'aventures au sens large. Nous proposerons enfin d'ouvrir la réflexion sur la rhétorique du dépassement et de l'impossible vire ensemble véhiculée par ces émissions.

Dans un second temps, au-delà de la classique présence de casinos sur des îles touristiques ou des stratégies de localisation insulaire – et donc « immunitaire » – de ces établissements (Etats- Unis, Chypre Nord, Timor oriental, etc.), nous explorerons un usage inédit de l'insularité par ce qu'elle peut offrir d'exceptionnalité fiscale. En effet, certaines îles se positionnent aujourd'hui sur un segment économique aussi spécifique que rentable : les jeux d'argent en ligne. Depuis la fin des années 1990, les casinos en ligne et les sites enregistrant des paris sportifs non licenciés, c'est-à-dire non autorisés, foisonnent dans des pays à faible régulation ou dans des Etats ou territoires insulaires : ce sont là les pôles du réseau global des jeux en ligne. Pour certains territoires comme Antigua, Malte, St Kitts & Nevis, Chypre ou la Finlande (via l'Ile d'Aland). L'accueil de services de jeux en ligne est devenu l'enjeu de véritables stratégies économiques ; ces cyber-districts du jeu incarnent une traduction spatiale de l'hyper-mondialisation en même temps que cette nouvelle activité se superpose aux autres secteurs économiques classiques des paradis fiscaux.

Références bibliographiques :

Barthes R., 1957, *Mythologie*, Point Seuil.

Bernardie-Tahir N., *L'usage de l'île*, Éditions Pétra, coll. « Des îles », Paris,

Leveneur L., 2009, *Les travestissement des jeux télévisés, histoires et analyses d'un genre protéiforme*, Editions Presses Sorbonne nouvelle, Paris. 197 p.

Moles A., 1982, *« Nissonologie ou science des îles », L'Espace géographique*, n11, pp. 281 – 289.

Redon M., 2019, *Géopolitique des îles*, Cavalier bleu, Paris, 174 p.

Mots-Clés: jeu, argent, spectacle, globalisation

Transition énergétique dans les îles : vers une diversification des sources d'énergie renouvelable utilisées et une participation du consommateur

Anthony Roy [1,2], François Auger [3], Salvy Bourguet[1], Florian Dupriez-Robin [2], Quoc Tuan Tran [4]

[1] Institut de Recherche en Energie Electrique de Nantes Atlantique (IREENA) – Université de Nantes : EA1770 – France
[2] CEA Tech Pays-de-la-Loire – Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives (CEA) – Grenoble – Technocampus Océan5 rue de l'Halbrane44340 Bouguenais, France
[3] Institut de Recherche en Energie Electrique de Nantes Atlantique (IREENA) – UNIVERSITE DE NANTES – IUT SAINT-NAZAIRE – France
[4] Institut National de l'Energie Solaire (INES) – CEA-LITEN – Parc Technologique de Savoie Technolac 50 av. du Lac Léman, Bâtiment Lynx - BP 332 F-73377 LE BOURGET DU LAC – CEDEX, France

Les sources photovoltaïques et éoliennes sont actuellement les principales sources d'énergie renouvelable utilisées dans les îles [1]. Malheureusement, les fluctuations de production nécessitent l'utilisation de moyens de stockage et de groupes électrogènes afin de satisfaire la consommation. La pollution engendrée par les groupes électrogènes ainsi que les coûts des solutions de stockage et de l'approvisionnement en carburant des îles sont néanmoins des freins à leur utilisation. Par ailleurs, les énergies marines renouvelables ont connu un essor conséquent ces dernières années. Les éoliennes, les hydroliennes et les houlogénérateurs sont aujourd'hui les technologies ayant connu le plus d'intérêt de la part des industriels, bien que leurs niveaux de développement soient encore très hétérogènes [2]. Ainsi, il est aujourd'hui envisageable d'imaginer des solutions combinant ces quatre sources d'énergie renouvelable : panneaux solaires photovoltaïques, éoliennes, hydroliennes et houlogénérateurs. L'exploitation de ressources physiques différentes et peu corrélées permettrait de réduire les creux de production et donc de diminuer la quantité de stockage à installer et d'éviter l'utilisation de groupes électrogènes.
Néanmoins, les fluctuations des ressources naturelles utilisées sont une contrainte puisqu'elles ne permettent pas de garantir une production d'énergie suffisante à tout instant. Ainsi, des enjeux liés à la gestion d'énergie apparaissent. Afin de compenser le caractère subi de la production des sources d'énergie renouvelable et les situations de faible production qui peuvent exister, des actions sur la demande peuvent être envisagées. L'application d'une gestion de la demande a pour principal objectif de déplacer certaines consommations à des moments plus favorables et de réduire la demande lors des situations de faible production.

Les travaux menés dans cette étude concernent la gestion de l'énergie et le dimensionnement d'un réseau électrique insulaire pour lequel quatre sources d'énergie renouvelable différentes sont considérées et le recours aux groupes électrogènes n'est pas souhaité. Le cas d'étude considéré concerne l'Île d'Ouessant, cette île ayant fait l'objet de nombreux travaux industriels et universitaires ces dernières années. Différentes stratégies de gestion de la demande sont proposées, appliquées de manière hiérarchique afin de minimiser la modification de la demande initiale. Ces stratégies consistent à modifier les plages de fonctionnement des chauffe-eau et à moduler le profil lié au chauffage électrique selon la production des sources et le niveau d'état de charge de la batterie. Les résultats obtenus montrent qu'une gestion de la demande ainsi qu'une utilisation d'hydroliennes et de houlogénérateurs permettent de réduire les coûts et d'améliorer la satisfaction de la demande en réduisant les situations de défaut d'approvisionnement.

Références

Y. Kuang, Y. Zhang, B. Zhou, C. Li, Y. Cao, L. Li and L. Zeng, ”A review of renewable energy utilization in islands,” *Renewable and Sustainable Energy Reviews,* vol. 59, pp. 504-513, June 2016.

N. Khan, A. Kalair, N. Abas and A. Haider, ”Review of ocean tidal, wave and thermal energy technologies,” *Renewable and Sustainable Energy Reviews,* vol. 72, pp. 590-604, 2017.

Mots-Clés: Transition énergétique, Energies Marines Renouvelables, Gestion de la demande

Des habitants de l'île de Sein se mobilisent pour une transition énergétique et citoyenne de leur île

Patrick Saultier [1]

[1] Ile de Sein Energies – Saultier – France

L'île de Sein n'est pas raccordée au réseau électrique du continent. L'intégralité de l'énergie consommée sur l'île est de l'électricité. Cette électricité est produite par EDF avec des groupes électrogènes fonctionnant au fioul. Le coût de revient est extrêmement élevé mais la solidarité nationale paie se surcoût à EDF.
Et pourtant, l'île est très riche en énergies locales !

En 1984, une éolienne était annoncée sur l'île de Sein pour 1985. En 1998, une étude mon – trait que 50 % des besoins pourraient être produite avec des énergies locales et renouvelables à un prix inférieur au fioul. En 2003, une nouvelle étude confirmait ces résultats et montrait que 75 % des besoins pouvaient être couvert par les énergies locales.

En 2008, des élus et des habitants ont souhaité produire de l'électricité renouvelable. EDF leur a opposé un refus. Devant l'inaction et les blocages de l'entreprise EDF, des habitants ont cherché des solutions et ont finalement décidé de prendre leur destin en main. En 2013, ils ont créé leur société, Ile de Sein Energies, regroupant 1/3 de la population. Depuis, un autre tiers les soutient en adhérant à l'association ATREIS.

Depuis, EDF, après avoir expliqué que le projet était impossible reprend aujourd'hui une partie du projet des habitants et a engagé de nombreuses actions de communication et a été contraint de laisser quelques projets avancer ... sur l'île d'Ouessant, en particulier avec l'hydrolienne de Sabella.

La mobilisation des habitants a porté le débat au niveau national (lors des discussions de la loi sur la transition énergétique par exemple) et aujourd'hui au niveau européen.

Ce projet des habitants est innovant sur plusieurs aspects :
- gouvernance locale
- prise ne compte de la problématique de l'énergie dans son ensemble et pas seulement sur l'aspect électricité
- la réflexion part du besoin avec l'objectif d'y répondre avec les ressources locales
- développement local de l'île est un point majeur du projet
- expérimentation sur la technique mais aussi sur la gouvernance

Mots-Clés: gouvernance locale, transition énergétique et écologique globale, développement de l'île

Le développement local face aux limites imposées par les ressources sur les îles de l'Iroise

Mylène Tesson [1]

[1] Université de Brest – LETG-Brest – France

Sur les îles de l'Iroise, les activités primaires ont longtemps représenté le socle d'une économie basée sur l'utilisation des ressources de la mer. Les îles constituaient de fait une centralité au sein d'un « espace aquatique » (Cormier-Salem, 1995). Ces activités ont connu un déclin corrélé à celui de la population permanente, et l'économie des îles est aujourd'hui dépendante de flux extérieurs, de populations, de biens et de services. Sur les îles de l'Iroise, comme sur d'autres territoires ruraux et géographiquement marginalisés (Couturier, 2007), les habitants et leurs élus s'interrogent sur les conditions d'un développement endogène (Demazière, 2002). Le programme de recherche ID-Îles (Initiatives et Développement dans les Îles), financé par la Fondation de France entre 2012 et 2018, s'est attaché à décrire ce processus (Brigand *et al.*, 2014). La proposition de communication s'appuie sur ces travaux et notamment sur une thèse de doctorat ayant procédé à une enquête qualitative (53 entretiens) et quantitative (274 questionnaires). Elle propose une interrogation entre le processus de développement local et les ressources qu'il mobilise sur un territoire : le potentiel et les limites qu'elles comportent, qui dessinent les contours de sa viabilité.

Le développement local en lien avec les ressources de la mer sur les îles de l'Iroise : peut-il être viable ?

Les conditions d'apparition d'un développement endogène reposent sur une attractivité des espaces insulaires. Le résultat des enquêtes menées démontre l'importance du cadre de vie dans les choix de localisation des populations : à ce titre les îles constituent une ressource spatiale. L'Iroise présente par ailleurs un environnement contraignant auquel les porteurs de projet se sont adaptés et dont ils peuvent mobiliser les ressources halieutiques et paysagères. Cette adaptation ainsi que les aspirations pour le cadre de vie des îles sont le fondement d'un mode de vie que nous nous attacherons à décrire.

Les ressources des îles de l'Iroise représentent donc un potentiel, mais elles sont aussi l'objet de pressions : nos recherches montrent que l'attractivité des îles est à l'origine d'une pression foncière, susceptible d'accentuer les inégalités dans l'accès au logement des porteurs de projet. Il existe également une pression sur les ressources de la mer, au sein d'un espace halieutique partagé avec d'autres formes d'exploitation. Nous analyserons dans quelle mesure les structures de gestion en place permettent de répondre à ces enjeux, et nous proposerons l'idée que le mode de vie des îles constitue un atout du point de vue de la viabilité des activités maritimes.

La viabilité d'une dynamique de territoire en lien avec les ressources de la mer semble finalement, dans ce cas d'étude, dépendre d'un paramètre essentiel qui est le mode de vie des populations insulaires, et l'existence de structures de gestion outillées pour impulser une durabilité forte sur un territoire aux ressources partagées.

Mots-Clés: développement local, ressources, attractivité, mode de vie

Habiter : vies et quotidiens insulaires

Cultiver l'invisible. Essai d'ethnobotanique dans un contexte de changement climatique au Kiribati (Pacifique Sud)

Christine Ambard [1]

[1] Université Lumière – Lyon II – France

Pour les États insulaires du Pacifique dont le Kiribati, le dérèglement climatique est une priorité puisque ces pays seraient directement menacés de disparition du fait de la montée des eaux et l'intensification des phénomènes météo-marins. Ainsi, dans les atolls du Kiribati, et plus particulièrement à Marakei, l'érosion des côtes à intégrer le paysage : inondés à plusieurs reprises par l'océan, les plages se remplissent de débris de murs de protection, d'anciennes maisons démolies et des cocotiers déracinés et abattus. Tout en diminuant la structure des parcelles qui ont été distribuées aux humains pendant les temps mythologiques, l'érosion des côtes dégrade la faible diversité végétale et le maigre humus où elle prend racine. De ce fait, les plantes sont perçues comme des ressources précieuses qui doivent occuper des fonctions économiques, sociales, écologiques et rituelles. Afin de maîtriser l'environnement et de garantir la sécurité humaine du groupe, les insulaires mobilisent leurs savoirs botaniques : ils observent attentivement les plantes pour comprendre les processus environnementaux. De plus, à travers des rituels agraires, ils cultivent l'invisible, en échangeant avec les esprits qui habitent les plantes de façon à ce qu'elles soient les plus généreuses possible. Cependant, dans un contexte où le monde végétal est menacé par le changement climatique, que devient cette forte relation entre les Hommes et les plantes ? S'inscrivant dans une anthropologie de la nature appliquée au changement climatique, l'étude s'attache à faire une ethnographie des interactions entre les humains et les non humains. Il s'agit de réfléchir sur le futur des territoires à travers le végétal tout en montrant l'importance de faire du changement climatique un objet culturel.

Bibliographie

Brunois-Pasina, Florence. 2014. *Belle-ile en mer. Anthropologie poétique d'une écologie insulaire.* Saarbrücken: Presses Académiques Francophones.

Crate, Susan Alexandra, et Mark Nuttall, éd. 2016. *Anthropology and climate change: from actions to transformations*. Second edition. New York: Routledge, Taylor & Francis Group.

Descola, Philippe. 2005. *Par-delà nature et culture*. Gallimard. Paris.

Hartigan, John. 2019. « Plants as ethnographic subjects ». *Anthropology Today* 35 (2): 1-2

Hulme, Mike. 2009. *Why we disagree about climate change: understanding controversy, inaction and opportunity*. Cambridge University Press. London.

Mots-Clés: changement climatique, ethnobotanique, insularité, Kiribati

L'insularité bretonne au Moyen Âge (IX^{e}-XVI^{e} siècle) de l'isolement a la centralité

Julien Bachelier [1]

[1] Centre de recherche bretonne et celtique – Université de Bretagne Occidentale [UBO] : EA4451 / UMS 3554 – France

Les sources, principalement écrites et un peu archéologiques, permettent d'esquisser une évolution de l'insularité bretonne au cours des IX^{e}-XVI^{e} siècles. En effet, longtemps décrites comme des lieux isolés et dangereux, les îles, notamment celles de l'Iroise, semblent avoir abritées de nombreux moines et ermites qui y pratiquèrent la *peregrinatio pro Deo*. Quittant leur monastère de rattachement, des religieux s'installèrent sur des îles, créant des ermitages, des monastères et divers lieux de culte. Le christianisme en général et le monachisme en particulier ont donc fortement marqué les espaces insulaires leur donnant une coloration religieuse forte, leur conférant une âme presque particulière. Du moins, c'est ainsi que les sources des IXe-XIIe siècles et qu'une large partie de l'historiographie ont longtemps présenté ces îles lointaines.
La situation change autour de 1200 et jusqu'au début du XVIe siècle. De répulsifs les espaces insulaires semblent devenir, du moins pour certains, attractifs. Cette évolution paraît coïncider avec les premiers pas des échanges maritimes directs entre l'Europe du Nord et la Méditerranée, mais surtout elle correspond à l'intensification de la fréquentation maritime dans l'empire plantagenêt dont l'espace de domination s'étend du Golfe de Gascogne à la mer d'Irlande, ou selon des visions plus terriennes des Pyrénées à l'Écosse. Contrôler les mers, les raz et les relais insulaires deviennent une priorité pour les rois d'Angleterre, également ducs d'Aquitaine. Les îles bretonnes trouvent alors une nouvelle place, originale. De la périphérie armoricaine, elles bas – culent au cœur du monde plantagenêt. L'occupation religieuse, particulièrement monastique, se maintient et évoluent sous d'autres formes et les activités paraissent se diversifier conduisant à des situations conflictuelles pouvant dégénérer en guerre entre puissances bordant l'Atlantique. Les îles de l'Iroise furent au centre d'enjeux géopolitiques.

Dès lors, cela réinterroge la situation antérieure : la « révélation/révolution documentaire » du XIIIe siècle est-elle une rupture ou pas ? Les activités et les enjeux que l'on observe à partir des années 1200 sont-ils si nouveaux ou bien s'ancre-t-il dans des pratiques plus anciennes dont les sources écrites ne conservent pas le souvenir ?
L'objectif de cette communication reste avant tout de tenter un bilan de l'histoire des îles bretonnes au Moyen Âge et de proposer de nouvelles pistes de recherche où le croisement des sources et l'approche pluridisciplinaire seront centraux.

Mots-Clés: îles, Bretagne, Moyen Âge, échanges

(Re)venir vivre à Raiatea (Polynésie française) : vers un nouveau paradigme mobilitaire ?

Sarah Bernard [1], Nathalie Bernardie-Tahir [2]

[1] Laboratoire de Géographie Physique et Environnementale – Université de Limoges : UMR6042 – France
[2] AUF Agence Universitaire de la Francophonie – Canada

Depuis une dizaine d'années, les recherches sur les migrations se sont fortement multipliées, participant à l'émergence du *mobility turn* théorisé par Sheller et Urry (2006). Ce nouveau paradigme révèle une diversité des formes de mobilités et participe à la construction de catégories de mobilités relativement étanches : « migrants », « touristes », « résidents », « expatriés », etc. qui apparaissent pourtant aujourd'hui de plus en plus poreuses. L'étude des mobilités en Polynésie française s'inscrit dans ce champ d'étude des migrations et questionne les catégories classiques de mobilités.

La Polynésie française a toujours été animée d'une multitude de flux migratoires, la circulation migratoire est même consubstantielle de l'identité polynésienne fondée sur une territorialité réticulaire (Bambridge 2004). A partir du début de la colonisation, le territoire dans son ensemble a connu un solde migratoire positif mais c'est principalement l'île de Tahiti qui a vu sa démographie croître par l'arrivée massive de métropolitains ou d'étrangers, auxquels se sont ajoutés un grand nombre de Polynésiens venus des différents archipels pour y travailler (Fages 1973; Rallu 1980). En 2012, les analyses démographiques (ISPF, 2002, 2007, 2012) révèlent un changement dans les dynamiques migratoires du pays : un certain nombre de petites îles périphériques tendent à se repeupler.

L'étude que nous menons en Polynésie française a pour objectif d'étudier ces nouvelles dynamiques migratoires à partir d'un travail de terrain articulant enquêtes qualitatives et observations sur l'île de Raiatea. Les premiers entretiens réalisés auprès de polynésiens et d'étrangers, de retour sur les terres qu'ils ont quittées quelques temps ou installés pour la première fois sur l'île, sans activités, actifs ou retraités, montrent que les individus s'inscrivent dans des circulations qui peuvent se décliner sur plusieurs années, à différentes échelles et pour diverses raisons. Ce travail de terrain révèle l'émergence de nouvelles formes de mobilités dans les îles : des mobilités hybrides à l'interface entre mobilités touristiques et migration (migrations résidentielles, migrations d'aménités, mobilités des plaisanciers, etc.) Cette communication s'intéressera à ces nouvelles formes de mobilités et questionnera ce nouveau paradigme à partir de l'exemple des îles de Polynésie française.

Mots-Clés: Circulations, Mobilités hybrides, Retours, Primo, arrivants, Polynésie française, Raiatea

Le paysage d'abandon. Le cas d'étude de l'Île San Pietro, Sardaigne

Camilla Cappato [1]

[1] Universita degli Studi di Cagliari [Cagliari] – Italie

Cette contribution a comme but principal une recherche sur une réalité micro-insulaire italienne, à savoir l'Ile San Pietro en Sardaigne. En particulier, je voudrais m'occuper de l'environnement en état de dégradation lequel peut être compté parmi celui que l'on appelle « paysage d'abandon »; ce sujet d'étude m'a par la suite permis l'élaboration d'une réflexion sur la complexité de la perception du paysage et sur l'importance du rôle que jouent les acteurs locaux sur le déroulement des décisions de la gestion et de l'organisation dans les petites îles. Dans une phase préliminaire on a décrit la catégorie du le « paysage d'abandon » vue la complexité inhérente à la catégorie du paysage lui-même. En outre, en analysant la notion d'abandon qui se réfère à l'espace, au territoire et enfin au paysage lui-même je m'interroge sur comment et de quelle façon la perception de ce dernier puisse changer selon la personne bénéficiaire qui doit donner un jugement sur celui-ci. Ensuite, une exploration de la bibliographie sur l'argument permettra de faire le point sur cette thématique. Par la suite une étude semblable a été faite qui a fourni des données à caractère historique et géographique sur la réalité insulaire dans son ensemble et ensuite le cas spécifique de la plage appelée « La Caletta » et les conditions dans laquelle elle se trouve ont été étudiées. En examinant les résultats obtenus par la recherche sur le terrain, la réalisation de graphiques pour l'étude des données statistiques et la rencontre avec les acteurs locaux et les catégories de ceux qui bénéficient du paysage, on a pu se rendre compte de l'impossibilité d'établir un *trend* commun dans la façon de prendre contact avec le paysage; et d'exprimer la sensibilité qu'il provoque, bien qu'on ait qu'il a été choisi d'examiner une communauté restreinte et de provenance insulaire.

Mots-Clés: Paysage, Dégradation de l'environnement, Abandon, Perception.

L'interface entre les îles terrestres et maritimes au Golfe de Californie

Micheline Cariño [1], Diego Ramírez Meza [1]

[1] UABCS – Mexique

Auteurs : Cariño Micheline et Ramírez Diego, Universidad Autónoma de Baja California Sur, La Paz, Mexique
Adresses mail : marthamichelinecarino@gmail.com; dramirezmeza83@gmail.com

Problématisation : Origine, évolution et perte de la forme traditionnelle d'habitat en interface montagne-côtes-îles et conséquences pour la durabilité locale.

Cadre théorique : histoire environnementale ; perception et appropriation territoriale ; mémoire bio-culturelle ; connaissances écologiques traditionnelles.

Méthodologies : reconstruction collective de l'histoire ; cartographie participative ; entretiens ; revue de la bibliographie et des archives.

Principaux enseignements et résultats : L'interface montagne-côte-îles est une forme de perception et d'appropriation du territoire de la côte sud occidentale du Golfe de Californie constituée sur une longue durée, depuis l'époque préhispanique jusqu'au milieu du XX siècle (Cariño, 1996). Elle inclut les échanges (du territoire) entre les oasis (fixes et itinérants) (Cariño et Castillo, 2017), la côte et les îles. Cette forme traditionnelle d'habitat en territoire extrêmement aride, isolée et avec des ressources limitées, a engendré une grande capacité d'adaptation et une profonde connaissance locale des écosystèmes sur lesquels reposait la reproduction sociale. Elle s'est caractérisée par une faible entropie et une haute résilience, ce qui permet de considérer cette forme d'habitat comme un antécédent pour construire la durabilité locale dans le contexte du changement global. Depuis 1950, l'interface est confrontée à un déclin progressif en raison d'une diversité des facteurs externes inhérents à la modernisation de la région et des transformations de la structure productive qui en résulte et qui engendre l'abandon des oasis, des côtes et des îles et affecte la perception et l'appropriation des territoires. La culture de l'interface entre les îles terrestres et marines est en danger d'extinction. Des actions sont engagées pour revaloriser l'interface dans son potentiel et contribuer à la durabilité locale, ayant des répercussions autant dans les politiques publiques que dans la réglementation ; mais il reste encore beaucoup de travail de recherche et d'intervention à faire pour rendre visible l'importance cruciale de l'interface dans un avenir souhaitable pour la région.

Bibliographie :

Cariño, M. (1996). *Historia de las relaciones hombre naturaleza en Baja California Sur 1500-1940,* México: UABCS.
Cariño, M. y Castillo, A.L. (2017). Oasis Sudcalifornianos: paisajes bioculturales con elevada capacidad adaptativa a la aridez y potencial para la construcción de la sustentabilidad local. *Fronteiras* 6 (2), 217-239.

Mots-Clés: oasis, îles du Golfe de Californie, durabilité locale, connaissances écologiques locales

« La vie simple » ? : paradoxes et projets de développement au Vanuatu

Marina Casula [1]

[1] IDET-COM, Université Toulouse 1 Capitole (IDET-COM) – EA 785 – Sciences de la société – France

En septembre 2017, lors de mon premier séjour d'enseignement à Port-Vila, la capitale du Vanuatu, j'abordais la question du vécu insulaire et de l'îléité (Bonnemaison, 1990) avec un groupe d'étudiants. Discutant de leurs ressentis et de leur rapport à leurs îles d'origine, une étudiante s'exprima ainsi : « Vous savez, Madame, chez nous c'est la vie simple ! ».
Ce sentiment sincère et intimement vécu ne peut cependant pas effacer les paradoxes, plus ou moins profonds, du développement socio-économique de l'archipel mélanésien.

Si Efate, l'île-capitale, est bien inscrite dans l'économie de marché globalisée, accueillant investisseurs chinois, australiens sans oublier certains ni-vanuatu, force est de constater qu'une grande majorité de la population des îles plus lointaines vit toujours d'une économie de subsistance, où le » jardin », la pêche ou l'élevage ont encore une place centrale. De même que la « Kastom » (coutume) est encore bien présente, et cela même dans la capitale (Rousseau, 2017).

Le « Plan de développement national durable 2016 à 2030 » ou « plan du peuple » repose sur un certain nombre d'objectifs directeurs qui illustrent les aspects ambivalents mais en même temps complémentaires de la stratégie gouvernementale.

Alors que d'un côté le gouvernement mise sur un développement économique mondialisé en s'inscrivant dans des échanges marchands et financiers (comme certaines activités offshore, par exemple) cherchant à faciliter les « opportunités d'affaires », il affirme en même temps un sou – tien à une économie traditionnelle, informelle, fondée sur les savoir-faire locaux, tournée vers une consommation autarcique, notamment des produits alimentaires, et qui relève de ce que certains acteurs nationaux et locaux appellent la *kastom economi* (Wittersheim, 2011).

Autour de cette dynamique se greffe également la volonté de soutenir la filière touristique en valorisant le made in Vanuatu, voire en définissant quelques parcours touristiques entièrement dédiés à ces productions locales, soutenant des marchés de producteurs et de productrices, par – fois organisés au sein d'associations ou de coopératives, comme Activ (Alternative Communities Trade in Vanuatu), connu notamment pour sa production de chocolat sous la marque Aelan (qui signifie « île » en bislama).

Cela ne se fait pas toutefois sans accrocs comme en atteste la déception récente des artisans locaux et des autorités locales de Port-Vila qui s'étaient préparés au débarquement de plusieurs milliers de touristes lors de l'escale d'un des plus grands navires de croisière du monde, le « Ovation of the seas ».

A partir de mes observations récentes et de données recueillies sur le terrain, je souhaite donc explorer la complexité des projets de développement au Vanuatu qui me semble relever d'une dynamique d'innovation sociale que l'on peut rencontrer dans d'autres contextes insulaires et qu'il n'est pas sans rappeler la figure de l'île laboratoire (Meistersheim, 1999, 2001).

Mots-Clés: Vanuatu, kastom economi, innovation sociale, paradoxes

Le tourisme ultramarin, un écho de la réticularité coloniale

Jean-Christophe Gay [1]

[1] UMR Espace-Dév – Université Côte d'Azur (UCA) – France

Contrairement à de nombreuses petites économies insulaires, l'outre-mer français n'a pas pris le tournant touristique ces trente dernières années, qui a abouti à la mise en évidence d'un nouveau modèle de développement baptisé SITEs, i. e. « Small Island Tourist Economies » par J.

L. McElroy (2006). Les îles ultramarines ont connu une croissance touristique faible et certaines ont vu baisser la part de leur clientèle internationale. Le cordon ombilical avec la métropole s'est renforcé au détriment des synergies régionales. Si le tourisme a réduit l'assistanat de cer- tains États et territoires océaniens relevant du modèle MIRAB (« Migration, Remittances, Aid & Bureaucracy »), mis en évidence par G. Bertram et R. F. Watters (1985), c'est-à-dire dont les ressources provenaient des remises des émigrés et de l'aide internationale, alimentant une bureaucratie pléthorique, l'outre-mer français est resté à l'écart de ces évolutions, ne relevant ni du modèle SITEs, ni du modèle MIRAB. Il ne peut être non plus associé au modèle PROFIT (« People considerations, Overseas engagement, Finance, insurance and taxation & transportation ») développé par G. Baldacchino (2010).

Dans une approche géohistorique du tourisme et en nous concentrant sur le Pacifique, nous tenterons de révéler que cette spécificité tient dans la logique réticulaire qu'a privilégiée la colonisation française, en cherchant à connecter ses territoires lointains à la Métropole, d'abord par le bateau ensuite par l'avion, mais en les déconnectant de leur environnement régional, ce qui les a placés en situation périphérique dans le Pacifique Sud. Ce mode de gestion de la distance aide, par exemple, à comprendre le caractère pérenne de la périphéricité des collectivités françaises dans le Pacifique Sud et la singularité de leur développement touristique.

A une échelle plus fine, la compréhension de la diffusion du tourisme en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie nous permet d'évaluer le degré d'évolution et de maturité de cette activité en comparaison avec d'autres territoires multi-insulaires (Hawaï, Maldives, Seychelles, Fidji...). A la différence de la Polynésie française, où la diffusion du tourisme a été beaucoup forte, notamment au profit de Moorea ou des certaines îles Sous-le-Vent, il apparaît que la concentration de l'activité touristique à Nouméa, siège du pouvoir colonial et porte d'entrée des touristes venant de l'extérieur (par son port d'abord, son aéroport ensuite), est symptomatique d'un processus post-colonial à peine engagé, dans lequel la population kanak participe peu à la mise en tourisme.

Mots-Clés: tourisme, île, colonisation, France d'outre, mer, diffusion

Habiter Belep : du village à l'archipel

Lara Giordana [1]

[1] Université de Turin, Département Culture, Politica e Società – LungoDora Siena 100 10153 Torino, Italie

Les îles Belep, situées au nord-ouest de Grande Terre, l'île la majeure de Kanaky/Nouvelle – Calédonie, ont vécu un progressif isolement, produit de la colonisation. Auparavant connecté par de nombreuses relations politiques, économiques et rituelles avec les autres îles, à partir de la moitié du XIX siècle le petit archipel de Belep a souffert un processus de « déconnection » qui s'est traduit par une réduction de l'espace de vie de ses habitants. Il s'agit d'un double processus : la déconnection de l'archipel par rapport aux autres îles et, en même temps, une déconnection (partielle) des groupes kanak de leurs terres ancestrales. Obligés de se concentrer dans un seul village central, issu de la convergence entre pouvoirs locaux et projets exogènes, les Belema ont fait face à plusieurs transferts forcés de populations. Comme dans autres îles du Pacifique, aussi aux Belep les expulsions des groups ancestraux et l'accueil de nouveaux groups ont été accompagnés par des bouleversements démographiques et de profondes transformations politiques, écologiques et sociales, malgré une homogénéité ethnique. Le village de Waala a été, en maintes occasions et à plusieurs niveaux, un outil de changement, notamment dans la relation à l'environnement. En même temps de nombreux éléments de continuité persistent.

Aujourd'hui les Belema habitent entre Waala, leurs terres ancestrales dans les baies de l'archipel des Belep et la ville de Nouméa. Surtout, ils habitent leurs îles de plusieurs façons, à travers plusieurs formes du « vivre ensemble ». Ils unissent ainsi enracinement et mobilité, intimité et socialité, espaces cultivés et espaces habités, la terre et la mer, la tribu et la ville. Les formes actuelles de l'habitat montrent une interdépendance des espaces (et des espèces) qui s'appuie sur une logique réticulaire. Cette logique re-ouvre l'espace de vie des Belema et re-transforme Belep en archipel.

Dans une perspective anthropologique, ma communication vise à analyser la dynamique complexe de « re-conversion » du village en archipel à travers la continuité des liens avec les terres ancestrales et avec la mer, une continuité qui est constamment re-formulée. Une telle reconversion s'efforce de mettre fin à la marginalisation des Belep par rapport aux autres îles de Kanaky/Nouvelle-Calédonie et participe aux processus qui dépassent les rapports centre – périphérie imposés par la colonisation.

Mots-Clés: Archipel, vivre ensemble, interdépendance, espace

Îl...limitées ? La mondialisation géographique contemporaine des îles océaniques

Christophe Grenier [1]

[1] Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique – Université de Nantes, IGARUN – France

La communication porte sur des îles océaniques renommées pour leurs singularités biologiques ou culturelles : Vanuatu, île de Pâques, Galapagos. Dans ces archipels, l'isolement et les adaptations des organismes à des environnements variés ont donné lieu à une diversité biologique aux nombreux endémismes formés à l'abri des « barrières »océaniques. Dans ces îles austronésiennes, les populations ont développé des géographies de l'îléité, qui ont favorisé leur diversification culturelle et/ou linguistique et permis leur adaptation active et durable à l'isolement et aux limites insulaires. Dans tous ces cas, ces singularités sont issues de « spéciations géographiques » qui contribuent à la géodiversité planétaire, c'est-à-dire à une diversité des modes d'habitation de la Terre préservant la diversité de ses environnements.

Or, depuis leur connexion au système Monde aux XVIIIe et XIXe siècles, les îles étudiées sont soumises à des processus inverses d'ouverture géographique. Toutes sortes de flux véhiculés par les réseaux qui les intègrent à l'espace Monde et les territorialisations coloniales puis étatiques produisent dans ces îles de nouvelles géographies, modernes pour leur temps. Ces ouvertures géographiques touchent progressivement diverses régions de la Terre et présentent des caractéristiques communes selon les périodes géohistoriques de la mondialisation, mais elles se généralisent et s'accélèrent depuis la fin du XXe siècle avec le « Monde global ». Jusqu'alors surtout con- sidérées comme des conservatoires de la diversité terrestre, les îles présentées ici sont aussi de bons observatoires de la « mondialisation géographique », pour étudier comment se propagent et s'imposent partout sur la Terre un nombre limité d'espaces et d'environnements ainsi que la géoculture à vocation universelle qui les justifie.

Les îles dont il est question sont connues de l'auteur pour y avoir vécu et/ou pour y avoir fait des recherches. La communication aborde quelques aspects de la mondialisation géographique contemporaine de ces îles de façon chronologique – de 1989, date anniversaire du colloque, à aujourd'hui –, comparative – Etat archipélagique/territoires insulaires d'Etats continentaux, populations locales/populations migrantes, genres de vie, etc. –, et selon deux approches. L'une tente d'objectiver *a posteriori* quelques faits observés par l'auteur à Vanuatu, à l'île de Pâques et aux Galapagos, l'autre présente quelques résultats et analyses de diverses recherches sur ces îles. L'objectif est double : montrer comment la mondialisation géographique de ces îles s'est accélérée depuis 30 ans, et comment l'invention de géographies viables exige de penser les limites des îles.

Références bibliographiques :

Blondel J., 1995, *Biogéographie. Approche écologique et évolutive*, Masson, Paris.

Bonnemaison J., 1991, Les lieux nus. Approche de l'îléité océanienne, *in* Brigand L. et Gourmelon F. (eds), 1991, Territoires et sociétés insulaires, Brest, Collection Recherches Environnement n◦36, 41-46.

Grenier C., 2019, De la géographie de la mondialisation à la mondialisation géographique, *Annales de Géographie n 726*, 58-80

Kirch P., 2000, *On the Road of the Winds. An Archeological History of the Pacific Islands before European Contact*, Berkeley, University of California Press.

Mots-Clés: mondialisation, ouverture, géographies, limites

L'île, le navire et l'entrepreneur : adaptations des entreprises du Ponant à la desserte insulaire

Marie Guingot [1,2]

[1] Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique – Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale (UBO) – France
[2] Aménagement des Usages des Ressources et des Espaces marins et littoraux – Centre de droit et d'Economie de la mer – Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Brest, Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM) – France

Pour l'île habitée, la desserte insulaire est fondamentale. Habiter une île, c'est d'abord pouvoir s'y rendre. La question du transport conditionne l'occupation, l'appropriation et la valorisation insulaire. Les îles du Ponant sont desservies de manière régulière, fréquente et sûre, suite à une nette amélioration de la qualité de la desserte au cours du dernier siècle. L'île semble s'être rapprochée du continent, facilitant la mobilité grandissante des îliens et permettant de nombreux échanges de fret. Ces territoires sont habités, et une économie s'y déploie. Pour le développement d'activités économiques, la situation insulaire est porteuse d'atouts : attractivité touristique, accès aisé ou abondant à certaines ressources etc. Elle présente aussi des contraintes : exiguïté du territoire et étroitesse du marché, surcoût lié au transport et à l'éloignement des marchés, ruptures modales et complication logistique, aléas de la desserte etc...

Avec l'arrivée de nouvelles populations d'actifs, les îles du Ponant sont le lieu d'un dynamisme entrepreneurial, avec création d'entreprises et développement de nouvelles activités. Les modalités de transport et d'approvisionnement sont considérées par les entrepreneurs comme la première contrainte pour leur activité. Toutefois 56% ne l'évoquent pas. Les entreprises insulaires semblent donc pouvoir s'adapter au système de transport, et parvenir à l'intégrer dans leur fonctionnement. Nous souhaitons montrer que le système de desserte est à l'origine de nombreuses adaptations, de la plus spontanée à la plus étudiée, de la part des entreprises.

En quoi le système de desserte peut-il être une contrainte, à contourner, ou un atout, à valoriser, pour l'entreprise ? Dans quelle mesure le dispositif de transport mis en œuvre sur l'île influe la stratégie de l'entreprise ? Quelles sont les stratégies d'adaptation déployées par l'entreprise pour intégrer les modalités de desserte dans son organisation ?
L'étude, menée dans le cadre d'une recherche doctorale, porte sur les 13 îles du Ponant habitées à l'année, et desservies par des liaisons maritimes aux caractéristiques très diverses en termes de flotte, de consistance de service ou d'infrastructures portuaires. La recherche se base sur les entretiens auprès de 14 compagnies maritimes et 88 entreprises insulaires. Après avoir identifié les implications de la desserte sur les activités économiques insulaires, nous proposerons une typologie des adaptations de l'entreprise à la desserte. Les réactions entrepreneuriales peuvent être classées en 5 grands types de registres stratégiques s'attachant au produit, à la production, à l'approvisionnement, à la commercialisation et à l'organisation de l'entreprise. Les objectifs de ces stratégies ne diffèrent pas de ceux des entreprises continentales qui souhaitent optimiser le transport et la logistique de leur activité. Néanmoins c'est dans la forme, l'application et l'ampleur des réactions adaptatives que les entreprises insulaires se distinguent.

Mots-Clés: transport, desserte insulaire, liaison, adaptation

L’exercice de la médecine générale sur les îles du Ponant, focus sur l’île d’Ouessant

Noémie Keravec [1]

[1] France

Les îles du Ponant regroupent les quinze îles françaises, dont treize habitées, du littoral de la Manche et de l’océan Atlantique. Réparties sur quatre régions et six départements, elles comptent 18 communes et rassemblent environ 16000 habitants. Vivre sur une île offre le privilège d’évoluer au sein d’un environnement exceptionnel protégé par la mer. Mais au-delà de cette vision idyllique, se cachent aussi des contraintes sociales, notamment la rareté de certains services, le manque d’emploi, le coût élevé de la vie ainsi qu’un accès aux soins compliqué. Toutefois, une vingtaine de praticiens exercent sur les îles du Ponant en tant que médecins généralistes, ils y sont seuls sur dix d’entre elles. Les motivations à l’installation sur une île sont personnelles (principalement l’environnement marin) mais surtout professionnelles. La spécificité de l’insularité rend en effet l’exercice singulier : les praticiens doivent accepter une certaine polyvalence et une fréquence élevée des gardes médicales. Car les médecins insulaires sont isolés, sur le plan géographique et sanitaire, ils sont donc les professionnels de premier recours. Pour ces praticiens « à l’ancienne », vie professionnelle et vie privée sont plus imbriquées qu’ailleurs. Ces contraintes rendent la médecine îlienne exigeante voire effrayante, ce qui peut freiner le recrutement. De plus ils doivent, durant la saison estivale, faire face à l’afflux touristique, la population pouvant alors être multipliée par 10. Les études de démographie médicale ne prenant pas en compte la population touristique, la densité médicale sur les îles s’en trouve globalement supérieure à la moyenne nationale, voire très supérieure sur les petites îles. Pour autant, la présence d’un médecin sur ces territoires restreints paraît indispensable devant la contrainte de l’isolement. A l’heure où les zones rurales sont peu à peu désertées par les médecins, l’offre de soins sur les îles est très fragile. L’accès aux soins étant pourtant une préoccupation importante des insulaires, il est impératif de pérenniser la présence de soignants sur ces territoires singuliers, afin d’y maintenir également la population et donc la vie. Mon travail de thèse de docteur en médecine, soutenue en décembre 2016, avait pour objectif principal d’étudier les conditions d’exercice sur chacune des îles du Ponant afin d’évaluer le ressenti et les difficultés des médecins insulaires. L’objectif secondaire était de relever les éventuelles solutions pour pérenniser l’offre de soins sur ces territoires. Désormais, ma pratique de médecin généraliste collaborateur sur l’île d’Ouessant me permet de mieux comprendre les particularités de l’exercice insulaire.

Mots-Clés: médecine insulaire, médecin généraliste, îles du Ponant, île d’Ouessant

Protéger le littoral et la mer proche en autochtone en Polynésie française : définition, enjeux, débats

Cécile Llantia [1]

[1] LETG Brest Geomer – Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France

Comment s'expriment les volontés autochtones de protéger l'environnement en Polynésie et quels sont les débats qu'elles suscitent?

Imaginée par les Athéniens au Ve siècle avant notre ère, la notion d'autochtonie a évolué désignant désormais des peuples considérés comme les premiers à avoir occupé un territoire et revendiquant à ce titre la reconnaissance de droits spoliés par la colonisation.

En Polynésie, l'autochtonie, définie comme une appartenance culturelle, a été un thème central du mouvement de renouveau de la tradition. Le littoral et la mer ont été placés au cœur de cette quête identitaire, en tant qu'espaces de prédilection de l'expression de la spécificité polynésienne. S'opposant à la vision européenne qui sépare la terre et la mer, la culture océanienne représente ces deux espaces comme une continuité.

Selon les sources sur la Polynésie ancienne, plusieurs pratiques littorales et maritimes définissaient la spécificité de l'habiter polynésien : la navigation hauturière, des techniques de pêche particulière, le surf... Le littoral et la mer étaient aussi investis sur le plan symbolique. Certaines parties de la côte, hautement sacrées, recevaient les principaux *marae* (temples) ce qui conférait à ces zones un caractère *tapu* (tabou). Les circulations vers le rivage pouvaient faire l'objet d'un important contrôle.

Ces usages et représentations ont été bouleversés par la colonisation au XIXe siècle puis par la modernisation consécutive à l'installation du centre d'expérimentation du Pacifique. Les pratiques littorales ont fortement évolué. Avec le renouveau culturel des années 80, le rivage et la mer sont devenus des lieux emblématiques de l'expression d'une tradition renouvelée et investis d'enjeux politiques.

Le discours traditionnaliste revendique l'existence d'une approche autochtone plus respectueuse de l'environnement maritime que celle des Européens. Dans un contexte d'augmentation des pressions anthropiques, l'efficacité des outils standardisés issus des modèles internationaux de gestion/protection est remise en cause par une société qui souhaite mettre en œuvre des mesures plus conformes aux représentations culturelles.

D'importantes expérimentations sont actuellement réalisées autour de la notion de *rahui,* un système inspiré de la tradition et permettant de limiter les prélèvements sur les ressources. Comme tous les autres outils, l'élaboration et la mise en œuvre du rahui provoque des jeux d'acteurs et questionne le modèle de développement mais il n'aborde guère le problème essentiel de l'accès à la mer.

La diffusion d'outils de gestion inspirés de la période ancienne ne doit pas faire oublier qu'en Polynésie, l'habiter autochtone tel qu'il est réifié par le discours culturel dominant ne reflète pas nécessairement la réalité d'un autre habiter autochtone, silencieux, dans les îles et archipels périphériques. Pour autant, ces pratiques plus en continuité avec la tradition ne correspondent pas nécessairement aux attentes de développement durable et équitable d'une société polynésienne modernisée.

Mots-Clés: Polynésie française, Autochtonie, Pratiques littorales, Accès à la mer, Modèles de développement

Comment habiter un littoral insulaire touristique ? Pratiques et histoires locales autour de sentiers pédestres comme preuves de l'investissement ilien

Hélène Melin [1], Muriel Poli [2]

[1] laboratoire Clersé CNRS UMR 8019 – CNRS, Université de Lille – France
[2] Laboratoire LISA CNRS – Université de Corse (Pasquale Paoli) – France

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement d'un projet soutenu par le programme Littoral de la Fondation de France. L'objectif du projet mené était de comprendre de quelles façons les habitants d'une micro région de Corse – la Balagne littorale – investissent aujourd'hui les sentiers de petite randonnée, très présents sur le territoire et connaissant un processus continu de valorisation touristique depuis les années 1990. L'observation de ces sentiers et des pratiques les concernant reflète en effet les paradoxes de l'aménagement et du développement territorial des îles touristiques méditerranéennes (Kalaora, 2010) et du maintien d'une identité culturelle spécifique. Comment faire face au développement de pratiques de loisirs standardisées comme la randonnée, qui représentent sans conteste un apport économique, tout en conservant une certaine emprise sur les espaces ainsi parcourus par des visiteurs extérieurs mais qui ont aussi une grande valeur pour les habitants permanents ? Les sentiers ruraux en Corse sont en effet une composante traditionnelle du mode de vie insulaire. Largement fréquentés jusqu'aux années 1960 pour les déplacements quotidiens (Dalbera et Poli, 2011), les sentiers ont eu tendance à se désertifier avec l'avènement de la société de consommation de masse. Ils ont ensuite connu un regain d'intérêt, dans la lignée de la création du GR20, et sont devenus un outil de promotion touristique de « l'île de beauté ». Face à cette image d'île paradisiaque, les sentiers du quotidien, eux aussi investis par des touristes marcheurs, ont été abandonnés par les locaux. Le désintérêt habitant incarne une image des sentiers devenus étrangers en leur pays, associés désormais à une pratique exogène (Melin, 2015). En regardant de plus près pourtant, il n'y a pas eu de réel abandon. Depuis les années 2000 il se produit même une réappropriation active des chemins via les associations habitantes ou individuellement par des locaux arpentant les sentiers autour de leurs lieux de vie. Une action politique locale appuie cette démarche, et de plus en plus régulièrement, les sentiers sont le centre de manifestations sportives, d'évènements culturels, de mobilisations environnementales et de rencontres diverses. Par une démarche résolument ethnographique, les deux auteurs se proposent de montrer les tentatives locales de maitrise de l'évolution des usages du littoral insulaire balanin par la réaffirmation de pratiques excursionnistes et de déambulation indigènes, prenant leur distance d'avec l'image touristique véhiculée par les médias. L'intérêt et les connaissances des habitants pour la faune et la flore locale, les traditions orales et l'usage renouvelé des sentiers marquent une volonté de sortir de la caricature de « l'île de beauté ». Il s'agit de s'investir au quotidien dans la préservation du cadre de vie et la protection des milieux par l'entretien des sentiers pédestres, la sensibilisation à la biodiversité locale, la lutte contre les pollutions et les risques liés à une dérive foncière et à une fréquentation touristique estivale excessive (Maupertuis, 2016). Habiter une île et s'y investir à travers une pratique de loisirs apparaît ici comme un acte de protection du territoire, tant dans ses composants humains et sociaux que dans ses composants naturels et environnementaux.

Mots-Clés: aménagement, loisirs nature, sentiers, représentations sociales, traditions

L’approvisionnement d’eau douce sur les atolls : de la vulnérabilité à l’adaptation

Marion Pompey [1], Delphine Grancher [2], Lydie Goeldner-Gianella [3]

[1] Université Panthéon-Sorbonne – Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, Université Paris1-Panthéon-Sorbonne – France
[2] Laboratoire de géographie physique – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8591 – France
[3] Laboratoire de géographie physique – Université Panthéon-Sorbonne : UMR08, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8591 – France

Les atolls souffrent de la faiblesse des ressources en eau en raison de la petitesse, de l’isolement, de l’émiettement de ces îles ainsi que d’une pluviométrie irrégulière et de l’absence d’écoulement de surface. En Polynésie Française, les habitants de ces atolls s’alimentent en eau principalement par des puits creusés jusqu’à la lentille d’eau saumâtre – sujette à l’intrusion d’eau saline et aux polluants – ou en stockant l’eau de pluie dans des citernes. Selon la loi, les communes sont égale – ment chargées de distribuer une eau potable pour tous les habitants d’ici 2025. Cependant, les contraintes techniques et financières rendent cette dernière condition difficile à mettre en place. Face à la croissance démographique ainsi qu’au développement du tourisme de luxe sur ces atolls, l’approvisionnement en eau est un enjeu important.
Une étude de terrain s’est déroulée en mars-avril 2019 à Rangiroa, deuxième plus grand atoll au monde afin de s’intéresser à **l’organisation d’approvisionnement en eau douce des habitants de Rangiroa**. Pour cela, 102 habitants ont été interrogés sur leurs usages. Des entretiens, auprès d’acteurs locaux, ont également permis une meilleure appréciation du fonctionnement et des problématiques de la ressource en eau, propres à Rangiroa.

D’après les résultats de l’étude, les habitants de l’atoll sont dans une autonomie de gestion de l’eau, privilégiant les équipements individuels (puits et citernes) à ceux mis en place par la commune, peu fonctionnels et dont l’eau n’est pas certifiée potable. Ces équipements individuels font parties du mode de vie de ces populations qui ont appris à gérer leur eau depuis plusieurs siècles. Les individus adaptent ainsi leurs usages selon la provenance de l’eau (pluviale, saumâtre, bouteille minérale) dont les propriétés qualitatives et quantitatives varient. La variation spatiale de la qualité de l’eau saumâtre de la lentille nécessite également une adaptation des usages par les populations. La qualité de l’eau saumâtre peut ainsi varier selon 3 critères : **ponctuellement** (comme par exemple avec la présence d’une fosse septique) ; **zonalemen**t (comme la qualité de l’eau décrite comme meilleure côté océan que côté lagon) et **selon le type de bâti (**l’eau étant perçue comme meilleure en milieu rural qu’en zone urbaine). Toutefois, la perception des propriétés qualitatives et quantitatives de l’eau par les habitants démontre une inadéquation avec la réalité. En effet, les acteurs locaux et nationaux déplorent une quantité d’eau, pour les habitants de Rangiroa, en deçà des normes françaises et polynésiennes ainsi que d’une qualité souvent insuffisante pour les usages qu’ils en ont.
Habiter sur un atoll nécessite donc d’adapter son quotidien et son mode de vie aux contraintes de l’approvisionnement en eau douce. L’alimentation en eau, vitale pour les habitants, est ainsi un enjeu important à Rangiroa compte tenu de la vulnérabilité de cette ressource ainsi que de la croissance démographique et touristique.

Mots-Clés: Eau douce, gestion, atoll, adaptation

Transports et mobilités entre la « Guadeloupe continentale » et ses îles proches (Antilles françaises)

Colette Ranely Vergé-Depré [1]

[1] Archéologie Industrielle, Histoire, Patrimoine – Géographie, Développement, Environnement de la Caraïbe [EA 929] (AIHP-GEODE) – Faculté des Lettres et Sciences Humaines - Campus Universitaire B.P. 7207 97275 Schœlcher cedex, Martinique

La Guadeloupe est un département français d'Outre-mer situé dans l'arc des Petites Antilles. D'une superficie totale de 1 628 km^2 et peuplée de plus de 403 000 habitants, elle est composée de deux îles principales (Basse-Terre et Grande-Terre) surnommées la « Guadeloupe continentale » et, au sud, de petites îles proches (distantes de 10 à 30 km) communément appelées « dépendances » : Marie-Galante (158 km^2), l'archipel des Saintes (12,8 km^2) et la Désirade (21,4 km^2). Comme dans la plupart des îles antillaises, la mer a constitué une rupture naturelle majeure et chaque île a, pendant longtemps, assuré sa propre subsistance, développant de forts particularismes (Lasserre, 1961). Au nord, à plus de 200 km de la Guadeloupe, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, qui lui étaient autrefois rattachées administrativement, s'en sont même séparé en devenant en 2007 des collectivités d'Outre-mer.

La modernisation, à partir la fin des années 1980, de la flotte maritime entre le « continent » et les îles du sud a provoqué un report modal qui a été fatal aux services aériens, devenus moins concurrentiels pour de courtes distances. Alors que les petites îles se dépeuplent, la croissance des flux maritimes témoigne d'un réel besoin de désenclavement et de continuité territoriale, car les habitants des dépendances vivent au quotidien leur « double insularité » ou « surinsularité » (Taglioni, 2006 ; Ranély Vergé-Dépré, 2014, 2017). L'augmentation des mobilités au sein de l'archipel atteste aussi des mutations socio-économiques (déclin des activités traditionnelles comme la pêche et l'agriculture, ouverture au tourisme), ainsi que des transformations récentes dans les modes de vie et les mentalités. En quoi ces échanges sont-ils le reflet de l'évolution des rapports entre la Guadeloupe et ses îles proches ? Quelles sont les conséquences de l'amélioration des transports et de la réduction des distances-temps pour les populations, notamment celles des petites îles du sud ? L'ouverture de ces territoires facilite-t-elle un déclin territorial [Brocard (dir.), 2009] ou est-elle à l'origine d'une plus grande cohésion spatiale et socio-économique au sein de l'archipel guadeloupéen ?

L'analyse s'appuiera sur les travaux existants et sur des enquêtes auprès de différents acteurs. Elle identifiera notamment les dynamiques spatio-temporelles dans la vie de relation entre les îles de l'archipel et montrera comment ces mutations contribuent à forger, mais aussi à révéler de nouvelles formes de territorialisation.

Bibliographie

Brocard M. (dir.), 2009. *Transports et territoires. Enjeux et débats,* Paris, Ellipses, 188 p.

Lasserre G., 1961. *La Guadeloupe. Etude géographique*, Bordeaux, UFI, thèse de doctorat ès lettres, 2 tomes, 448 p. et 687 p.

Ranély Vergé-Dépré C., 2017. *Transports et territoires insulaires, approche géographique*, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, défendu le 15 septembre 2017, Université de Savoie Mont Blanc, 2 vol., 233 p. et 393 p.

Ranély Vergé-Dépré C., 2014. Éditorial du dossier « Transports et territoires insulaires », *Géo-transports*, n 3, http://www.cnfg.fr/Transport/index.php/fr/

Taglioni F., 2006. « Les petits espaces insulaires face à la variabilité de leur insularité et de leur statut politique », *Annales de géographie*, n◦ 652, pp. 664-687.

Mots-Clés: mobilités, ouverture, territoire insulaire, transports

Le bonheur est dans le fa'a'apu ! L'investissement des migrants dans l'agriculture naturelle en Polynésie Française (Raiatea et Tahaa)

Frédéric Richard [1], Fabien Cerbelaud [2], Juliette Languille

[1] Laboratoire de Géographie physique et environnementale (UMR CNRS 6042 GEOLAB) –Université de Limoges – 39E rue Camille Guérin – 87036 LIMOGES CEDEX, France
[2] Laboratoire de Géographie Physique et Environnementale – Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Limoges : UMR6042 – France

A l'occasion de cette communication, les auteurs proposent de livrer les premiers résultats issus d'une recherche engagée sur les iles de Tahaa et surtout Raiatea (Archipel des Iles sous le vent, Polynésie Française) dans le cadre du projet Envid'îles (Fondation de France), projet consacré aux migrations à destination des Iles périphériques de Polynésie et à leur impact sur l'environnement. En l'occurrence, cette relation sera abordée ici par le prisme de l'agriculture et des modalités d'installation de porteurs de projet agricole. Quelles sont leurs motivations ? En quoi leur investissement sur et dans un *fa'a'apu* (jardin ou exploitation agricole en Tahitien) s'articulent-ils avec un projet migratoire personnel, familial et social plus ample ? En quoi le *fa'a'apu* traduit-il une (quête de) relation singulière à l'environnement ? Et au-delà, en quoi les pratiques de ces néo-agriculteurs seraient-elles effectivement différentes de celles mises en œuvre sur des exploitations plus conventionnelles ?

D'un point de vue méthodologique, le corpus est constitué d'une vingtaine d'entretiens conduits pour l'essentiel auprès de porteurs de projets, métropolitains, Polynésiens migrants vers Raiatea ou Tahaa, ou de retour à l'issue d'un séjour ailleurs en Polynésie, voire en France métropolitaine, et de quelques habitants sédentaires. L'attention et les observations ont notamment été portées sur un groupe d'agriculteurs participant à une démarche collective visant à encourager le développement de l'agriculture « garantie naturelle » et donc labellisée en tant que telle. Par ailleurs, afin de mesurer la composante paysagère des mutations environnementales liées aux pratiques éventuellement propres aux néo-agriculteurs, des acquisitions de vidéo drone ont été réalisées sur un échantillon diversifié de *fa'a'apu*.

Les premières analyses confirment la plupart du temps une articulation très forte entre d'un côté, une démarche globale en faveur des bonnes pratiques environnementales, à titre individuel autant que collectif, et de l'autre l'engagement dans une initiative agricole, la plupart du temps innovante et en partie marginale au regard des pratiques culturales plus ou moins dominantes à Raiatea et Tahaa. A cet égard, la grille théorique du capital environnemental (Tommasi et al. 2017 ; Richard et al., 2018) s'applique particulièrement bien aux acteurs rencontrés. En la matière, la singularité du lieu (des îles et paysages « paradisiaques », la présence du *Mana* et des influences religieuses) et de l'environnement (la clémence du climat, la « générosité de la nature ») concourent à un investissement particulièrement fort des interviewés dans les sous-champs fondamentalement anthropologiques du capital environnemental. A tel point que dans certains cas au moins, se pose la question d'une entreprise de résilience. Enfin, de manière peut-être contre-intuitive par rapport à diverses atteintes environnementales identifiées (Leroi, 2016), les pratiques innovantes portées par les nouveaux habitants semblent particulièrement bien accueil – lies par la société locale, et même plus peut-être, en faisant office de modèle et déclenchant des vocations au-delà du seul champ de l'agriculture.

Mots-Clés: Agriculture, migrations, capital environnemental, Polynésie

Ouessant et les 40 sociologues ! Faire une Grande Enquête Sociologique de Terrain : questionner la spécificité insulaire

Nicole Roux [1], Gilda Charrier [1]

[1] Laboratoire d'Etudes et de Recherche en Sociologie – Université de Brest – France

Pour la première fois en 2018-2019, les étudiant.e.s de 2e année de licence de sociologie ont choisi de mener leur *Grande enquête sociologique de terrain* (GEST) dans la commune d'Ouessant, spécifiquement pour son caractère îlien dont ils.elles souhaitaient interroger les modes de vie.
GEST est une unité d'enseignement qui, comme chaque année, a pour objectif la formation par l'étude de terrain. Jusqu'à présent l'équipe pédagogique avait détourné le regard des étudiant.e.s des îles. Les réalités démographiques conduisaient à douter de l'équilibre raisonnable entre population à enquêter et un groupe d'une quarantaine d'enquêteur.e.s. Les conditions de transport et d'hébergement questionnaient la faisabilité de l'enquête en fonction des contraintes de financement (subvention partagée des collectivités territoriales et engagement équivalent de l'université) et des contraintes territoriales (en hiver, » basse saison »). Enfin, plus profondément, l'ancienneté et la profusion des sources universitaires autre que sociologiques, notamment géo- graphiques, conduisaient à orienter vers une façon de poser le problème. Comment construire au sein des SHS un point de vue plus spécifiquement sociologique prêtant attention à l'étude des êtres humains dans leur milieu social, dans leurs conditions d'existence économiques, politiques… Même si le territoire est constitutif de certaines pratiques, activités et qu'il n'est pas vraiment comme les autres, n'y-a-t-il pas une vie sociale ordinaire ?

Le dialogue avec les étudiant.e.s sera particulièrement fructueux autour du travail bibliographique pour positionner les disciplines de SHS les unes par rapport aux autres sur un terrain commun. La collecte et l'analyse des données sociales, sociodémographiques avec des effectifs si faibles questionnent : un événement unique peut changer complètement le paysage social. Enquêter la vie sociale sur une île met-elle à l'épreuve les apprentissages méthodologiques ?

La participation au colloque interdisciplinaire et international « Les îles à venir » sera, donc l'occasion de révéler comment les étudiant.e.s ont été amenés à prendre au sérieux les conditions rencontrées, et comment elles et ils se sont appuyés sur les données existantes et celles qu'ils vont produire pour appréhender et comprendre la situation contemporaine d'une commune îlienne. Les expériences de vie dans une île ont été approchées sous l'angle des pratiques sociales, en questionnant le fait d'être natif ou nouveau venu, les relations intergénérationnelles, le passage du collège au lycée, les liens entre enseignant.e.s, parents et élèves, les métiers, le sport, la religion, les transports, le tourisme, les énergies renouvelables, la gestion des déchets, les représentations sociales, culturelles et artistiques d'Ouessant. 40 étudiants qui regardent, interrogent la vie sociale, c'est ce dont nous aimerions rendre compte avec eux.elles lors de cette communication.

Mots-Clés: méthode, terrain, apprentissage, enquêter, vie sociale

L'associationnisme mahorais à La Réunion. Entre repliement communautaire et désir du « vivre ensemble »

Paola Schierano [1]

[1] Università degli Studi di Milano-Bicocca [Milano] – Italie

Depuis 2011, l'île de Mayotte traverse une phase de réaménagement social, culturel et structurel qui est en train de modifier profondément le visage de la société mahoraise *in loco* et en mobilité. Le nouveau statut départemental a permis à la communauté mahoraise de revendiquer sa « francité » et de négocier son rôle à niveau national et communautaire, ainsi que dans le plus large contexte régional de l'Indianocéanie. Toutefois, la départementalisation demeure en lente progression : les inégalités économiques et structurelles entre Mayotte et La Réunion restent bien évidentes et représentent les facteurs principaux de la mobilité des Mahorais à La Réunion.
La stigmatisation de la communauté mahoraise en mobilité reste un sujet d'actualité sur l'île de La Réunion, où le modèle « du vivre ensemble » est de plus en plus remis en question. Aujourd'hui, les Mahorais à La Réunion s'y installent durablement et essayent de se fondre au tissu social de l'ile, tout en gardant leur spécificité culturelle. Leur appartenance à part entière à la République ne leur dispense pas des commentaires discriminatoires et racistes.

Dans ce contexte délicat, la création d'un réseau associatif représente un atout formidable de soutien pour une communauté à risque de marginalisation. Cette communication vise à présenter le cadre associatif mahorais à La Réunion en se focalisant sur la création et l'évolution des deux principaux acteurs institutionnels et associatifs : la Délégation de Mayotte à La Réunion et la Fédération des Associations Mahoraises Actives de La Réunion (FAMAR).

La mobilité des Mahorais à La Réunion représente un phénomène qui permet d'observer l'évolution de multiples processus ethnogénétiques, c'est-à-dire les modalités de redéfinition des Mahorais eux-mêmes en tant que français et européens « à part entière ». Cette articulation, expression du concept des appartenances multiples, fluides ou situationnelles, est bien incarnée par la communauté mahoraise qui a démontré, tout au long de son histoire, un dynamisme remarquable entre assimilation des aspects nouveaux et revendication d'un *modus vivendi* spécifique, même en mobilité.

L'intérêt envers les dynamiques de (re)construction socio-culturels dans un cadre d'intégration communautaire font converger les présentes réflexions dans la courant théorique de l'Europe « cosmopolite » ou « autocritique » (Beck, Grande 2006), qui encourage une « critique institutionnalisé » de l'Union européenne, Outre-mer inclus.

Bibliographie

Beck Ulrich, Grande Edgar (2006), *L'Europa cosmopolita. Società e politica nella seconda modernità*, Carocci, Roma.

Breton Didier *et al.* (2014), « Quitter Mayotte pour aller où ? », *Informations sociales,* Vol. 6, n◦ 186, p. 59-66.

Mezzapesa, Mélanie (2018), *Mahorais à La Réunion : entre dynamiques de migration, stratégies*

d'adaptation et recompositions identitaires dans le quartier de La Chaumière, thèse pour l'obtention du Diplôme de Docteur en Sociologie et Démographie, sous la direction de Cohen Patrice, Université de Rouen, Laboratoire DySoLab.

Roinsard, Nicolas (2014), « Des inégalités aux mobilités Outre-mer : une sociologie des migrations dans la France de l'océan Indien (Mayotte, La Réunion) », in Vitale Philippe, *Mobilités Ultramarines*, Éditions des archives contemporaines, Paris.

Mots-Clés: mobilité, inclusion, associationnisme, outre-mer

Vies insulaires et contraintes environnementales durant la Préhistoire : exemple de l'archipel de Molène

Pierre Stephan [1], Yvan Pailler [2], Aurélie Penaud [3], Clément Lambert [4], Muriel Vidal [5], Jean-François Cudennec [6], Yves-Marie Paulet [6]

[1] Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG - Géomer) – Université de Rennes II - Haute Bretagne, Université de Nantes, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6554, Université d'Angers, Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale (UBO), Place Nicolas Copernic 29280 Plouzané, France

[2] INRAP – France

[3] Laboratoire Géosciences Océan – Université de Brest, Centre National de la Recherche Scientifique – France

[4] Laboratoire Géosciences Océan LGO – CNRS : UMR6538, Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale [UBO] – Technopôle Brest-Iroise, Place Copernic, 29280 Plouzané, France

[5] Laboratoire Géosciences Océan LGO – CNRS : UMR6538, Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France

[6] Laboratoire des Sciences de l'Environnement Marin (LEMAR) – Institut de Recherche pour le Développement : UMR195, Institut français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer, Université de Brest : UMR6539, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR6539 – France

Situé à l'ouest de la péninsule armoricaine, l'archipel de Molène compte une densité et une diversité exceptionnelle de vestiges archéologiques, datant du Néolithique à nos jours. Ces vestiges ouvrent une multitude de fenêtres chronologiques sur les modes de vie insulaires. Au fil des nombreuses campagnes de fouilles, de sondages et de prospections archéologiques menées ces dernières années, se sont progressivement dessinés les contours du quotidien des îliens d'autrefois, de leur pratiques funéraires, de leur mode de subsistance. Une vision diachronique permet ainsi d'apprécier les changements qui se sont opérés dans la façon d'habiter et de fréquenter ces micro- territoires insulaires au cours des derniers millénaires. Parallèlement, les travaux réalisés par les géographes et les géologues ont mis en évidence d'importantes transformations du paysage de cet archipel, sous l'effet de la hausse progressive du niveau marin et des variations climatiques. Certaines approches géoarchéologiques ont permis la détection de vestiges inédits situés sous le niveau de la mer. Les biologistes ont, quant à eux, développés de nouvelles méthodes d'analyse sur les amas coquilliers, affinant davantage notre compréhension des populations préhistoriques.

Ces dernières avancées autorisent désormais à questionner le poids des contraintes environnementales dans la trajectoire de ces sociétés.

Mots-Clés: Archipel de Molène, archéologie, géographie, modes de vie, environnement

Le cadastre d'Ouessant comme objet patrimonial

Laurent Gontier [1]

[1] Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique UMR 6554 – Université de Brest : UMR6554 – France

Avec 45 000 parcelles couvrant 15 km2, le parcellaire d'Ouessant a souvent été étudié, notamment en tant qu'objet culturel (F. Gestin, 1982. L. Brigand, I. Le Berre, 1994) ou milieu naturel en constante évolution (F. Gourmelon, F. Chlous-Ducharme, 2008). Menée dans un cadre associatif, l'action dont il est ici question considère le cadastre comme objet patrimonial. Sa première version de 1842 est tout d'abord une admirable archive graphique. Comparée à sa version actuelle, elle dévoile les évolutions de l'île et ses permanences. La forme des parcelles raconte l'utilisation des sols et projette à l'époque où l'île était cultivée. Patrimoniale aussi est la mémoire de cet usage du territoire qui survit dans le souvenir des anciens, chaque année moins nombreux. Et avec eux, faute de transmission intergénérationnelle, disparaissent les savoirs liés à la terre et au souvenir de la propriété, indispensables aujourd'hui alors que les tentatives communales de relance agricole se heurtent à la difficulté d'acquérir la multitude de terrains à cultiver : on ne sait plus à qui ils appartiennent. Les échanges informels et les successions non réglées ont transformé le cadastre en labyrinthe inextricable qui freine le développement de l'île mais draine un corpus unique d'anecdotes et de croyances. Chaque Ouessantin a les siennes, riches d'enseignements. Compilé, la somme des éléments de ce patrimoine immatériel pourra aider les habitants à consolider une intimité collective avec leur territoire, socle indispensable pour envisager et bâtir un avenir commun.

Depuis 2014, notre action poursuit deux directions parallèles : la collecte et la transmission de ce patrimoine. La collecte s'effectue auprès des habitants dont près de 50 ont été enregistrés. Jeunes ou anciens, Ouessantins ou nouveaux arrivants, ils racontent leur rapport à l'île et à son cadastre. La transmission a fait l'objet en 2014-2015 d'un projet pédagogique avec les collégiens de l'île. Ce sont eux, après tout, qui hériteront de la complexe situation cadastrale et il est apparu important de les familiariser tôt à ce qui les attend. Toutes les disciplines enseignées ont été mobilisées pour explorer le territoire à travers le cadastre. Le projet s'est appuyé sur l'étude d'un village rasé en par le Génie militaire en 1860 pour l'édification du réduit Saint Michel. Cadastre mais aussi recherches auprès de archives civiles et militaires ont permis de redonner vie à ce hameau et à ses habitants.

L'expérience sera elle-même transmise sous forme d'un livre qui, dans une démarche de valorisation des talents locaux, sera édité par une toute jeune maison d'édition ouessantine et fabriqué par un imprimeur finistérien. Il sera complété d'un site internet où une cartographie interactive réalisée grâce à un SIG permettra une exploration plus complète du parcellaire. Le livre contiendra également une méthode pour adapter l'expérience à tout territoire disposant d'un cadastre, c'est-à-dire partout.

Mots-Clés: Ouessant, cadastre, parcellaire, patrimoine, objet patrimonial, parcelle

Analyse des Territoires Localisés en Atlantique Nord-Ouest et de leurs Trajectoires : les îles de Saint-Pierre et Miquelon

Pascal Le Floc'h [1], Frédérique Alban [1]

[1] Aménagement des Usages des Ressources et des Espaces marins et littoraux – Centre de droit et d'Economie de la mer – Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Brest, Institut français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut de Recherche pour le Développement, Université de Brest – France

Des travaux récents décrivent la trajectoire de croissance de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon depuis la fin de l'exploitation industrielle de la morue en 1992 (Le Floc'h et Wilson, 2017; Le Floc'h et Wilson, 2018). L'analyse du territoire de Saint-Pierre et Miquelon, territoire français en Atlantique Nord-Ouest, pose la question des trajectoires de croissance, de leurs points de rupture et des changements. On entend par trajectoire l'identification des sources de la croissance socio-économique à l'échelle territoriale et des directions suivies ou subies par les acteurs du territoire. Les travaux publiés indiquent que des trajectoires de croissance économique endogènes sont possibles en recherchant des effets croisés entre le secteur de la pêche et celui du tourisme (Le Floc'h, Wilson, Nassiri, 2017). C'est la problématique du projet ATLANTILES, avec l'implication de deux institutions de l'archipel, l'Organisation Professionnelle des Artisans Pêcheurs de Saint-Pierre et Miquelon (OPAP SPM) et la Chambre de Commerce (CACIMA).

Mots-Clés: pêche, tourisme, valorisation

« Ho'omau ! »: les Autochtones retrouvent une voix à Hawai'i

Jean-Marc Serme [1]

[1] Héritages et Constructions dans le Texte et l'Image – Université de Brest : EA4249 – France

Hawai'i fut intégrée à l'Union étatsunienne en 1959. Malgré la colonisation, le 50e état abrite encore une forte proportion d'Hawaiiens polynésiens. Comme l'écrasante majorité des groupes autochtones aux EU, les hawaiiens autochtones ont subi jusqu'à récemment d'intenses discriminations. Pourtant, c'est bien un renouveau de la place des autochtones dans l'archipel depuis les années 1980 auquel on assiste, tant par la démographie que par leurs efforts dans la résurgence de leur culture. La problématique de cette communication sera donc centrée sur la nouvelle place des communautés autochtones dans la société hawaiienne multiculturelle, forte de leur histoire, de leurs luttes et des intérêts qu'elles ont à défendre pour l'avenir de leur culture. De la redéfinition des représentations de leur culture déformées par les besoins touristiques à la défense et la préservation des sites sacrés, les communautés autochtones font un retour vers leur langue maternelle et tente grâce à cette réappropriation de définir une identité compatible avec les enjeux politiques et climatiques du XXI^{e} siècle.

En guise d'introduction, nous nous référerons au thème de l'île » paradisiaque « vendue aux touristes du monde entier. Longtemps, on a cherché dans les destinations lointaines une » authenticité « définie selon des critères liés au désir de nature, de retour à un passé mythifié, tribal, festif, imaginaire. Depuis quelques décennies, les revendications politiques des Hawaiiens natifs ont combattu cette utilisation de leur histoire, de leurs pratiques culturelles et de leur environnement. En retrouvant un droit à la parole publique, les autochtones ont cherché à redéfinir les représentations de leur île en mêlant à la modernité certaines valeurs traditionnelles.

Dans une seconde partie, nous explorerons certains enjeux environnementaux et culturels de l'île. Nous prendrons comme exemple les Iles hawaïennes du Nord-ouest (Kūpuna, qui veut dire "les Anciens respectés"), entre retour à une certaine sanctuarisation de ce haut-lieu spirituel et les efforts de sa préservation classé en 2010 comme Site du Patrimonial Mondial par l'UNESCO. Cet endroit est à la fois le lieu névralgique de la place autochtone dans l'histoire de l'archipel mais aussi celui des efforts contemporains de préservation de l'île comme de l'océan qui l'entoure. Nous clorons sur la question linguistique qui reflète le désir de redéfinir une identité îlienne trop longtemps étouffée par la colonisation euro-américaine. La langue hawaiienne a été interdite comme langue d'instruction jusqu'en 1986. Depuis, un système d'écoles immersives et d'autres programmes linguistiques ont été mis en place qui accueillent aujourd'hui la troisième génération de locuteurs. Cependant, l'enseignement du hawaiien rencontre de grandes difficultés, du peu de locuteurs à la domination de l'anglais. Ainsi l'enseignement de la langue hawaiienne témoigne à la fois de l'essor d'une présence autochtone nouvelle dans l'île, forte de son ascension politique et des modes plus traditionnels de gestion de l'environnement, mais en butte aux ambitions hégémoniques de la culture euro-américaine dont le mode de consommation a conduit jusqu'ici bien des peuples et des écosystèmes au bord de l'extinction.

Mots-Clés: autochtones hawaiiens, auto, détermination, langue, préservation

Protéger : natures et environnements insulaires

Quand le patrimoine croise le chemin des pratiques sportives. La restructuration du réseau de sentiers des bas de l'ouest de l'île de La Réunion

Véronique André-Lamat [1], Xavier Amelot [1], Beatrice Moppert [2]

[1] Passages – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5319, université Bordeaux Montaigne, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Ministère de la Culture et de la Communication, Université de Bordeaux – France

[2] Université de la Réunion – Université de la Réunion – France

Les savanes de la côte ouest de l'île de La Réunion, entre le rivage et la ligne des 400 m, constituent des espaces originaux et méconnus d'un littoral soumis à de multiples pressions. Ces espaces où se développait surtout l'activité pastorale sont devenus discontinus sous l'effet conjugué, du processus de périurbanisation, de la fragmentation des paysages par les infrastructures routières et par l'extension des cultures irriguées liée au » basculement des eaux ».
La Réunion, connaît depuis plus de 10 ans un processus de « mise en patrimoine » d'une nature insulaire vulnérable marquée par un taux élevé d'endémisme. Mais, les espaces de savane sont restés invisibles d'un point de vue écologique ou paysager, souvent réduits à une simple coupure d'urbanisation sans qualité, à une « réserve d'espace » sur le versant entre 2 territoires, 2 espaces de nature, considérés eux comme remarquables. Redessinées en creux par les processus de mise en protection et d'aménagements urbains et/ou agricoles qui les cernent, ces savanes ont aussi été en partie recrées par eux, avec notamment la construction de la route des Tamarins en 2009 et la mise en visibilité de la zone du Cap La Houssaye.

Nous montrerons que ces espaces de savane constituent aujourd'hui un territoire fréquenté, maillé par un réseau de traces – sentiers et chemins, hérités ou en lien avec le développement de nouvelles activités–un espace récréatif et sportif du quotidien et/ou de proximité pour des urbains. Considérés comme « ouverts » et de nature par les habitants, ils sont ainsi des espaces ressources (ressource pastorale mais aussi de matériaux, en témoigne les projets de carrière pour construire la nouvelle route du littoral) et de ressourcement appropriés par des pratiques multiples. Leur biodiversité méconnue, apparaît comme co-construite, entretenue par les activités pastorales et les paysages qui en résultent sont en train d'acquérir une valeur patrimoniale, issue d'initiatives croisées (restauration de sentiers, valorisation des savoir-faire, reconnaissance de races animales locales…). Les espaces de savane ne constituent ainsi ni un non-espace – sans valeur et sans saveur –, ni une simple friche à (re)conquérir et/ou aménager, mais un tiers-espace (E. Soja, 1996) ; ouvert, fabriqué par des représentations voire des imaginaires, par l'émergence de nouvelles pratiques et formes d'appropriations qui coexistent avec de plus anciennes. Les savanes des bas de l'Ouest, tiers-espaces fondés sur les échanges, la circulation, ouverts aux flux peuvent ainsi être considérées comme des espaces alternatifs porteurs de marques, de traces d'appropriations et réappropriations successives.
Cette proposition s'appuie sur un projet Fondation de France, visant à retracer la fabrication de la multifonctionnalité des espaces de savane, à les qualifier et à mesurer dans quelle mesure il s'y produit quelque chose de singulier, qui résiste et/ou interroge les processus normatifs de gestion des espaces.

Mots-Clés: savane, traces, patrimoine, pratiques sportives, Réunion

Les documents d'urbanisme communaux et intercommunaux : frein ou levier de développement pour l'agriculture insulaire ?

Hélène Bailleul [1], Naila Bedrani [2]

[1] Espaces et Sociétés (ESO) – Université de Nantes, Université du Maine, Université d'Angers, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6590, Agrocampus Ouest, Université de Rennes II – Haute Bretagne – Maison de la Recherche en Sciences Sociales. Place du Recteur Henri Le Moal. 35043 Rennes Cedex, France

[2] Espaces et Sociétés – Université de Nantes, Université du Maine, Université d'Angers, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6590, Agrocampus Ouest, Université de Rennes II – Haute Bretagne : EAESO-Rennes – France

La loi SRU de 2000 a consacré pour certains spécialistes la naissance d'un « urbanisme rural » (Boutet, 2004) permettant aux élus communaux de se saisir de « moyens réglementaires, des ressources financières, des documents de planification » pour que les villages puissent enfin, eux aussi, organiser leur urbanisation. Cette première injonction de maîtrise de l'occupation des sols par les acteurs politiques locaux a été largement réitérée depuis 20 ans (Loi Grenelle, loi ALUR, loi TECV), que les communes se doivent de mettre en place (Serrano, 2005). La réorganisation territoriale, favorisant le pouvoir exécutif local (Acte II de la décentralisation, loi NOTRE) a également concouru à à cette problématique de cohérence entre protection et développement agricole. Au regard des enjeux de développement durable, le positionnement des collectivités évolue en apportant une considération et un rôle aux zones « vides » des documents d'urbanisation, les zones naturelles et agricoles, qu'il faut aujourd'hui protéger.

Par ailleurs, plusieurs travaux montrent que les acteurs agricoles sont aujourd'hui largement impactés par ces documents d'urbanisme pouvant dans certains cas entraver leur projet économique (Vianey et al., 2006 ; Poulot, 2011). Auparavant, la vocation des espaces agricoles et naturels insulaires était avant tout centrée sur un rôle productif et de ressources pour la population locale. Aujourd'hui, leur dimension agricole se trouve confrontée à des usages récréatifs et urbains accélérant la diminution des surfaces exploitables et les possibilités d'exploitation. Ce contexte conduit bien souvent à occulter la dimension économique de l'agriculture et la nécessité d'infrastructures indispensables (serres, bâtiments, clôtures, forage, cheminements adaptés au passage de tracteurs...), au profit d'une mise en visibilité de ses atteintes environnementales ou au contraire de son rôle dans le maintien des paysages. A ce titre, les PLU et PLUi constituent un terrain permettant d'interroger le rôle des documents d'urbanisme dans le maintien et le développement des activités agricoles insulaires.

Cette communication s'inscrit dans le cadre du projet de recherche SOFIANE qui vise notamment à identifier la situation de l'agriculture au regard des enjeux mis en avant dans les projets de territoire des îles de la façade atlantique. Pour mener à bien ces investigations un atlas statistique et cartographique présentant l'activité agricole dans son contexte géographique, social et économique a été réalisé par un groupe d'étudiants de master géographie-aménagement de l'université Rennes 2 (2019).

Les surfaces exploitées déclarées par les agriculteurs dans le cadre de la Politique Agricole Commune et les zonages des PLU ont ainsi pu être comparées. En y intégrant la donnée d'occupation du sol, nous présenterons quelques exemples de situations conflictuelles. Nous présenterons également les difficultés méthodologiques et les différents questionnements qui en ont découlé.

Mots-Clés: agriculture insulaire, urbanisme, développement rural, comparaison inter-îles

Protection de l'environnement et développement du tourisme: regards croisés sur les politiques publiques entre Boa Vista et Fernando de Noronha

Marie Bonnin[1,2], Osvaldina Silva Da Souza , Solange Teles Da Silva[3], Sophie Bertrand

[1] LEMAR – LEMAR – UMR 6539 (CNRS/UBO/IRD/Ifremer), Laboratoire des sciences de l'Environnement MARin (LEMAR), Institut Universitaire Européen de la Mer, rue Dumont d'Urville, 29280 Plouzané, France, France
[2] Laboratoire des Sciences de l'Environnement Marin (LEMAR) – CNRS : UMR6539, Université de Bretagne Occidentale (UBO), Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Institut de Recherche pour le Développement, Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) – Technopôle Brest-Iroise, Place Nicolas Copernic, 29280 Plouzané, France
[3] Université MacKenzie – Sao-Paulo, Brésil

Fernando de Noronha (Brésil) et Boa Vista (Cap-Vert) sont deux îles de l'Atlantique tropical, l'une dans un Etat continental et l'autre dans un Etat insulaire, réputées pour leur nature et leurs écosystèmes particulièrement sauvages. Les politiques publiques de développement touristique ont un impact considérable sur ces écosystèmes et sur la vie sociale des îliens, entrainant des conflits sur l'usage des espaces et ressources naturelles.
Cette communication en utilisant les indicateurs définis dans le cadre des Objectifs du Développement Durable (ODS) des Nations-Unies permettra de mettre en évidence les différences et similarités des choix politiques faits pour la protection de l'environnement et le développement touristique des deux îles. Elle permettra également d'envisager l'avenir durable de ces îles, sous l'angle des droits des populations locales.

Considérant la centralité des ODD 8 sur la croissance économique, 12 sur la consommation et production responsables et 14 sur la vie aquatique pour les îles, on portera un regard croisé entre les politiques de conservation de l'environnement côtier et marin (ODD 14) vis-à-vis du besoin du développement d'un tourisme durable (ODD 8.9), s'interrogeant sur les outils adaptés pour contrôler l'impact sur l'environnement (ODD 12 b).

Considérant les premières études sur la mise en œuvre des ODD [1], cette communication abordera les différentes thématiques du développement touristique et de la protection de l'environnement en suivant les sous-objectifs des ODD.

Ces analyses permettront une première évaluation de l'impact du développement des politiques publiques touristiques sur le futur de ces deux îles.

[1] Duncan French, Louis J. Kotzé (2018), Sustainable development goals. Law, Theory and implementation, Edward Elgar Publishing, 336 p.

Mots-Clés: îles, brésil, cap, vert, droit de l'environnement, tourisme

Milieux insulaires en Algérie : Etat des lieux, défis actuels et futurs

Amina Boumaour [1], Nawel Khelil [1]

[1] Ecole Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et d'Aménagement du Littoral – Algérie

L'Algérie avec ses 1622km de côtes et près de 200 îles et îlots dispose d'une importante bio- diversité terrestre et marine remarquable. La pêche est traditionnellement exercée autour de certaines îles. Récemment, de nouvelles activités touristiques sont constatées. Plus particulière- ment, des balades et des journées détente sur les îles.
Bien que les îles en Algérie soient petites de tailles et non habitées, les travaux de recherche effectués durant ces dernières années ont démontré leur intérêt spécifique et encouragé leur protection. La première aire marine protégée (AMP) en Algérie créée en 2003 est la réserve naturelle marine des Iles Habibas. En 2018, l'île Plane a été protégée et plusieurs autres îles sont en cours de classement. Les études scientifiques menées ont essentiellement porté sur l'aspect biologique et écologique. La prise en considération des aspects socio-économiques et de gestion reste encore insuffisante alors que ces derniers sont susceptibles de constituer les facteurs de réussite d'un projet d'aire protégée. .

Ainsi, la présente contribution s'articule autour de deux principaux objectifs : i) établir une caractérisation de la gouvernance de ces milieux insulaires en s'intéressant aux aspects socio-économiques et de gestion ; ii) faire un focus sur les îles Habibas en tant que première AMP mais aussi aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne (ASPIM) depuis 2005. Ces îles sont actuellement cogérées par le Commissariat National du Littoral et l'association écologique marine Barbarous. L'état de conservation du site sera présenté, les activités actuelles et tendances futures analysées et le modèle de gouvernance diagnostiqué.

Le constat est que l'intérêt porté par les différentes parties prenantes pour les îles Habibas, n'ont pu empêcher leur dégradation. Ces îles qui ne sont pourtant pas accessible au grand public sont menacées par diverses activités anthropiques auxquelles s'ajoutent les conflits d'usages et d'intérêts entre les acteurs du milieu. Les îles Habibas sont aujourd'hui confrontées à un double défi : celui de la protection de leur riche faune et flore endémique d'importance méditerranéenne, d'une part et du développement socio-économique local avec le potentiel touristique existant, d'autre part.

Afin d'appréhender cette situation complexe, une analyse est effectuée afin de dégager les opportunités et défis, d'identifier les requis pour une gestion intégrée et recommander les pratiques idoines permettant la préservation et le développement durables de ces îles.

Les résultats préliminaires montrent l'intérêt que suscitent ces milieux et la tendance de gestion de ces espaces insulaires qui s'oriente actuellement vers la conservation. La gouvernance de ces îles protégées reste cependant à améliorer en prenant en considération leurs spécificités afin d'atteindre les objectifs de protection fixés.
A l'heure où l'Algérie porte un intérêt pour la croissance bleue et l'émergence des activités nouvelles autour des îles, il est nécessaire de s'inscrire dans une politique de valorisation durable de ces territoires à fort potentiel socio-économique.

Mots-Clés: îles protégées, gestion intégrée, usages, parties prenantes.

Les îles du Nord: lanceuses d'alerte ?

Hélène Chevrier [1]

[1] Hélène Chevrier, ethnologue – Canada

Les îles du Nord : lanceuses d'alerte?

« Les sociétés insulaires sont connues pour leur aptitude à surmonter de bien lourdes épreuves. Leur longue histoire est émaillée d'approches innovantes, de mobilisations sociales et d'une force d'adaptation ancrée dans la tradition et dans la continuité » [1]. C'est ainsi que l'UNESCO, à la veille de la 3è Conférence internationale sur les petits états insulaires en développement (PEID) qui s'est tenue à Apia, Samoa, en 2014, présentait ses six chantiers d'action mis en œuvre, notamment ceux-ci : Renforcer la résilience des îles et Gérer les ressources naturelles pour un avenir durable. Depuis les années 1990, les efforts de l'UNESCO ont particulièrement rejoint la quarantaine de PEID situés en Afrique, Caraïbes et Asie-Pacifique.

Ayant suivi à distance les diverses Conférences internationales et à titre d'organisatrice communautaire dans mon propre milieu insulaire, les Îles-de-la-Madeleine au Québec, force est de constater que les réalités des petites îles de nos États dits « évolués » requièrent un regard d'introspection et demandent un changement de voie, comme le suggère le sociologue Edgar Morin [2]. Si les PEID du Pacifique ont alerté précocement la communauté internationale sur la menace que représentait l'avancée des changements climatiques, nos îles du Nord semblent faire face à un danger supplémentaire venant cette fois-ci de l'intérieur. Devant l'accaparement des espaces insulaires par le « vivre moderne », devant la dépendance alimentaire et devant la perte généralisée de biodiversité, nos îles atlantiques doivent-elles crier gare?

La communication cherchera à illustrer comment la dépendance à l'automobile altère les écosystèmes, menace la biodiversité et réduit le territoire au même titre que l'érosion causée par les changements climatiques. Elle relèvera divers aspects du système automobile qui laissent à penser que nos sociétés insulaires « développées » risquent la désolidarisation et participent plus rapidement qu'ailleurs à la remise en question du développement. Suivant notre étude de cas, les îles à venir pourront-elles miser sur le transport en commun? Le recours à des systèmes efficaces, des infrastructures durables, des technologies d'énergie renouvelable sont possibles... et souhaitables. Une nouvelle résilience est-elle en vue? « L'abandon du progrès garanti par les » lois de l'Histoire « n'est pas le renoncement au progrès, mais la reconnaissance de son caractère incertain et fragile. Le renoncement au meilleur des mondes n'est nullement le renoncement à un monde meilleur ». Parlons-en.

Bibliographie

ONU/UNESCO. 2014. *Les Îles de demain. Renforcer la résilience dans un monde en mutation*. 49 p.

Morin Edgar. 2011. *La voie. Pour l'avenir de l'humanité*. Paris, Fayard. 311 p.

Mots-Clés: îles développées, automobile, érosion, résilience, environnement

Typologie des landes littorales de l'île d'Ouessant

Corentin Chevrollier [1], François Quénot [2], Frédéric Bioret [3], Agathe Larzillière [4]

[1] Institut de géoarchitecture – Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France
[2] Centre d'étude du Milieu d'Ouessant – France
[3] Institut de Géoarchitecture – Université de Bretagne Occidentale [UBO] : EA7462 – France
[4] Parc naturel régional d'Armorique – France

Située à l'extrémité occidentale de la France métropolitaine et de la péninsule armoricaine, au sein du périmètre du Parc naturel régional d'Armorique (PNRA), l'Île d'Ouessant abrite des surfaces conséquentes (160 ha) d'habitats de landes atlantiques littorales rattachées à l'habitat d'intérêt communautaire « 4030 Landes sèches européennes », représentant environ 10 % de la superficie totale de l'île et incluses pour la plupart au sein d'un site classé terrestre et d'un site Natura 2000 dont le PNRA est l'opérateur.

Afin de répondre aux exigences de conservation et de restauration des habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000, le PNRA organise, en collaboration avec l'Université de Bretagne occidentale et le Centre d'Étude du Milieu d'Ouessant, un diagnostic global des landes littorales, dont l'objectif est d'affiner la typologie et la cartographie des habitats de landes, à partir de critères floristico-écologiques, dynamiques, et des usages anciens et actuels.

Cette typologie permettra d'évaluer l'efficacité de la gestion actuelle, de préciser les modalités de gestion interventionniste ou non-interventionniste, et d'optimiser la gestion par la fauche mécanique. Des sites pilotes seront définis pour mettre en place des suivis à long terme, à la fois sur des zones gérées historiquement, sur de nouvelles zones de lande en voie d'enfrichement et sur des secteurs autrefois pâturés sur lesquels la lande progresse depuis plusieurs décennies.

Mots-Clés: landes, enfrichement, usages, gestion, réserve de biosphère, Natura 2000, typologie

Les îles : des territoires stratégiques pour l'action environnementale ? Des représentations naturalistes construites et parfois réappropriées par les habitants locaux

Orianne Crouteix [1]

[1] Université de Limoges – geolab – France

Les îles, et spécialement les îles tropicales, ont une place singulière dans l'histoire de la protection de l'environnement. De plus, depuis les années 1980, la Méditerranée est reconnue comme un point chaud de biodiversité ; et une attention toute particulière est portée à cette région du globe par les acteurs de la conservation (Gauthier-Clerc, Mesléard, et Blondel 2014). La délégation Europe et International du Conservatoire du Littoral a pour objectif de diffuser l'action de ce dernier à l'étranger. Construite avec un tropisme méditerranéen, elle s'est appuyée sur les petites îles pour développer et transférer son modèle de protection. C'est ainsi que l'Initiative PIM (pour Petites Îles de Méditerranée) a été constituée dans les années 2000. Les petites îles de Méditerranée sont alors « utilisées » par cet acteur de la coopération internationale et deviennent le support privilégié de diffusion d'un discours naturaliste. On insiste alors sur les caractéristiques biogéographiques et les éléments de biodiversité présents sur ces îles, qui deviennent des espaces refuges, fragiles et isolés (Soulimant 2011). Ces représentations de l'île sont alors largement diffusées et partagées bien qu'elles puissent être en contradiction avec l'histoire de ces territoires tels que l'exploitation minière et agricole des îlots italiens ou le passé industriel des îles varoises (Daumalin 2006).

Afin de diffuser son message de protection de l'environnement, l'Initiative PIM s'est rapidement formalisée comme un réseau d'îles ou plus précisément un réseau d'acteurs agissant pour la protection des territoires insulaires le long des côtes méditerranéennes. Ce réseau rassemble des scientifiques, des gestionnaires, des membres d'associations ou d'institutions partenaires. En effet, nombre de ces territoires sont aujourd'hui protégés, les gestionnaires qu'ils s'agissent d'une structure nationale, d'une association ou d'une collectivité territoriale, tiennent alors une place particulière au sein de ce réseau. Ces acteurs s'approprient alors ces représentations insulaires et les diffusent à leur tour. Dans ce contexte, il est naturel de s'interroger sur le positionnement des habitants ou des acteurs se revendiquant de l'île face à ces représentations et vis-à-vis des acteurs qui intègrent ce réseau international. Ces populations insulaires peuvent regrouper de nombreuses réalités ; et alors que certaines se réapproprient le discours naturaliste et le mettent en avant, d'autres peuvent s'y opposer. Dans ces deux cas, leur sentiment d'appartenance à l'île ou plus rarement à l'archipel peut être un levier d'accentuation de leurs arguments soit en opposition à des acteurs continentaux ou nationaux soit pour insister sur la vulnérabilité de leur environnement.

Daumalin, Xavier. 2006. « Industrie et environnement en Provence sous l'Empire et la Restauration ». *Rives méditerranéennes*, no 23 : pp 27-46.

Gauthier-Clerc, Michel, François Mesléard, et Jacques Blondel. 2014. *Sciences de la conservation.* p 376 Antwerpen: De Boeck.

Soulimant, Nina. 2011. « Faire face au changement et réinventer des îles ». Géographie, Université de la Rochelle.

Mots-Clés: Petite îles de Méditerranée, Conservation, Acteurs, Populations locales

Quand les espèces marines révèlent les enjeux identitaires et sociaux pour penser et panser la gestion de l'environnement insulaire : le projet ESPAM à la Réunion et en Nouvelle-Calédonie

Solène Delebecque [1], Catherine Sabinot [1,2], Gilbert David [3], Esperance Cillaurren [4], Estienne Rodary [5], Camille Fossier [1], Chumil Morales [1], Gwennaelle Pennober [6,7]

[1] UMR 228 Espace-Dev, Espace pour le développement – Nouvelle-Calédonie
[2] Eco-anthropologie et ethnobiologie (UMR CNRS 7206), Département « Hommes, Natures, Sociétés », Muséum national d'Histoire naturelle – Paris, France. – CNRS : UMR7206 – France
[3] IRD UMR Espace-Dev (UMR Espace pour le Développement) – Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMR228 – France
[4] UMR Espace pour le Développement (UMR Espace-Dev) – IRD Institut de Recherche pour le Développement, Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMR228, Institut de recherche pour le développement (IRD) : UMR228 – Maison de la télédétection 500 rue Jean François Breton, 34093 Montpellier cedex 3, France
[5] Gouvernance, Risque, Environnement, Développement – Nouvelle-Calédonie
[6] Université de La Réunion – La Réunion
[7] IRD UMR Espace-Dev – La Réunion

Lors de la mise en place de nouvelles politiques environnementales ou lors de processus d'ajustements de dispositifs de protection préexistants, afin qu'ils soient cohérents et durables, il apparaît nécessaire qu'ils répondent à la fois aux enjeux écologiques et aux enjeux sociaux, culturels et identitaires. En effet, une politique de gestion de l'environnement sera d'autant plus efficiente si elle est acceptée voire portée par les populations des territoires concernés, les habitants étant les premiers utilisateurs de ces espaces, et les premiers garants de leur conservation. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet ESPAM*, Espèces emblématiques, acceptation sociale, aire marine protégée,* financé par la Fondation de France. Il s'agit d'un travail ethnoécologique visant à révéler les liens à la mer des insulaires de La Réunion et de la Nouvelle-Calédonie en questionnant quelles sont pour eux les espèces emblématiques marines et en identifiant les raisons qui conduisent les habitants à leur donner cette valeur. La démarche de l'équipe ESPAM est ainsi de comprendre quelles sont les valeurs, les savoirs, les usages, et les représentations associés aux animaux marins. Cela amène à aborder la complexité de la construction du lien au territoire marin à travers l'analyse des relations aux espèces emblématiques. Ces relations sont plurielles et répondent à différentes dimensions que sont les valeurs culturelles symboliques et identitaires, les usages du littoral, les logiques économiques, ou la construction d'une territorialité.

Le poster présentera la démarche du projet ESPAM, projet interdisciplinaire en sciences sociales, qui allie données qualitatives et quantitatives. L'étude de la notion d'espèce emblématique, est permise par le recueil et l'analyse de données issues d'entretiens semi-directifs, de questionnaires systématisés, d'observations participantes et de l'état de l'art. L'analyse sensible des données qualitatives associée à la construction d'une base de données permet de mettre en lumière la complexité et la pluralité des liens à la mer pouvant exister en contexte multiculturel.

Dans une perspective de recherche appliquée, le poster mettra en avant les démarches méthodologiques engagées, rendra compte de la diversité des espèces porteuses de sens dans les deux archipels ultramarins et discutera des évènements et des raisons pouvant conduire à des changements de valeur et de rapport

aux animaux marins. Nous montrerons ainsi le rôle que peuvent jouer les dimensions sociale et symbolique accordées à la faune marine dans la production, l'ajustement et l'acceptabilité des politiques de conservation en Nouvelle-Calédonie et à la Réunion.

Mots-Clés: Espèces emblématiques, cultures et sociétés, protection de l'environnement marin, acceptabilité.

Pour un droit des écosystèmes insulaires

Pantelina Emmanouilidou [1]

[1] Conservatoire du Littoral; Initiative PIM; SMILO – Grèce

Les îles sont des territoires où les tensions entre protection de l'environnement et développe- ment économique sont exacerbées. D'une part, la conservation de l'écologie insulaire nécessite des mesures de protection stricte de la nature, en raison de sa vulnérabilité. D'autre part, l'espace disponible limité dans les îles, combiné à une demande croissante de développement, alimente les conflits territoriaux.
Dans l'intervention proposée, nous interrogeons la capacité du droit à gérer ces tensions, en examinant les instruments formels et informels du droit international et du droit de l'Union européenne. Nous constatons que les normes juridiques en place sont insuffisantes, car fragmentées et aléatoires. De plus, les politiques publiques insulaires au sein de l'Europe se situent dans des champs opposés, ce qui rend contradictoires les objectifs communs pour les îles. Par conséquent, le droit ne réussit pas à apaiser la tension entre l'impératif de protéger la nature insulaire et la nécessité de garantir une vie humaine digne sur les îles.

Pour répondre aux défis constatés, nous proposons la formalisation d'un droit des îles, un droit dont la finalité serait de réguler les conséquences de l'insularité. La construction d'une base théorique solide faciliterait l'effectivité des normes et des politiques qui traitent l'insularité et pourrait accompagner le développement écologique des îles.
Au-delà du raisonnement juridique pour l'institutionnalisation de l'insularité, nous aborderons les actions effectuées sur le terrain pour défendre la nécessité de création d'un droit des îles. Nous mettons en lumière notre récente tentative de proposer l'adoption d'une Convention inter- nationale pour la protection des îles inhabitées comme la première étape vers l'élaboration d'un droit des îles. Cette initiative s'inscrit dans un cadre de recherche-action et réunit les forces de trois types d'acteurs : universitaires, scientifiques et acteurs institutionnels, tant étatiques qu'associatifs.

Mots-Clés: insularité, droit des îles, biodiversité, politiques publiques, îles inhabitées

Le requin, animal géopolitique (Île de La Réunion)

Lucie Fourthon [1], Véronique André-Lamat [2]

[1] Passages – université Bordeaux Montaigne – France
[2] Passages – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5319, université Bordeaux Montaigne, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Ministère de la Culture et de la Communication, Université de Bordeaux – France

Depuis 10 ans, l'animal est un objet géographique pris en compte dans l'analyse de l'espace. Genèse de la rencontre entre monde sauvage et domestique ainsi que nature et artifice (Mauz, 2005), la coprésence entre humain et animal n'est pas remise en cause tant qu'elle n'interfère pas sur le milieu et/ou avec l'homme.
Depuis 2011, la côte sous le vent de l'île de la Réunion, réputée sûre pour les activités balnéaires, subit de nombreuses attaques de requin. En 2013, suite à la 13ème attaque, un arrêté préfectoral, reconduit jusqu'à aujourd'hui, y interdit toute activité nautique et balnéaire. Cette interdiction durable (rude pour l'économie touristique), la poursuite des attaques mortelles – des iliens n'acceptant plus que l'accès à la mer leur soit fermé –, l'incapacité des acteurs politiques ou scientifiques à fournir des réponses rapides à cette recrudescence des attaques, ont abouti à une crispation des habitants, d'une part autour de la gestion par les autorités et les politiques, de ce qui a été nommé « la crise requin » ; d'autre part autour de la présence même de l'animal sauvage dans les eaux réunionnaises.

Le requin a cristallisé les tensions et les controverses entre les usagers de la mer (pêcheurs, surfeurs, plongeurs, baigneurs, etc.), les associations de protection de la nature (Sea sheperd...), la réserve marine, les scientifiques et les politiques. Il a aussi produit de nouveaux acteurs (le CRA) et réorganisé les relations entre les acteurs, autour de la gestion territoriale du risque, de l'acceptation de la coprésence homme/requin (entre pros/anti pêche, pros/anti réserve) et plus globalement des relations homme/nature. L'inconnu qu'était ce requin est devenu un animal géopolitique, un opérateur spatial.

Ce travail de recherche de 2 ans, que nous souhaitons restituer sous la forme d'un film, vise à appréhender et comprendre les connaissances et les représentations de la mer et de l'animal des différents acteurs du « risque requin », par la collecte de discours et d'images. Le risque requin peut se définir comme une probabilité d'occurrence d'attaque sur l'homme, vulnérable dans l'eau. Comment ces acteurs, dont certains ont perdu un proche, suite à une attaque, ont-ils cherché ou non, à re-construire leur relation à la mer et leur pratique de la mer, à s'adapter ou composer avec le danger ; ou encore à engager une lutte contre la présence d'une espèce considérée comme devenue invasive, dangereux pour certains, ou emblématique de la protection des océans pour d'autres.

Quatre mois de terrain ont permis de réaliser et filmer des entretiens auprès des différents acteurs pratiquant, gérant ou défendant la mer et le requin. L'ambition était que chacun puisse exprimer son point de vue, en sachant que d'autres, antagonistes, seraient aussi entendus. Cela a abouti à proposer une géographie sensible de la relation à un animal sauvage et de la production de nouvelles territorialités des hommes face au danger, accepté ou non.

Mots-Clés: film, représentations, environnement, animal, géopolitique, La Réunion

Protections et résiliences insulaires à Rapa (Polynésie française)

Christian Ghasarian [1]

[1] Université de Neuchâtel – Suisse

Un imaginaire protectionniste est fortement à l'œuvre à Rapa, commune de France dans le sud du Pacifique, une des cinq îles de l'archipel des Australes, un des cinq archipels de la Polynésie française. Les résidents et originaires de cette île (que j'étudie depuis 2001) la plus méridionale de la Polynésie française, sans aéroport et uniquement reliée au monde extérieur par un bateau tous les deux mois, évoquent en effet régulièrement leur sentiment de sécurité dans leur île, qu'ils conjuguent avec l'idée de devoir la protéger des interférences extérieures qui pourraient déstabiliser son équilibre social et naturel. C'est ainsi qu'en dépit des logiques de développement de l'économie de marché ambiantes, la protection du régime foncier indivis est centrale pour les Rapa, tout comme celle des ressources marines. Mon intervention présentera les circonstances et modalités de la mise en œuvre de cet imaginaire protectionniste. J'aborderai ainsi successivement : l'impact des nouveaux moyens de communication de l'information sur les représentations ; la décision de construire ou non un aéroport dans l'île ; la gestion locale du foncier (unique ne Polynésie française) et des ressources marines ; le sentiment de fragilité de l'environnement naturel qu'il faut préserver pour maintenir un équilibre insulaire ; la gestion à domicile de « l'environnement humain » extérieur et de passage ; et enfin le lien entre l'idée de protéger l'île et celle d'y être protégé, une conception polynésienne à l'œuvre à Rapa.

Mots-Clés: protectionnisme, Rapa, indivision, ressources marines

Développement de l'agriculture insulaire et conservation environnementale : des politiques publiques entre divergence et conciliation

Renaud Hourcade [1], Naïla Bedrani [2], Alban Landré [1], Léa Sénégas [3]

[1] Arènes – CNRS – Univ Rennes, Institut d'Etudes Politiques de Rennes – France
[2] Espaces et Sociétés – Université de Rennes 2 – France
[3] Arènes – CNRS – Univ Rennes – France

L'agriculture insulaire fait face à divers désavantages par rapport à l'agriculture continentale, notamment du fait de son enclavement. L'activité agricole n'a cessé de se réduire dans la plupart des îles de l'Ouest français, bien que ces territoires bénéficient de certaines mesures de soutien comme l'indemnité compensatoire de handicap naturel ou la majoration des aides à l'installation (en Bretagne). A l'échelle locale, des initiatives ont été prises depuis plusieurs années par certaines communes ou communautés de communes insulaires (par ex. Ouessant, Yeu, Belle-Ile, Aix, Arz) pour tenter d'y attirer des agriculteurs.

Prenant acte de cette situation, le but de cette communication est de sonder l'état actuel de l'action publique, dans ses différentes échelles d'intervention (de l'Europe au local) sous le rap – port des opportunités et des contraintes qu'elle présente pour le développement de l'activité agricole dans les îles de l'Ouest français. Bien que les aides financières aient leur importance, nous y soutenons l'idée que l'articulation avec le cadre réglementaire de la conservation des biotopes et des paysages est un enjeu déterminant. Les sites classés ou inscrits (zones naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ; zones Natura 2000 ; parcs naturels), la loi Littoral de 1986, les politiques d'acquisition et de protection du Conservatoire du Littoral et des Départements via les Espaces naturels sensibles font des îles des territoires où les « mesures de protection réglementaire sont plus développée que sur le littoral continental » (Bioret, Brigand & Le Démézet, 1990 : 69). L'avènement de cette politique de protection a sans nul doute évité des dégradations irréversibles de l'environnement des îles à un moment où s'affirmait leur vocation touristique. Mais à l'heure où certaines cherchent à diversifier leur activité économique en favorisant la soutenabilité, à relocaliser leurs ressources alimentaires et à combattre l'enfrichement des espaces agricoles et naturels, il parait utile d'analyser, à travers plusieurs exemples [1], les interférences de fait ou de principe entre ces deux régimes de politique publique, celui de la politique agricole et celui de la conservation environnementale.

Cette enquête a été réalisée dans le cadre du programme SOFIANE (2018-2020) : « Soutenir et Faciliter dans les Iles de la façade Atlantique, une Agriculture Nourricière et à Externalités positives », financé par la Fondation de France, qui associe le Réseau Agricole des Iles Atlantiques, Agrocampus, Rennes 2 et les laboratoires ESO et Arènes du CNRS. Elle donne lieu à la réalisation d'entretiens avec des acteurs variés (élus, agents administratifs, associations, agriculteurs, distributeurs) et à une collecte documentaire, dans une démarche comparative.

Référence :

Bioret F., Brigand L., Le Démézet M., 1991, » L'environnement : argument de développement d'un tourisme intégré dans les îles bretonnes », dans *Territoires et sociétés insulaires*, Paris, ministère de l'Environnement, coll. « Recherches Environnement », n◦36, p. 399-406.

Mots-Clés: Agriculture, Développement durable, Conservation, Environnement, Politiques publiques

Vers une interprétation des paysages sous-marins de l'île d'Aix ?

Gaëtan Jolly [1,2], Yves Petit-Berghem [3], Julie Bertrand [4], Alain Burnet

[1] Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique UMR 6554 – Université de Brest : Louis Brigand France
[2] Master Expertise et Gestion de l'Environnement Littoral – Université de Bretagne Occidentale [UBO] France
[3] Laboratoire de Recherche de l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage (LAREP) – ENSP – 10 rue du Maréchal Joffre 78000 Versailles, France
[4] parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis – Agence Française pour la biodiversité – France

À l'heure où se développent les sentiers d'interprétation sous-marins, le Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis (PNM) et la commune de l'île d'Aix ont souhaité mettre en lumière la richesse de leurs espaces subaquatiques. Cette démarche s'inscrit dans une volonté commune de faire mieux comprendre ces territoires et de dévoiler une partie du patrimoine insulaire jusqu'à lors inconnu.
L'une des caractéristiques de cette île située au cœur du pertuis d'Antioche est la forte concentration en sédiments contenus dans la masse d'eau. Ce phénomène résulte de la rencontre entre les dynamiques marines et estuariennes qui engendre une forte turbidité des eaux. Par conséquent, ce facteur présente un frein pour les gestionnaires et les visiteurs de l'île ne pouvant appréhender dans sa globalité ce « merritoire » rendu invisible. Cette problématique nous amène à la question suivante :

« Comment mettre en valeur la continuité immergée d'une île possédant une grande richesse écologique, non perceptible par les usagers, afin d'expliquer les enjeux de préservation d'un PNM ? ».

Le projet du Parc et de la commune est de proposer une randonnée sous-marine fictive au – tour de l'île, matérialisée par une scénographie mise en œuvre au sein d'une casemate au nord d'Aix, sur un terrain du Conservatoire du Littoral. L'accent sera porté sur une scénarisation proposant une perception détaillée de cet environnement, inconnu du grand public.

Pour ce faire, nous basons nos travaux sur l'interprétation du paysage sous-marin à partir d'une analyse paysagère géographique. En effet, l'étude du paysage constitue un ensemble de con- naissances, alliant recherches objectives et subjectives exigeant une approche interdisciplinaire (Musard *et al.,* 2007). Cet angle de vue permet d'aborder transversalement le paysage (Berque et Donadieu, 2006) et rend possible sa mise en scène en facilitant son appropriation par la population (Hallair, 2013 ; Besse et Tiberghien, 2019). Elle permet de comprendre les usages d'un site dans un contexte paysager particulier (Bertrand et Tricart, 1968).

Alternant observations locales et globales, le protocole mis en œuvre se base sur la compilation d'analyse de données biogéophysiques disponibles : bathymétriques, sédimentaires, courantologiques et biologiques.
Dans un second temps, nous avons prospecté le milieu marin en plongée autour de l'île afin de croiser notre recueil de données à une réalité de terrain et y ajouter une approche sensible. Enfin, des entretiens réalisés auprès des habitants et des acteurs qui coproduisent ce paysage marin ont permis d'élaborer une synthèse d'interprétation de ce territoire en accord avec les connaissances, le ressenti et les interrogations des insulaires.
Enfin, la dimension artistique est convoquée pour suggérer au mieux cet environnement marin qui ne peut être perçu grâce au support que présente l'île d'Aix, une île de petite taille qui est facilement appréciable dans son contexte géographique.
Mots-Clés: Paysage sous, marin, patrimoine insulaire, médiation scientifique, enjeux de préservation.

Identification des savoirs, savoir-faire et normes locales de gestion de la pêche à Chardonnières et Bainet, et perspectives de valorisation

Jean-Marie Samson [1], Jean Baptiste Neudy, Catherine Sabinot [2]

[1] Université d'État d'Haïti – Haïti
[2] UMR Espace pour le Développement (IRD, UM, UR, UAUG) – Nouvelle-Calédonie

Bien que la pêche soit une activité artisanale en Haïti, elle compte pour 13,6% du PIB, fournit près de 3/4 de la quantité de poissons consommée au niveau local (Breuil, 1999) et contribue fortement au revenu de ses pratiquants, soit environ 52.000 pêcheurs et 60.000 autres bénéficiaires (Damais *et al*., 2007). Cependant, elle a toujours été exploitée de façon opportuniste avec emphase sur la production au détriment du renouvellement des stocks (Breuil, 1999) et de la conservation de la biodiversité; autrement dit: suivant un système qui ne tient pas compte des mécanismes visant à promouvoir le développement durable du secteur pris dans sa globalité.

Les informations disponibles sur la pêche haïtienne sont généralement fragmentaires, donc incomplètes et se révèlent parfois contradictoires d'une source à l'autre en raison d'une carence flagrante d'un système organisé et fiable de collecte et d'analyse de données, de suivi, de surveillance et de contrôle (Mateo and Haughton, 2003). Résultant en majeure partie de la littérature grise que de la recherche scientifique et appliquée, elles sont surtout concentrées sur la caractérisation de l'activité halieutique (situation du système de support de la vie marine en rapport avec la dégradation de l'environnement, nature, conditions et limites des embarcations, engins et méthodes de pêche, taille, quantité et qualité des espèces capturées, transformation et conservation des produits, identification des acteurs du système de production et de commercialisation ainsi que les relations tissées et la répartition du flux des revenus découlant de ce processus entre les acteurs...). Il s'ensuit que plusieurs autres domaines non moins importants ont été jusqu'ici très peu documentés (état des stocks, dynamique des populations, biodiversité, recherche et mécanismes de protection et de conservation, connaissances et expériences des pêcheurs, pour ne citer que ceux-là).

La présente étude conduite à Chardonnières et Bainet sur les savoirs et savoir-faire en lien avec la gestion de la pêche vise à mettre en relief certains aspects techniques, professionnels et sociologiques de l'exploitation des ressources halieutiques jusque-là négligés. Sur le plan méthodologique, un guide d'entretien (fiche d'enquête) a été élaboré et utilisé pour collecter les informations nécessaires auprès de particuliers et groupes de discussions intéressés.

Les informations recueillies sont en cours de traitement et d'analyse en vue de mettre en exergue les modes d'appropriation du milieu marin par ses exploitants (pêcheurs, artisans évoluant dans le secteur, distributeurs et consommateurs de produits de pêche) en termes d'attitudes, d'opinions, de croyances, de mythes, de perceptions des changements environnementaux et d'évolution du patrimoine halieutique, comme résultats.

Ces derniers peuvent ouvrir une fenêtre sur les enjeux liés à la gestion des ressources, soulever les lacunes empêchant une réelle appropriation des problèmes environnementaux et faire émerger des solutions au niveau local.

De même, ils peuvent enrichir les discussions autour de l'élaboration et l'implémentation de plans de gestion et de politiques publiques visant la valorisation des compétences identifiées, dans le but de maintenir des écosystèmes productifs et en bonne santé écologique pouvant contribuer au bien-être des populations locales.

Mots-Clés: savoir, faire, pêche, Haïti

Evaluer les services écosystémiques marins à Chausey : Pourquoi ? Comment ? Une approche stratégique pour l'aide à la gestion

Charlène Kermagoret [1], Pierre Scemama, Frédérique Alban, Rémi Mongruel [2]

[1] AMURE-Centre de droit et d'économie de la mer (UMR-AMURE) – IFREMER, Université de Bretagne Occidentale (UBO) – 12 rue du Kergoat CS 93837 29238 Brest Cedex 3, France
[2] Ifremer – UMR Amure (UMR Amure) – IFREMER – Ifremer Centre de Brest BP70 29280 Plouzané, France

L'évaluation de services écosystémiques est un outil d'appui aux politiques de conservation. Elle analyse les interdépendances entre sociétés humaines et écosystèmes et permet de faire le lien entre enjeux de développement et enjeux de conservation. Dans le cadre du projet Life intégré Marha (2018-2025) dont l'objectif est de « Rétablir et pérenniser un état de conservation favorable des habitats naturels marins », différents sites font l'objet d'une évaluation de services écosystémiques parmi lesquels l'archipel de Chausey. Ces évaluations sont réalisées en contexte d'incomplétude des connaissances actuelles et sur la base des priorités exprimées par les parties prenantes et/ou reflétées dans les dispositifs de gestion existants. Pour identifier ces priorités et préciser la portée de ces évaluations, la méthode TRIAGE est mobilisée. Le TRIAGE permet plus précisément de guider l'évaluation en cherchant à préciser l'objectif, l'échelle, les méthodes et les outils nécessaires à sa mise en œuvre (Pendleton et al., 2015). Il constitue ainsi une étape préliminaire à l'évaluation de services écosystémiques en tant que telle et permet d'appréhender cette dernière de manière stratégique (on précise son périmètre dans la mesure où il n'est pas réaliste de vouloir tout évaluer) et opérationnelle (selon les connaissances et moyens disponibles, et en cohérence avec le dispositif de gestion du site).

Dans cette communication, l'application de la méthode TRIAGE à l'archipel de Chausey est présentée. Ce travail repose sur la tenue d'un groupe de travail réunissant gestionnaires et scientifiques experts du site. Les résultats de ce travail font apparaître la gestion de la fréquentation sur l'archipel de Chausey et sa compatibilité avec l'état de conservation favorable de la mosaïque d'habitats comme point de départ de l'évaluation de services écosystémiques qui sera réalisée. L'intégration des connaissances, l'anticipation des changements futurs et l'aide à la conception de mesures de gestion sont les finalités de l'évaluation qui sont souhaitées par les gestionnaires du site. Ce dernier point est d'autant plus intéressant que la construction du Document d'Objectifs (DOCOB) lié à la mise en œuvre de Natura 2000 sur le site Chausey devrait débuter dans les prochaines années.

Les données récoltées au sein de ce groupe de travail constituent une matière importante pour définir les indicateurs et méthodes qui vont être déployés sur le site pour rendre les résultats de l'évaluation de services écosystémiques utiles aux gestionnaires de sites. La communication revient sur le processus complet de mise en œuvre du TRIAGE et présente l'analyse des avantages que procure cette méthode avant de lister les obstacles à sa mise en œuvre optimale.

Mots-Clés: Triage, Evaluation de services écosystémiques, Chausey, Natura 2000

Les prairies de Belle-Île-en-mer : la prise de conscience d'un patrimoine collectif majeur

Elise Laurent [1], Vincent Colasse [2], Julien Froger

[1] Conservatoire botanique national de Brest (CBNB) – Antenne Bretagne – 52, allée du Bot - 29 200 Brest Tél. : 02 98 41 88 95, France
[2] Conservatoire botanique national de Brest – Antenne Bretagne – France

Située dans le Golfe de Gascogne, au large du Morbihan, Belle-Île-en-mer s'étend sur 85km^2, ce qui en fait la plus grande des îles du Ponant. Avec près de la moitié de la surface de l'île exploitée par une cinquantaine d'agriculteurs, elle constitue un important territoire agricole où l'élevage joue un rôle primordial tant au niveau paysager qu'écologique, économique et social. En raison du contexte insulaire, les modes de gestion agropastoraux sont restés plutôt extensifs et ont privilégié les systèmes herbagers. Associés à la conjonction de plusieurs facteurs naturels déterminants (climat doux marqué par une période de sécheresse estivale, forte influence maritime, substrat géologique schisteux d'origine volcano-sédimentaire, sols peu profonds...), ils ont favorisé la présence de végétations prairiales diversifiées, originales et à forte valeur patrimoniale. Consciente de ce patrimoine, la Communauté de communes de Belle-Île-en-Mer (CCBI) a ainsi mis au cœur de son Projet agro-environnemental et climatique (PAEC ; CCBI, 2016) la préservation des prairies permanentes de l'île. Mais pour adapter au mieux la gestion agro-pastorale de ces espaces aux enjeux qu'ils représentent, il est apparu nécessaire d'améliorer les connaissances sur ce milieu. Le Conservatoire botanique national (CBN) de Brest a ainsi été sollicité pour localiser, caractériser et typifier les végétations prairiales de Belle-Île-en-mer.

Une première typologie phytosociologique (Masson, Colasse, Laurent, 2016) a permis de recenser 17 communautés végétales dont certaines devenues rares et en régression sur le continent, originales à l'échelle bretonne et/ou encore caractéristiques d'habitats d'intérêt communautaire (inscrits à l'annexe 1 de la directive européenne Habitats-Faune-Flore). Elle permet d'identifier les prairies les plus intéressantes d'un point de vue de la biodiversité et de mettre en relation l'état de conservation des prairies avec les pratiques de gestion agro-pastorale existantes.
Mais, malgré une prise de conscience de ce patrimoine collectif majeur et des aides territoriales associées, les surfaces agricoles de l'île continuent à diminuer progressivement. Alors, comment maintenir et favoriser aujourd'hui une agriculture insulaire atypique, source de biodiversité et de revenus économiques durables ?

Mots-Clés: Agriculture, Biodiversité, Végétation

Stratégie de protection de la biodiversité à l'échelle d'un archipel de la connaissance à la protection et évaluation de la gestion mise en place. Le cas de l'archipel de Molène situé dans le Parc naturel marin d'Iroise

Philippe Le Niliot [1]

[1] Parc naturel marin d'Iroise – Agence française pour la biodiversité – France

L'archipel de Molène est une composante très importante du périmètre du Parc naturel marin d'Iroise. Il s'étend sur près de 200 km^2, en une plateforme rocheuse qui n'excède pas 20 mètres de profondeur et regroupe une dizaine d'îles dont et de nombreux îlots. C'est sans doute l'endroit le plus riche de l'Iroise où diversité/productivité/complexité associées à la relative difficulté d'accès de nombreux sites pendant une grande partie de l'année se combinent et confèrent à cet archipel un rôle de refuge pour de nombreuses d'espèces qui ont disparu des littoraux continentaux.

La qualité du patrimoine naturel et son état de conservation remarquable ont justifié la mise en place de différents statuts de protection (réserve naturelle nationale, site d'intérêt communautaire pour les habitats et les espèces) et de reconnaissance (réserve de biosphère) couvrant l'intégralité de sa surface. De même les activités de pêche professionnelle, au premier rang desquelles on trouve la pêche goémonière, sont encadrées par des règles très strictes dont le but est d'y assurer la pérennité de l'exploitation des ressources halieutiques. Pour autant, beaucoup de ces dispositifs ont été conçus indépendamment les uns des autres poursuivant des buts précis soit de conservation de l'environnement naturel, soit de conservation de la ressource pour une pêche durable. Parallèlement l'évolution des usages et la facilité d'accès aux espaces naturels insulaires et côtiers génèrent des pressions de plus en plus importantes sur ces milieux fragiles et devenus rares.

Le parc naturel marin d'Iroise, créé en 2007, a d'emblée proposé une gestion intégrée de cet espace visant à promouvoir une gestion permettant de garantir un haut niveau de conservation de ces richesses naturelles et le développement des activités maritimes sur des bases durables. Cette stratégie fait appel à un approfondissement des connaissances des enjeux afin de proposer un cadre de gestion adapté qui fait l'objet d'évaluation régulière.
Cette approche, mise en place dans un contexte de gouvernance particulier au parc naturel marin, donne des résultats encourageants pour la protection de la biodiversité insulaire et côtière à l'échelle de l'archipel. Une présentation de cette approche illustrée par des exemples concrets est donc proposée au colloque « îles à venir » afin de partager cette expérience avec les participants.

Mots-Clés: Protection conservation et développement durable

Du territoire socialisé au territoire disputé : pluralité des formes de gestion du milieu marin dans la Province des îles Loyauté en Nouvelle-Calédonie

Chumil Morales[1], Solène Delebecque[1], Glwadys Bako[2], Catherine Sabinot[3]

[1] UMR 228 Espace-Dev, Espace pour le développement – Nouvelle-Calédonie
[2] Province des îles Loyauté – Nouvelle-Calédonie
[3] Espace pour le Développement (UMR 228 ESPACE DEV (IRD-UR-UM2-UG-UA)) – Centre IRD de Nouméa, BPA5 Anse Vata, Nouvelle-Calédonie

L'océan est aujourd'hui source d'enjeux écologiques et sociaux forts, impliquant des réflexions autour de sa gestion. Elle est l'objet de « convoitise concurrentielle » multipliant les conflits d'usage (Dumas, 2009) conduisant à des tensions sur la mise en œuvre de politiques de conservation.
L'île de Lifou, en Nouvelle-Calédonie, constituée en quasi exclusivité de terres coutumières, est habitée en majorité de Kanak pour lesquels il n'y a pas de discontinuité terre-mer. Bien qu'institutionnellement, les espaces marins ne soient pas de statut coutumier, les autorités coutumières s'impliquent fortement dans leur gestion : la mer est ainsi « comprise dans la gestion coutumière des terres ». Touristes et pêcheurs professionnels kanak et non kanak font également usage de ce milieu et sont au cœur de problématiques de gestion. La mer est donc un espace vécu, partagé et approprié par une diversité d'acteurs ayant des rapports à la nature divers. Elle doit donc être pensée comme un territoire c'est-à-dire un espace ayant une dimension symbolique et culturelle où sont projetées des valeurs et une identité collective (Bonnemaison, 1981). De ces rapports découlent de nombreuses attentes et formes de gestion pouvant créer ou exacerber des tensions si les représentations de tous ne sont pas considérées. Comment prendre en compte cette réalité pour parvenir à une gestion durable de l'espace maritime ?

La communication que nous proposons s'appuie sur trois mois de terrain ethnographique récent réalisé sur l'île de Lifou en Nouvelle-Calédonie dans la province des îles Loyauté (PIL) dans le cadre du programme ESPAM (Espèces emblématiques, acceptation sociale, durabilité des aires marines protégées) financé par la fondation de France et la PIL. Dans le contexte de création du code de l'environnement aux îles Loyauté, la recherche menée vise à appréhender les relations entretenues par les Loyaltiens avec le milieu marin et à analyser les règles d'usage et de gestion existantes ainsi que leurs transformations récentes. Nous proposons ici de rendre compte des opportunités et des contraintes rencontrées à Lifou, pour penser la gestion de l'environnement marin par la création d'aires naturelles provinciales. Nous présenterons dans un premier temps les différentes formes de gestion des lieux existants en nous attardant sur plusieurs types de territoire tels que les réserves coutumières, les réserves ou les lieux tabous.

Nous décrirons comment s'organisent et se défendent aujourd'hui les liens à ces territoires, quelles en sont les règles d'usages et les valeurs associées, diverses selon les acteurs impliqués. Cette compréhension per- mettra de discuter des compétences et des rationalités particulières à chaque groupe d'acteurs projetant des valeurs et des usages sur ces lieux ; et de présenter comment une recherche sur les valeurs sociales, culturelles et identitaires accordées à l'environnement peut nourrir l'écriture d'un code de l'environnement provincial.

Mots-Clés: Lifou, Aire marine protégée, Gestion, Territoire

Stratégie d'intervention du Conservatoire du littoral sur les petites îles et îlots bretons

Didier Olivry [1], Geoffrey Ferrandin [2]

[1] Délégué régional Conservatoire du littoral – Conservatoire du littoral – France
[2] Chargé d'étude Conservatoire du littoral – Conservatoire du littoral – France

La Bretagne est fortement dotée en îles et îlots. Avec près de 5500 éléments terrestres isolés de tous côtés par les eaux, elle est la région française la plus fournie. De taille variable, la plupart d'entre eux recèle un ensemble de particularités uniques, aussi bien sur le plan naturaliste, que géomorphologique, historique ou archéologique.

Dans le cadre de son action majeure de préservation du littoral, le Conservatoire du littoral contribue actuellement à la protection d'environ 125 petites îles et îlots à l'échelle de la Bretagne.

Afin de poursuivre son action de préservation, le Conservatoire engage un travail minutieux afin d'établir une stratégie sur ce patrimoine insulaire emblématique.

L'analyse qui est menée vise à recenser les enjeux et les pressions qui les affectent en vue de la mise en place d'une politique de maitrise foncière et de gestion patrimoniale future.

Cette étude vise à s'intégrer dans les contours définis par la stratégie d'intervention 2015-2050 sur la partie terrestre et continentale. Pour ce faire, une fine méthodologie a été établie. Elle s'appuie sur 3 grandes familles de critères : enjeux de préservation, menaces et pressions, statut administratif ; qui ont tous été renseignés, îlot par îlot, au sein d'une base de données. Afin d'enrichir la plupart de ces informations, des échanges réguliers ont lieu avec différents partenaires : gardes du littoral, gestionnaires de sites, associations de protection de la nature, services de l'Etat... pour le partage de leurs connaissances sur les îlots, au profit de la mission foncière du Conservatoire.

A terme ce travail va permettre de définir les espaces prioritaires, c'est-à-dire là où l'intervention foncière paraît nécessaire au regard du croisement des différentes données.

Mots-Clés: Protection, stratégie d'acquisition, maitrise foncière, gestion patrimoniale, îles et îlots bretons, patrimoine insulaire

La subjectivité du changement climatique dans l'espace insulaire. Le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon

Xenia Philippenko [1,2], Lydie Goeldner-Gianella [2], Goneri Le Cozannet [1], Ywenn De La Torre [3]

[1] Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) – Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, BRGM - Direction des Risques et de la Prévention – France

[2] Laboratoire de géographie physique – Université Panthéon-Sorbonne, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne – Paris 12, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8591 – France

[3] Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) – Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, BRGM - Direction Régionale Guadeloupe – France

Les îles sont les premières concernées par le changement climatique (CC) : leur taille réduite, leurs altitudes généralement basses, leur dépendance à l'extérieur, accentuent leur vulnérabilité aux risques naturels, particulièrement littoraux, aggravés par le CC (Bertrand et Richard, 2011). Aujourd'hui, la mise en place de l'adaptation au CC est critiquée par une partie de la littérature scientifique. Certains soulignent que les études sur l'adaptation insulaire se penchent essentiellement sur les Petits Etats Insulaires en Développement et négligent de nombreuses îles également vulnérables, ce qui génère un biais scientifique (Petzold et Magnan, 2019). D'autres dénoncent un manque d'articulation entre le local et le global, ainsi que le manque de prise en considération des populations et du contexte territorial (Brédif *et al.*, 2015). Face à ces problématiques, certains chercheurs proposent d'intégrer l'étude des perceptions et représentations dans les démarches d'adaptation au CC (Lammel *et al.*, 2012). A travers le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon, nous proposons de nous intéresser aux représentations cognitives et spatiales du CC des insulaires. Pour cela, des entretiens individuels, des questionnaires et des cartes mentales ont été menées, au cours de deux missions fin 2018 et en été 2019, en parallèle d'une analyse historique portant sur les risques littoraux aggravés par le CC. A Saint-Pierre-et-Miquelon, les premiers résultats montrent que les effets du CC sont ressentis et observés de manière inégale, comme dans de nombreux territoires (Friesinger et Bernatchez, 2010). Parfois le lien entre le phénomène cité et le CC n'est pas directement effectué, ce qui est le cas pour l'érosion. D'autres phénomènes sont mentionnés comme liés au changement climatique, à l'image d'une modification du régime des vents, sans que ce lien ne puisse être réellement confirmé par les analyses existantes. La représentation mentale de certains aléas a connu une évolution récente : l'érosion, l'élévation du niveau de la mer et le recul du trait de côte ont été perçus comme des risques récemment, probablement du fait de la mise en avant progressive du CC dans les discours et les médias avec la mise en œuvre du PPRL. Le phénomène de submersion marine, bien qu'anciennement connu, a pris de plus en plus d'importance. Nous avons également déterminé les lieux perçus localement comme les plus vulnérables au CC, ainsi que ceux considérés comme ayant le plus d'enjeux à sauvegarder face au CC, au-delà de la seule sécurité humaine. On constate en premier lieu un fort attachement aux lieux historiques d'implantation humaine (village de Miquelon, île-aux-Marins). Ensuite apparaissent les secteurs ayant un enjeu environnemental (isthme de Miquelon-Langlade), puis ceux ayant un enjeu économique (littoral de la ville de Saint-Pierre), sanitaire (hôpital de Saint-Pierre) ou liés aux réseaux de communication (aéroport de Saint-Pierre), chacun des sites combinant plusieurs enjeux.

Ces premiers résultats – qui seront complétés d'ici octobre 2019 – montrent que le CC s'incarne dans les représentations cognitives et spatiales des insulaires. Ces dernières s'appuient sur les pratiques et usages actuels et anciens du territoire, en lien avec les problématiques actuelles locales.

Mots-Clés: changement climatique, adaptation, représentations cognitives, archipel de Saint Pierre et Miquelon

La savane du Cap La Houssaye, site protégé du Conservatoire du littoral à La Réunion : de la maitrise foncière à l'expérimentation des modalités de gestion

Quentin Rivière [1,2], Beatrice Moppert [1]

[1] Océan Indien : Espaces et Sociétés – La Réunion
[2] Conservatoire du littoral – La Réunion

Avec la création de plusieurs espaces protégés, La Réunion se trouve confrontée depuis une dizaine d'années à la question de la mise en œuvre de nouvelles réglementations sur l'accès à ces espaces, conjointement à celle de la définition des modalités de leur gestion. Comme ailleurs, diverses formes de contestations ont vu le jour et révélé un sentiment d'expropriation de la part de différents groupes d'acteurs. Au-delà de la mise en évidence de situations (potentiellement) conflictuelles, un travail d'enquêtes auprès de la population depuis plusieurs années dans la zone des bas de l'ouest réunionnais nous a permis de révéler d'une part des attentes et des besoins en pleine mutation et d'autre part une connaissance souvent confuse vis-à-vis des droits d'accès à ces espaces. En prenant appui sur l'exemple de la savane du Cap La Houssaye, en cours d'acquisition par le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, cette communication ambitionne d'interroger les enjeux de gestion d'un espace littoral soumis à de fortes pressions (densification urbaine et expansion des cultures).

Le Conservatoire du littoral (Cdl) est chargé de mener une politique de protection foncière et de mise en gestion des espaces naturels les plus fragiles et les plus menacés principalement par l'urbanisation, tout en assurant leur ouverture au public (Cerles, 2007). Il mène depuis 2003 une action de maitrise foncière sur le site de la savane du Cap La Houssaye, sur la commune de Saint-Paul. Empreintes de valeurs écologiques, paysagères, culturelles et patrimoniales, les savanes réunionnaises connaissent depuis plus d'une quinzaine d'années deux phénomènes importants qui suscitent une attention particulière. D'une part, ces espaces sont soumis à un accroissement de fréquentation, du fait d'une densification des espaces urbanisés riverains. En effet, avec un bassin de riverains qui atteindra bientôt 40 000 résidents, la savane du Cap La Houssaye assure le rôle d'espace de nature de proximité que l'on vient consommer avec des pra- tiques de loisirs. D'autre part, les paysages de savanes jusqu'alors ouverts, se ferment peu à peu avec l'envahissement par des espèces ligneuses exotiques. L'extension des arbustes constituent alors des fourrés continus qui forment une entrave à l'accessibilité des sites. Concernant la savane du Cap La Houssaye, le Cdl réfléchit à des moyens de gestion en vue de préserver ses qualités écologiques, paysagères et fonctionnelles en optant pour le maintien d'un paysage ouvert (à dominante herbacée) et un espace plus accessible.

Ce « choix d'un état de nature » (Schnitzler, et al., 2008), résulte d'une réflexion préalable sur l'histoire, les dynamiques et les enjeux de l'espace concerné. Comme sur d'autres sites acquis par le Conservatoire du littoral, ce cas illustre la subjectivité d'intersection, permettant de réfléchir à la mise en œuvre d'un mode de gestion original, « dépassant le cadre étroit de la normativité » (Kalaora, 2017).

Mots-Clés: Conservation, Paysage, Ecobuage, Gestion pâturée, Accessibilité

Pour une approche ethnobotanique des processus paysagers du littoral ouest réunionnais

Morgane Robert [1,2]

[1] Passages – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5319 – France
[2] École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux – Ministère de la Culture et de la Communication – France

Dans un contexte où la question des espèces végétales introduites dites « envahissantes » devient centrale en milieux insulaires, les îles océaniques de la zone intertropicale sont reconnues comme particulièrement menacées car riches en « écosystèmes aussi originaux que fragiles » (Cherubini, 2006, p. 200). Les phénomènes invasifs qui s'opèrent sur des systèmes à forte endémicité permettent de classer ces territoires parmi les « hot-spots » de la biodiversité mondiale, à l'image de l'archipel des Mascareignes dans l'Océan Indien. A l'île de La Réunion, une telle dynamique s'observe de manière significative depuis les années 2000 dans les savanes et ravines des bas de l'Ouest, en dessous de 400 mètres d'altitude. Dans le cortège des espèces impliquées, une est particulièrement compétitive : le *Leucaena leucocephala*. Sa prolifération récente engendre un basculement paysager sans précédent depuis la « colonisation » de l'île : la transformation des savanes, paysages ouverts, en formations pré-forestières quasi impénétrables. Pourtant, depuis son introduction au milieu du XIXème siècle, cette espèce constituait une ressource domestique et fourragère importante largement exploitée. Il apparait alors opportun de questionner en quoi la transformation des usages ethnobotaniques de cette espèce peuvent expliquer les dynamiques paysagères actuelles.
Afin de proposer une nouvelle interprétation du processus considéré comme « invasif », cette communication abordera le paysage « par la plante » afin d'élucider les effets paysagers produits par la variation des modes d'exploitation des ressources végétales. La démarche, géohistorique, au croisement d'approches botaniques et ethnographiques, montrera que l'histoire d'un paysage peut être en partie corrélée à la trajectoire paysagère d'une espèce végétale ; en l'occurrence, celle du *Leucaena leucocephala*sera ici centrale. Cette trajectoire se construira autour de l'évolution des interrelations entre le végétal, les sociétés et les milieux dans l'idée que « le succès de l'invasion dépend de l'histoire entre la plante et les sociétés humaines » (Udo *et al.,* 2016, p. 2).

Cette communication permettra de questionner les modalités d'une gestion environnementale des paysages littoraux en dehors de l'aire réunionnaise protégée, tout en proposant une autre approche du phénomène invasif impliquant des formes « d'acceptation sociale »(Javelle, Kalaora, Decocq, 2010, p. 3) des espèces végétales.

Cherubini, B., « Le paysan réunionnais et les plantes envahissantes : un partenariat à construire au sein des politiques environnementales » dans Auclair, L.*et al.*, *Du Nord au Sud : le recours à l'environnement, le retour des paysans ?,* Saint-Rémy-de-Provence, Édisud, 2006, p. 199-216

Javelle, A., Kalaora, B. et Decocq, G., « De la validité d'une invasion biologique », *Études rurales*, n 185, 2010, URL : https://journals.openedition.org/etudesrurales/9028
Udo, N., « Quels sont les facteurs naturels et humains conduisant au statut public d'espèce invasive ? Le cas de l'ajonc d'Europe (*Ulex europaeus*) sur l'île de La Réunion », thèse de doctorat en biologie, université de Rennes 1, 2016

Mots-Clés: Île de La Réunion, paysage, savane, *Leucaena leucocephala*

Les paysages idéalisés des îlets guadeloupéens sous pression ? Une évolution accélérée des paysages patrimoniaux sous l'effet du développement touristique et des changements climatiques

Caroline Rufin-Soler [1]

[1] Laboratoire TVES – Université du Littoral Côte d'Opale : EA4477 – France

Cette proposition est issue des résultats du programme *Pressîles* financé par le Parc national de Guadeloupe et dont l'objectif était de comprendre les représentations et la conscience des évolutions écologiques et paysagères des îlets du Grand-Cul-de-Sac Marin et de la Côte sous le Vent développées par l'ensemble des acteurs du territoire.
La création, dès les années 1970, d'un Parc naturel forestier départemental préfigure le Parc national, finalement créé en 1989, après de longues négociations. Premier Parc national créé en France dans un but de conservation de milieux tropicaux, la protection est restée dans un premier temps centrée sur le massif forestier de la Basse-Terre mais a initié néanmoins un mouvement institutionnel en faveur de la protection du patrimoine naturel à l'échelle de l'intégralité du territoire guadeloupéen tout en inaugurant une période favorable à une plus grande durabilité touristique. La recherche d'un équilibre entre développement et protection se pose alors avec une certaine acuité. La Réserve naturelle du Grand Cul-de-Sac Marin est créée en 1987 à ce moment charnière sur un périmètre littoral et marin morcelé dont le PNG devient gestionnaire. Une phase d'internationalisation de la reconnaissance de la valeur patrimoniale de la baie du Grand-Cul-de-Sac Marin est engagée dès le début des années 1990 et c'est en 2009, que le cœur du PNG se voit doté d'un large espace marin.

Jusque dans les années 1990, le développement touristique de la Guadeloupe est largement resté focalisé sur les usages balnéaires le long de la Riviera du Levant (Grand Terre) et les îlets du Grand Cul-de-Sac Marin et de la Côte sous le Vent sont restés longtemps à l'écart de la dynamique touristique guadeloupéenne. D'abord devenus des destinations privilégiées de détente pour les guadeloupéens, les îlets se sont ouverts au tourisme comme destinations d'excursions « tout compris » à la fois comme lieux de baignade et de fête puis comme espaces de découverte de la mangrove et des écosystèmes insulaires. Ces îlets sont ainsi devenus les paysages idéalisés et stéréotypés du mythe insulaire tropical au travers des symboles de la plage de sable blanc, des eaux bleues turquoises et des cocotiers.

Haut-lieux patrimonialisés et largement touristifiés, les îlets sont ainsi devenus en une vingtaine d'année les locomotives du développement touristique de la partie marine du Parc national et une des cartes postales de la Guadeloupe. Cette fréquentation touristique accrue les rend désormais particulièrement vulnérables à une érosion accélérée dont le processus est largement amplifié par l'élévation du niveau marin. Les paysages de ces îlets situés à fleur d'eau, connaissent aujourd'hui une évolution régressive mesurable sur des pas de temps extrêmement rapides. Si les résultats de nos travaux permettent d'appréhender la manière dont les acteurs du territoire rendent responsables les pratiques touristiques (tant leur nature, leur ampleur que leur gestion), elles informent aussi sur la manière dont ces derniers pensent les paysages des îlets dans le futur. Entre acceptation de leur disparition ou lutte acharnée pour les défendre, c'est toute une palette de solutions et d'innovations qui s'expriment et qui fournissent le terreau d'un débat public à venir pour le Parc national.

Mots-Clés: Parc national de Guadeloupe, îlets, tourisme, patrimonialisation, évolution, changement climatique

Représentations sociales de l'écosystème corallien en milieu insulaire tropical, le cas de Mayotte (océan Indien)

Georgeta Stoica [1], Jocelyne Ferraris [2], Pascale Chabanet [3], Claire Bedrossian [4], Philippe Charpentier [1]

[1] Laboratoire ICARE/ CUFR Mayotte – Université de la Réunion – France
[2] Institut de Recherche pour le Développement – Institut de Recherche pour le Développement : UMRENTROPIE – Adresse du siège – Le Sextant 44, bd de Dunkerque, CS 90009 13572 Marseille cedex 02, France
[3] Institut de recherche pour le Développement (IRD) – Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique – France
[4] Université de Perpignan Via Domitia – Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique – France

Dans la vaste littérature des représentations sociales (Abric, 2003; Castro 2003 ; Jodelet, 1989), peu d'études concernent la représentation sociale de la nature et de l'environnement (Desrochers et al. 2014 ; Chabanet et al. 2018). Cette communication sur les représentations sociales de l'écosystème corallien à partir de dessins d'enfants apparaît comme pouvant combler ce manque et contribuer à la compréhension de la question de l'environnement et de la conservation de la biodiversité en milieu insulaire tropical. Avec un focus sur l'ile de Mayotte, cette communication présente d'une manière réflexive les différentes façons de se représenter le récif corallien à partir des dessins d'enfants réalisés auprès d'élèves de niveau CE1 dans six écoles élémentaires à Mayotte mais aussi dans une école coranique.
Les questions qu'on se pose sont les suivantes : La représentation du récif corallien est-elle influencée, et dans quelle mesure, par l'environnement contextuel et géographique ? Quelles sont les effets des activités de sensibilisation mises en place par la société civile mais aussi dans le cadre des programmes d'enseignement ? Quel rapport à la mer ont les jeunes générations dans un endroit où on vit à proximité d'un écosystème corallien avec un lagon et des récifs, mais où on tourne le dos au lagon ? La représentation des enfants corresponde-t-elle à la réalité du milieu insulaire tropical ?

Cette étude nous permet de saisir les différences et ressemblances de représentations de l'écosystème corallien dans les différentes écoles impliquées dans la recherche. Une première analyse qualitative est réalisée, intégrée à des analyses quantitatives de la représentation du récif corallien issues d'un projet de recherche interdisciplinaire qui visait à la fois la sensibilisation des enfants mais aussi la transmission des connaissances scientifiques concernant le récif corallien à travers l'utilisation d'une mallette pédagogique MARECO « Le récif entre nos mains ». Basé sur un protocole scientifique rigoureux, plusieurs séquences de jeux ont été animées auprès des enfants afin d'inculquer des notions sur la biodiversité, les perturbations et les usagers de la mer. Les premiers résultats de cette démarche qui utilise une approche qualitative et quantitative seront présentés dans cette communication.

Bibliographie

Abric, J.-C., (2003), Méthodes d'étude des représentations sociales. Ramonville-SaintAgnès: Erès

Castro, P. (2003). Pensar a natureza e o ambiente-alguns contributos a partir da Teoria da

Representações Sociais. Estudos de Psicologia, 8(2), 263–271.

Chabanet P., Stoica G., Carrière S. M., Sabinot C., Bedrossian C., Ferraris J., Impact of the Use of a Teaching Toolbox in an Awareness Campaign on Children's Representations of Coral Reefs in Frontiers in Marine Science, Vol. 5, 2018, https://www.frontiersin.org/article/10.3389/fmars.2018.00340

Desrochers V., Ferraris J. et Garnier C., « Étude des représentations sociales d'un site classé aménagé : application au site de l'Anse de Paulilles (France) », VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 14 Numéro 1 | mai 2014, http://journals.openedition.org/vertigo/14 Jodelet, D. (1989). Les représentations sociales. Paris : Presses universitaires de France.

Mots-Clés: récif corallien, mallette pédagogique, représentations sociales, écoles, Mayotte, océan Indien

Le paysage observé, vecteur d'information sur les changements environnementaux ? – Le cas des paysages sous-marins des Tuamotu en Polynésie française

Delphine Grancher [1], Lydie Goeldner-Gianella [1], Julie Delannoy

[1] laboratoire de géographie physique de Meudon – CNRS : UMR8591, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) – France

L'atoll de Rangiroa, situé dans l'archipel des Tuamotu en Polynésie Française, est reconnu comme un spot international de plongée. Ses paysages sous-marins se composent entre autres de coraux et surtout d'une faune marine variée et réputée pour sa richesse (requins, raies, tortues, poissons...). Les paysages sous-marins et leur biodiversité constituent l'un des enjeux socio- économiques majeurs de l'avenir des atolls touristiques de Polynésie. Or ils subissent les effets du changement climatique (blanchissement des coraux, évolution de certaines espèces...). Afin de proposer des actions de préservation des fonds marins il est important de comprendre si ces changements sont déjà perceptibles et en particulier si les populations (locaux et visiteurs) ont déjà conscience des changements environnementaux en cours.
Pour ce faire nous avons interrogé des catégories d'individus qui fréquentent ou ont fréquenté ponctuellement ou fréquemment ces paysages sous-marins : les plongeurs en bouteille, mais aussi les pêcheurs en apnée locaux et les pratiquants du *snorkeling* (adultes et adolescents). Au plan méthodologique, le contenu des observations paysagères des habitants et des touristes a été recueilli grâce à l'analyse de nombreux » carnets de plongée », doublée d'entretiens approfondis avec des professionnels de la plongée et de la pêche. Les perceptions des adolescents de Rangiroa, pratiquants du *snorkeling*, ont également été recueillies au moyen de dessins des paysages sous- marins réalisés à notre demande. La méthode déployée permet d'interroger des personnes ayant un recul d'environ 25 ans dans le passé et acceptant de se projeter dans les prochaines décennies.

Ainsi les observations par la population permettent de connaître la composition de ces paysages au cours du temps et complètent les jeux de données recueillies par les scientifiques (biologistes par exemple). En effet, en dépit de biais liés au vocabulaire employé par les observateurs ou à des préférences pour certaines espèces-phares ou certains paysages plus esthétiques, le paysage décrit dans les carnets, les discours et les dessins enrichit les informations scientifiques sur les effets du changement climatique, relatives en particulier à l'état et à l'évolution de la biodiversité marine. Faute de moyens suffisants, les données scientifiques acquises jusqu'à présent demeurent, sur ce territoire, effectivement lacunaires, car opérées ponctuellement dans le temps et dans l'espace et centrées sur des espèces cibles. À l'inverse, les observations paysagères des plongeurs, des pêcheurs et des adolescents sont plus nombreuses, plus fréquentes et plus globales.
Cette association de données peut aider les scientifiques à construire des scénarios prospectifs de gestion des changements environnementaux et les acteurs à protéger la ressource sous-marine des atolls.

Mots-Clés: atoll, plongée, sous, marin, paysage, adolescents

Relier : la mise en réseau des îles

Navires ravitailleurs : des passeurs de modernité face aux forces de la nature

Daphné Buiron [1]

[1] Daphné Buiron – Penn Ar Bed – France

Depuis toujours, les navires ravitailleurs, cordons ombilicaux tissés entre les îles et le continent, restent des éléments forts dans le cœur des iliens. Leur arrivée les rituels de rencontres, de déchargements, d'échanges, rassure ou attriste. On nait et on meurt dans les métropoles aujourd'hui, mais c'est en bateau que l'on rentre à l'île. Au fil des années, les développements technologiques, informatiques et touristiques ont modifié le rôle de ces passeurs. Rotations plus nombreuses, requêtes de services plus exigeantes : le coût associé monte en flèche. La saisonnalité s'intensifie, météo-dépendante toujours, et les creux hivernaux restent délicats à gérer.
Nous proposons ici une comparaison de l'évolution des liaisons maritimes de deux espaces forts de leurs caractères uniques, contrains aux dépendances du ravitaillement par cargos et à une influence grandissante du commerce et du tourisme : l'île bretonne d'Ouessant d'une part, le Groenland et ses archipels, d'autre part.

Il y a 50 ans, les navires représentaient à Ouessant l'unique moyen d'assurer les ravitaillements vitaux, d'exporter les ressources, et de garder un lien avec le continent. Des rotations peu nombreuses, dangereuses, via des infrastructures fragiles et couteuses. Les visiteurs étaient rares et pour les jeunes iliens, le bateau était le passeur vers leurs rêves de vie meilleure. Aujourd'hui, l'attachement aux navires est intact, mais leur rôle a totalement évolué. Les bateaux de la compagnie Penn Ar Bed ravitaillent en nourriture, mais également en tous les objets de confort moderne commandés sur internet. Le transport plus aisé de matériaux de construction impacte le paysage de l'île où les résidences secondaires fleurissent. Si l'hiver reste encore (trop) calme au goût de l'économie de l'ile, en été, les navettes accueillent des milliers de touristes dont le nombre ne cesse d'augmenter. Une source majeure d'économie, et l'occasion de métissages avec des mondes éloignés. Vivre ensemble, c'est désormais accueillir celui surgi de contrées exotiques, ou celui venu ouvrir une nouvelle page de sa vie.

Avec quelques années de retard, le Groenland, 50 000 habitants répartis le long du littoral, vit une évolution ressemblante. Le gel de la banquise et la météo restent maîtres des calendriers de la Royal Arctic Line, unique compagnie des bateaux ravitailleurs. Sur une terre où rien ne pousse, nourriture et objets de vie quotidienne sont apportés depuis le Danemark. En retour, les cargos chargent déchets et pêches exportés dans le monde entier. Certains villages restent inaccessibles durant plusieurs mois d'hiver. Prévoir sa liste de course pour 4 mois n'est pas aisé ! Au printemps, tout manque lorsqu'arrive le premier brise-glace. Les groenlandais voyagent peu, par avion. En revanche, le nombre de touristes augmente et représente une nouvelle source de revenus et accueillie avec enthousiasme ! Pourtant, le risque est réel de voir les visiteurs acheter les denrées précieuses réservées aux locaux. Ce constat soulève le besoin d'étudier le ravitaillement de ces saisonniers et de les sensibiliser. A Ouessant, on déplore le contraire : les vacanciers apportent trop souvent leur repas plutôt que d'acheter sur l'île. Deux îles dépendantes des liaisons maritimes, où le fossé se creuse entre exigences de modernité, et caprices de la nature

Mots-Clés: Navire, ravitaillement, tourisme, saisonnalité

Relier les îles par un magazine télévisé géographique: retours sur un projet de recherche-action dans les îles du Ponant

Laura Corsi [1]

[1] Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG - Géomer) – Université de Rennes II - Haute Bretagne, Université de Nantes, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6554, Université d'Angers, Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM), Université de Bretagne Occidentale (UBO), Université de Bretagne Occidentale [UBO] – Place Nicolas Copernic 29280 Plouzané, France

L'expression « îles du Ponant » désigne à la fois un ensemble de 908 territoires insulaires situés sur la façade Manche et Atlantique française (Brigand, 2000) et le nom du réseau unissant treize d'entre eux. Les critères qui distinguent ces treize îles sont la discontinuité géographique, la présence d'un peuplement permanent (allant de 120 habitants pour Hoëdic à 5490 habitants pour Belle-Île-en-Mer) et leur statut communal. Elles ont entamé un processus de mise en réseau dans les années 1970 avec la création d'une association réunissant les élus insulaires. Leur objectif premier était de structurer une action politique visant à obtenir des compensations économiques aux contraintes de l'insularité. Au cours des années, cette organisation a diversifié ses missions et joue aujourd'hui un rôle d'interface entre les îles et l'État, pour des questions économiques, environnementales, réglementaires, etc. D'autres initiatives, plus récentes et portées par des acteurs variés, tissent aujourd'hui des liens entre les îliens. Cette communication vise à faire le bilan de ce processus de mise en réseau, en analysant notamment les contraintes et les intérêts à échanger entre les îles, identifiés par les acteurs de cette dynamique. Les travaux sur les réseaux insulaires portent principalement sur les îles-États ou sur les îles océaniques. Cette étude de cas permet alors d'interroger les motivations et les apports de la mise-en-réseau de petites îles pré-continentales, non organisées en archipel, et bien intégrées aux dynamiques du continent. Les îles du Ponant partagent également depuis la seconde moitié du XXème siècle une situation de déclin démographique, liée à l'abandon des activités traditionnelles maritimes, militaires ou agricoles. Pour les plus petites îles, le maintien d'une population à l'année devient un enjeu central. On observe pourtant depuis le début des années 2000 une stagnation, voire une augmentation de la population. Les signes, les acteurs et les leviers de cette nouvelle attractivité sont analysés par le programme de recherche Initiatives et Développement dans les îles du Ponant. Ce projet s'ancre dans une démarche de recherche-action, construite en collaboration avec les élus insulaires. La restitution des résultats et le partage d'expériences entre les îles est apparue nécessaire pour encourager la mise en œuvre d'initiatives individuelles. Face à la contrainte de la distance géographique, deux géographes du projet ont réalisé une série documentaire télévisée de 19 épisodes de 26 minutes, diffusés sur les chaînes locales et internet. Cette communication vise à faire un retour réflexif sur cette expérience : Comment et pourquoi les chercheurs peuvent-ils participer à la mise en réseau insulaire ? Quel est l'intérêt de mobiliser le langage audiovisuel et les réseaux télévisés dans les études insulaires ? Quelles médiations ont été opérées au cours de ce projet ? Qu'a apporté cette expérience à la dynamique de mise en réseau ?

Mots-Clés: Îles du Ponant, Géographie audiovisuelle, Recherche, Action, Réseaux insulaires

L'île et le transport maritime

Cécile De Cet Bertin [1]

[1] Aménagement des Usages des Ressources et des Espaces marins et littoraux - Centre de droit et d'Economie de la mer – Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Brest, Institut français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut de Recherche pour le Développement, Université de Bretagne Occidentale [UBO] – France

La desserte des îles dans tous les Etats membres de l'Union européenne est organisée dans un cadre juridique fixée par un règlement européen de 1992 (1) appelé « règlement cabotage ». L'adoption de ce règlement est révélatrice de la singularité des îles du point de vue du transport maritime. Ses dispositions ont été intégrées dans le droit interne (code des transports) alors que ce n'était pas nécessaire car un règlement européen est d'application directe en droit interne. C'est ainsi que le code des transports français ne fait que reproduire les dispositions du règlement européen. Quel est l'effet de cette répétition du régime juridique du cabotage avec les îles ? Telle est l'un des questions que pose le sujet.

Une étude aux confins de l '« île et du droit du transport maritime » peut aussi conduire à poser une question essentielle : qu'est-ce qu'une île en droit du transport maritime ? L'île, en droit peut être définie de différentes manières. C'est ainsi que l'article 121 de la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer énonce : « 1. Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute ». Cette définition qui est nécessaire en raison de l'objet de la convention (définition des compétences des Etats sur la mer) n'est pas nécessairement utile au droit du transport maritime. A travers les cas jugés par la Cour de justice de l'Union européenne (2), nous pouvons constater que la définition juridique de l'île sous l'angle du transport maritime est autre. C'est ainsi que Ceuta et Melilla sont considérées comme des ports insulaires, tandis que le Péloponnèse n'est pas une île, nous dit la Cour(3).

D'autres questions sont déterminantes : Quelles règles applicables au transport maritime révèlent la singularité de l'île ? En quoi le droit du transport maritime en provenance ou à destination d'une île est-il particulier au regard du droit du transport maritime ?

Pour répondre à ces questions l'étude reposera principalement sur les travaux d'élaboration des règles applicables au transport maritime à destination ou en provenance des îles, sur leur contenu et sur la jurisprudence qui en révèle à la fois la substance et la subtilité.

Notes :

(1) Règlement (CEE) n 3577/92 du Conseil du 7 décembre 1992 concernant l'application de la libre prestation de services de transport maritime à l'intérieur des Etats membres (cabotage maritime), JOCE n◦ L 364 du 12 décembre 1992, p. 7.

(2) Affaires C-288/02, C-251/04, C-128/10 et C-207/13 dans lesquelles la Cour interprète le règlement européen.

(3) Cette discussion est visible dans l'affaire C-288/02.

Mots-Clés: île, droit de l'Union européenne, droit maritime, prestation de services, transport maritime, contrats de service public

Caractériser les trajectoires agricoles insulaires : le projet de recherche SOFIANE

Catherine Darrot [1], Naïla Bedrani [2], Renaud Hourcade [3], Hélène Bailleul [4], Léa Sénégas [5], Anne Atlan [6], Anne Jaffrézic [7], Philippe Boudes

[1] Espaces et Sociétés (ESO) – Université de Nantes, Université du Maine, Université d'Angers, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6590, Université de Rennes II – Haute Bretagne – Maison de la Recherche en Sciences Sociales. Place du Recteur Henri Le Moal. 35043 Rennes Cedex, France
[2] Espaces et Sociétés – Université de Rennes 2 – France
[3] Arènes – CNRS – Univ Rennes, Institut d'Etudes Politiques de Rennes – France
[4] Espaces et Sociétés (ESO) – Université de Nantes, Université du Maine, Université d'Angers, Université de Caen Basse-Normandie, CNRS : UMR6590, Agrocampus Ouest, Université de Rennes II – Haute Bretagne – Maison de la Recherche en Sciences Sociales. Place du Recteur Henri Le Moal. 35043 Rennes Cedex, France
[5] Arènes – CNRS – Univ Rennes – France
[6] Espaces et Sociétés (ESO-RENNES) – CNRS : UMR6590, Université de Rennes II – Haute Bretagne – Maison de la Recherche en Sciences Sociales. Place du Recteur Henri Le Moal. 35043 Rennes Cedex, France
[7] Agro Campus Ouest Rennes (UMR Sol Agro hydrosystèmes Spatialisation) – Institut national de la recherche agronomique (INRA), Agrocampus Ouest – UMR SAS 65 rue de Saint Brieuc 35042 Rennes, France

Le projet SOFIANE a été initié en septembre 2018 et doit se poursuivre durant 4 ans. Fruit d'un cycle de cinq années de rencontres des acteurs du RAIA ayant débouché sur la structuration formelle de cette association, le projet se donne pour objectif de rassembler des données sur les spécificités structurelles, sociales, environnementales, économiques et politiques des agricultures insulaires afin d'étayer un plaidoyer en faveur de politiques d'appui spécifiques. La problématique générale du projet vise à saisir les facteurs explicatifs des différenciations agricoles insulaires, d'abord d'une ile à l'autre, ensuite et surtout entre trajectoires distinctes d'agriculteurs.

Le premier volet du projet consiste à rassembler des données descriptives des agricultures des 16 iles représentées dans le RAIA. Le projet s'est attelé en 2018-2019 à consolider un socle de données portant sur les formes de l'agriculture et les aspects géographiques, sociaux et économiques afférents. Ces données donneront lieu à la publication d'un atlas de l'agriculture des îles atlantiques fin 2019. Elles comprennent aussi un répertoire des instruments d'action publique agissant sur l'agriculture insulaire. Enfin, préfigurant le second volet, une amorce d'identification des facteurs jouant sur l'organisation et la trajectoire spécifique des filières alimentaires insulaires a été entreprise en 2019.

Le second volet repose sur des focus groups insulaires destinés à commenter et enrichir le diagnostic de spécificité de l'agriculture insulaire et des filières alimentaires qu'elle approvisionne, ainsi qu'à élaborer des scénarios prospectifs. L'approche du troisième volet sera systémique et orientée vers l'aide à la décision publique pour l'agriculture des iles atlantiques : les premières données disponibles soulignent l'importance des thématiques foncières et d'installation de nouveaux agriculteurs, ainsi évidemment que les enjeux de continuité-discontinuité territoriale avec le continent. Les démarches de transfert et de valorisation constituent le quatrième volet du projet Les livrables du projet, matériels et immatériels sont les suivants (par ordre d'apparition dans le temps) : un atlas de l'agriculture des îles atlantiques, un répertoire des instruments d'action publique agissant dans le domaine agricole insulaire détaillant les acteurs publics impliqués de l'Europe au local, un espace dans le site internet du RAIA dédiée aux objectifs et livrables du projet, l'organisation de focus group dans au moins 5 îles représentatives de la diversité des situations agricoles observées, un document structuré d'analyse et de propositions pour des mesures d'action publique spécifiques de l'agriculture insulaire, un cycle de rencontres de transfert politiques de l'Europe au local, un guide des procédures destiné aux candidats à l'installation agricole dans les îles atlantiques, une boîte à outils/malle pédagogique sur l'agriculture

insulaire (outil d'éducation populaire), des matériaux de cours issus du projet du niveau lycée agricole au niveau M2, 4 articles académiques en français, un article académique en anglais (article de synthèse), une session de congrès international dédiée aux questions de développement rural insulaire, une thèse de doctorat.

Mots-Clés: îles, agriculture, insularité, développement durable, participation, paysages, politiques publiques, territoire

L'Océanie insulaire face aux changements globaux, résistance, adaptation, résilience

Gilbert David [1]

[1] IRD UMR Espace-Dev (UMR Espace pour le Développement) – Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMR228 – France

Au-delà de leur diversité, que celle-ci porte sur les écosystèmes ou les sociétés humaines, tous les territoires de l'Océanie insulaire sont confrontés à une communauté de destin : leur futur face aux changements globaux, qu'il s'agisse de la globalisation/mondialisation ou du changement climatique. Face à ce dernier, la communauté de destin est d'origine géographique, une distinction pouvant être faite entre les îles hautes et les iles basses, celles-ci étant particulièrement vulnérables à la montée du niveau de la mer. Face à la globalisation, la communauté de destin est d'origine historique. L'entrée de l'Océanie dans l'économie Monde date en effet du 19esiècle (Doumenge, 1966) et la plupart des îles ont connu les traumatismes « du contact blanc » puis de la colonisation (Bonnemaison, 1986). Aux indépendances tous les nouveaux pays ont expérimenté l'utopie d'une « Pacific way ». Depuis la fin des années 1990, la globalisation a commencé à affecter les économies insulaires (David, 2003). La containeurisation puis le développement d'internet ont entrainé une fracturation des espaces nationaux entre les centres urbains et leur couronne reliés au système Monde et les espaces en périphérie (Ward, 1993). Face à ces changements, souvent perçus comme des porteurs de déstructuration plutôt que comme des opportunités, cinq réactions des sociétés insulaires ont été identifiés : l'évitement, l'opposition, la domestication proactive protectrice, la domestication sélective à moindre coût, la domestication assimilatrice. Les deux premières relèvent de l'homéostasie ou résistance des sociétés, les trois dernières relèvent de la résilience, une différence étant faite entre la résilience relationnelle et la résilience structurelle. Dans le futur, le changement climatique et la globalisation vont se conjuguer pour induire une nouvelle vulnérabilité des pays insulaires vis-à-vis de leur approvisionnement alimentaire. Pour relever les défis qui s'annoncent, l'Océanie insulaire doit prendre « le large » dans le domaine du développement durable (David *et al*., 2015). Les politiques nationales ne sont plus le garant de la viabilité future des Etats et territoires insulaires et de nouvelles coopérations doivent être mises en place au nouveau régional.

Mots-Clés: changements globaux, résistance, adaptation, résilience

Brest et les îles

Charlotte Delmotte [1]

[1] Université de Brest – Institut Universitaire Européen de la Mer (IUEM) – France

Ce sujet de recherche initié par Louis Brigand, se situe à cheval entre deux espaces, l'espace urbain brestois et l'espace insulaire de la mer d'Iroise. Ce sont des espaces à enjeux avec des caractéristiques spatiales et identitaires marquée. A l'heure où la ville de Brest s'ouvre au grand projet urbain, fait face à des enjeux démographiques liés à son statut de métropole mais aussi maritime avec ses différents ports, s'intéresser à cet espace urbain en mutation semble intuitif. Les îles de la mer d'Iroise font elles, face à des enjeux économiques et sociaux notamment lié au boom touristique. Ces deux espaces semblent ainsi porteurs d'enjeux. Toutefois ce ne sont pas ses aspects, directement qui sont abordés par la thématique de recherche. On voit se dessiner un lien entre les territoires, qui se défient à travers leurs identités fortes et ce répondent à travers divers aspects. Les deux territoires ont une interdépendance : logistique pour les îles, d'attractivité et économique pour Brest. La relation ces espaces est traditionnellement envisagée dans le sens île/ continent. L'intérêt de cette étude est justement d'explorer la relation dans le sens inverse. Le support d'étude est la ville de Brest, mais peut être envisagée avec d'autres villes qui ont une relation particulière aux îles comme Roscoff, Lorient, Douarnenez etc. Evidement certaines caractéristiques seront différentes car intimement lié à l'histoire des villes et leurs trajectoires sociales et économiques.

Mots-Clés: insularité, représentation, perception, île du Ponant, Brest, imaginaire

Poussières de l'Œkumène : périégèse des îles habitées de l'archipel monde

Christian Depraetere [1]

[1] Christian Depraetere – Institut de Recherche pour le Développement et la société, UMR ESPACE-DEV – France

De l'archipel monde, l'enfant ne peut percevoir sur la platitude des planisphères que la masse terreuse ou arlequine des continents dont l'embonpoint encombre d'un bleu profond et immense à peine moucheté de terres menues jetant là leurs tiretés, leurs pointillés, parfois leurs points – virgules et autres points de suspension... Il y trouvera même des points solitaires ; ont-ils un nom? Sont-ils habités? Une vie entière suffira-t-elle à tous les connaître et rencontrer tous ces peuples îliens, ces poussières de l'Œkumène dissimulées dans le pointillisme des cartes.

Le temps passant, l'enfant se fait homme et oublie ses naïves interrogations et ambitions ; il perd son ingénuité et en vient à se satisfaire de ne connaître que quelques îles, quelques noms, s'accommodant *volens nolens* de ne fréquenter que quelques-unes de ces communautés insulaires prisonnières d'un vaste océan ouvert sur l'archipel monde. Sont-ils innombrables ces fragments d'humanité? Sont-ils condamnés à graviter autour des astres populeux des grandes terres avec leurs mégalopoles grouillantes où se fait ou croit se faire le monde à venir?

La science des îles et de l'îléité tente de répondre à ces interrogations en posant des jalons scientifiques démontrant que, bien loin d'être marginaux, les lisières insulaires, terres et hommes confondus, sont par essence des synecdoques de l'archipel monde. Par leurs diversités plurielles, toujours hommes et terres confondues, les îles et leurs hôtes sont bien plus que la somme de leurs parts de l'Œkumène. Une périégèse d'îles en îles suggère bien au contraire le caractère intrinsèquement et nécessairement innovant de l'îléité, du vécu insulaire, face aux enjeux mondiaux. Espace contraint, c'est en ces lieux que peuvent être évaluées, dans tous leurs aspects, les politiques **économiques** susceptibles de faire du développement durable une réalité tangible et à valeur d'exemple. Cette affirmation ne procède par d'un propagandisme de bon aloi mais fait écho à une intervention remarquée du Président des Seychelles auprès des Nations-Unies : » *Les îles sont les baromètres de la politique environnementale internationale. C'est en premier lieu sur nos îles que le monde verra son succès ou son échec*. » *

Des îles du Ponant aux rivages de la Chine, depuis l'extrême-ponant jusqu'à l'extrême-levant, l'archipel monde recompose le fait insulaire, pas simplement en tant que lieu de prosaïques robinsonnades de masse, mais aussi et bien plus comme terres d'invention d'un autre avenir dans un espace à la fois contraint et ouvert.

**Président des Seychelles James Alix Michel, Rome, 2009. Traduction de: "Islands are the bellwethers of international environmental policy. The world will see their success or failure on our islands first." Le terme de « baromètre » est une traduction approximative de «bellwether » qui signifie « something that leads or indicates a trend ».*

Mots-Clés: Géohistoire sérielle de l'archipel monde, fragmentologie fonctionnelle des espaces insulaires, nissologie nomothétque, écolomie d'échelle insulaire, désenclavement des Etudes insulaires

Les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien au prisme du réseau aérien. Enjeux d'accessibilité

M-Annick Lamy-Giner [1]

[1] Océan Indien Espaces et Sociétés – Université de la Réunion : EA12 – France

Pour assurer les liaisons entre des îles, d'un même bassin, éparpillées sur une vaste superficie, l'avion s'avère un mode transport adapté (Ranély Vergé Dépré, 2014). Dans le Sud-Ouest de l'océan Indien composé de quatre États insulaires indépendants (Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles) et de deux départements français (Mayotte et La Réunion), l'accessibilité aérienne, bien que cruciale, se révèle très inégale. Aux territoires, relais de la mondialisation, s'opposent les espaces d'accessibilité malaisée, parfois en situation de surinsularité. Certains ont une vocation touristique affirmée, générant des flux colossaux, dans d'autres la problématique de l'enclavement prime.

Maurice, par le biais de sa compagnie aérienne, s'impose comme le principal hub aéroportuaire du Sud-Ouest de l'océan Indien (Lamy-Giner, 2014). Elle est reliée aujourd'hui à une vingtaine de destinations, surtout localisées sur les pourtours de l'océan Indien (Afrique du Sud, Australie, Inde, Kenya, Malaisie). Elle s'érige ainsi comme la principale plaque-tournante vers les destinations lointaines. En revanche, pour la desserte des îles de la zone, Maurice est fortement concurrencée par La Réunion qui a su se positionner à l'avant-poste. La première est connectée à six destinations insulaires régionales, contre neuf pour la seconde. Le relatif rayonnement de La Réunion s'opère par le biais de sa petite compagnie aérienne, en l'occurrence Air Austral. Pour autant, la toile aérienne régionale apparaît insuffisamment maillée. Les mobilités inter-îles restent pénalisées tantôt par une faiblesse des rotations, tantôt par une durée élevée de parcours. D'autant qu'il existe aussi des chaînons manquants entre les capitales insulaires de ce bassin indianocéanique. Distance-temps, distance-coût et distance-politique sont convoquées ici pour comprendre les logiques et l'architecture d'un réseau aérien régional dont la connexité reste à construire.

Quelques velléités de structuration du réseau aérien régional, à l'initiative de la Commission de l'océan Indien (COI), sont néanmoins menées. L'alliance Vanille, qui a vu le jour en juin 2015, symbolise ces aspirations. Quoique l'environnement régional soit davantage propice à la concurrence qu'à la complémentarité. Typiquement, le ciel aérien régional est le théâtre de pro- fondes restructurations, faites de fusion et d'abandon de lignes. Elles sont le reflet des stratégies et ambitions des compagnies aériennes, des volontés politiques et des spécialisations touristiques.

L'objectif de cette communication est d'appréhender les interrelations entre insularité, desserte aérienne et mobilité au sein du bassin occidental de l'océan Indien. Si Maurice semble dominer le paysage aéroportuaire régional, sa suprématie est aujourd'hui contestée par La Réunion.

Les résultats font la part belle à une analyse des mobilités inter-îles, de leurs déclinaisons, et des enjeux inhérents. Il s'agit de montrer comment le transport aérien construit, influence et modifie le réseau insulaire du Sud-Ouest de l'océan Indien. En d'autres termes, les relations de voisinage sont décortiquées à la loupe de l'accessibilité.

Mots-Clés: accessibilité aérienne, mobilités, réseau insulaire, océan Indien

Le quotidien des immigrés clandestins de Mayotte entre espoir et mirage d'une île ultrapériphérique de l'Europe

Georgeta Stoica [1], Philippe Charpentier [1]

[1] Laboratoire ICARE/ CUFR Mayotte – Université de la Réunion – France

Le quotidien des immigrés clandestins de Mayotte entre espoir et mirage d'une île ultrapériphérique de l'Europe

Philippe Charpentier, Laboratoire Icare, Université de La Réunion. Cufr de Mayotte. Georgeta Stoica, Laboratoire Icare, Université de La Réunion. Cufr de Mayotte.

L'île de Mayotte, 101ème département français depuis 2011, est située dans l'Océan indien, dans le canal du Mozambique (Taglioni, 2006).

Ce département est à la fois dans une situation paradoxale puisqu'elle est dans une position périphérique par rapport à la métropole et à l'Union européenne et dans une position centrale (Sanguin, 2007) sur le plan économique et social par rapport aux autres îles de l'archipel des Comores et de Madagascar.

L'île de Mayotte se trouve à la croisée des chemins : entre traditions et modernité ; dans une situation de rattrapage (Vitalien, 2002) de standards sanitaires, sociaux, urbanistiques, administratifs par rapport à la métropole et l'Europe mais aussi dans une situation où elle doit gérer des flux migratoires importants du fait de son attractivité pour les autres îles voisines. Ce petit territoire ; éloigné de la métropole et de l'Europe continentale, est une des grandes portes d'entrées pour des populations en quête d'un avenir meilleur sur un territoire européen. La dernière enquête de l'Insee de 2018 indique que 48 % de la population de l'île est immigrée (Insee, 2019).

Cette situation ; qui oblige des populations à vivre dans la clandestinité, dans des situations parfois paradoxales, nourrit les faits divers des médias locaux qui se font l'écho de manière journalière de cette question de l'immigration, de ses conséquences pour la population mahoraise. Cette question est d'ailleurs aujourd'hui au cœur des préoccupations de la population mahoraise comme l'indiquent les résultats des dernières élections européennes de 2019 où le parti d'extrême droite *Rassemblement national* a recueilli près de 70 % des votes.

Dans ce contexte, cette communication aura pour objet de dégager toute la complexité de ce que peut être une vie de clandestin à Mayotte et qui plus est dans une petite île de l'Océan indien. La complexité de cette situation sera rendue par l'analyse d'entretiens semi-directifs de clandestins et de coupures de journaux locaux sur la question de la présence d'immigrés sur l'île et les conséquences de cette immigration pour les personnes qui vivent cette situation (Schnapper, 2000, 2003).

Bibliographie :

Insee (2019). A Mayotte, près d'un habitant sur deux est de nationalité étrangère, *Insee Première*, n◦1737.

Sanguin. A.-L. (2007). Périphéricité et ultrapériphéricité insulaires dans l'Union européenne,

L'Espace Politique, 2.2.

Schnapper, D. (2003*). La Communauté des citoyens*. Paris. Gallimard. Schnapper, D. *(2000).*

Qu'est-ce que la citoyenneté ? Paris. Gallimard.

Taglioni, F. (2006). Les petits espaces insulaires face à la variabilité de leur insularité et de leur statut politique de, *Annales géographie*, n◦652, p. 664-687.

Taglioni, F. (2010). L'insularisme : une rhétorique bien huilée dans les petits espaces insulaires. Dans Olivier Sevin. *Comme un parfum d'île*, PUF, p. 421-435.
Vitalien, C. (2002). Les régions ultra-périphériques entre assimilation et différenciation, *Revue française d'administration française*, n◦101, p. 115-126.

Mots-Clés: Clandestin, immigration, Europe, insularité

Poissons et pêcheurs au cœur des liens archipélagiques en Nouvelle-Calédonie

Catherine Sabinot [1], Séverine Bouard [2], Camille Fossier [3], Gilbert David [4]

[1] UMR Espace pour le Développement (IRD, UM, UR, UA, UG) – Nouvelle-Calédonie
[2] Institut Agronomique néo-Calédonien – Nouvelle-Calédonie
[3] UMR Espace pour le Développement (IRD, UM, UR, UA, UG) – Nouvelle-Calédonie
[4] UMR Espace pour le Développement (IRD, UM, UR, UA, UG) – Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMR Espace Dev – France

En Nouvelle-Calédonie, les réseaux marquants les liens entre les îles sont nombreux et touchent les dimensions sociales, culturelles, coutumières, économiques comme symboliques : les réseaux coutumiers qui sont entretenus par des échanges lors des mariages, des décès, des intronisations de chefferie, des événements marquant le cycle de la vie en milieu kanak ; les « chemins des morts » qui sillonnent le lagon et les fonds sous-marins de l'archipel (Tjibaou 2018) ; les espèces marines tels les maquereaux, les picots, les requins, les dugongs ou encore les tortues marines qui relient les îles entre elles et rythment les pratiques sociales associées ; les citoyens calédoniens qui pour des raisons sociales et économiques ne s'adonnent non pas à un exode rural mais présentent des dynamiques particulières de mobilité entre les îles, entre la côte ouest de la Grande Terre et la côte est, entre Nouméa et la » brousse » (Pestana *et al* 2016), et assurent la circulation de produits de la mer et de la terre (Bouard et Sourisseau 2010 ; Sabinot *et al* soumis) ; etc. Ces réseaux s'inscrivent sur les fonds sous-marins, en pleine eau comme en surface. Les voies de navigation et de circulation sont marines, terrestres et aériennes. Plusieurs projets de recherche récents s'intéressant à la pêche et aux pêcheurs en Nouvelle-Calédonie nous permettent aujourd'hui de rendre compte du rôle des pêcheurs dans la création de ces liens archipélagiques. En nous appuyant sur des entretiens menés sur les îles Loyauté, les îles Belep, les îles du Grand Lagon Sud ainsi qu'en Grande Terre et en mobilisant des données spatialisées, nous proposons de décrire succinctement comment s'organise le monde de la pêche en Nouvelle-Calédonie, de montrer de quelle manière les pêcheurs contribuent à l'entretien des liens entre les îles et d'analyser l'intrication particulière des enjeux coutumiers, sociaux et économiques dans ces dynamiques.

Mots-Clés: pêcheurs, insularité, liens, poisson

ESS et territoires insulaires : quelle(s) dynamique(s) d'innovation sociétale ?

Pascal Glémain [1]

[1] LiRIS – Université de Rennes – Université Rennes 2 – Haute Bretagne : EA7481 – France

Interroger le développement local des territoires insulaires à partir des entreprises sociales, c'est engager une démarche reposant sur la compréhension de la capacité de ces acteurs « situés » [1] à en maîtriser les évolutions à venir par l'entrepreneuriat (Brigand *et al.*, 2014) donc à participer à « *le faire advenir »*. Avec Artis *et al.* (2009) et Demoustier (2006), l'ESS apparaît comme un champ au service du territoire. Mais, la question se pose de la nature des interactions stratégiques entre les territoires et leurs Organisations d'ESS (OESS). En d'autres termes, en quoi les territoires seraient-ils apprenants des OESS elles-mêmes apprenantes de ceux-là ? En quoi ces OESS présentent-elles un « avantage comparatif » au service du territoire et de l'intérêt général, relativement aux entreprises de capitaux ou « sociétés commerciales » ?

Si le développement local résulte le plus souvent d'une logique ascendante « *top down »*s'appuyant sur la mobilisation des forces vives d'un territoire, il semble aussi possible que, parmi celles-ci, les OESS prennent conscience d'un sort commun (diagnostic partagé) en bâtissant un projet collectif pour garantir leur propre avenir (Gontcharoff, 2002). Mais, cette conscientisation est-elle renforcée lorsqu'il s'agit de territoires insulaires et d'innovation sociétale (économique, sociale et territoriale) ? Cette interrogation nous aident-elles à faire des OESS des entreprises sociales au service du territoire ?

Notre proposition s'intéresse aux rapports et aux apports aux dynamiques des territoires des OESS où, comme le souligne Bioteau et Féniès (2015), « *l'enjeu de la co-construction est essentiel »*. Nous nous appuyons à la fois sur un travail collectif (Bégué *et al.*, 2018) financé par la Fondation de France auquel nous avons participé et commandité par l'Association des Iles du Ponant (AIP), et, sur des travaux en géographie de l'ESS (Glémain *et al.*, 2010 ; Bioteau *et al.*, 2013).

[1] Nous précisons ici que par « site » nous entendons, au sens de Zaoual (2002), le pont établi entre l'individu et la société au sein de laquelle il évolue, rejoignant ainsi la géographie traditionnelle qui rend complémentaires le site et la position « expliquant *pourquoi tel espace social a émergé à tel endroit »* (Lévy et Lussault 2003, p.848).

Mots-Clés: Economie Sociale et Solidaire, territoires, dynamiques, innovation sociétale, îles

Les îles privées, un modèle de gestion naturaliste pérenne ?

Bernard Pallard [1]

[1] entreprise privé – France

Jusque dans les années 1960, les îles étaient dans leur majorité des lieux de vie rude à finalité agro-marine. La préoccupation environnement était toute autre que celle de nos perceptions actuelles. Les zones non exploitées constituaient ce qu'on n'appelait pas encore des espaces naturels. Ce sont les propriétaires actuels et leurs ascendants qui ont fait vivre le concept d'îles privées, bâties ou non, non ouvertes au public, gérant un territoire maintenant qualifié de « sauvage ».
Les propriétaires ont une conscience aiguë de détenir un patrimoine foncier et écologique exceptionnel qu'ils gèrent, certes, dans le respect des obligations légales mais surtout en fonction de leur culture et de leur sensibilité à l'environnement. Il en résulte une riche diversité de pratiques.

Certains sont des planteurs et contribuent activement au paysage qui fait écho alors à celui du littoral ou des grandes îles.

D'autres ont une approche naturaliste différente et, soit en ont confié la gestion à des associations, soit en assurent eux-mêmes la gestion dans un esprit que l'intimité avec leur île rend plus intense. Ils vont jusqu'à un travail d'inventaires scientifiques et d'observations actives destiné à nourrir les bases de données naturalistes existantes quand des relations de partenariats existent comme par exemple avec Bretagne Vivante ou le Parc Naturel Marin d'Iroise.

D'autres, aussi, ont opté pour la non-intervention, soit sur la totalité de leur île soit sur certains secteurs choisis créant une mosaïque de milieux. Ou encore ouvert et/ou entretenu des prairies (débroussaillage, fauchage précoce ou tardif, pâturage) favorable à toute biodiversité.

Cette multiplicité des actions est d'un grand intérêt : elle permet que le paysage soit vivant, diversifié. Ce patchwork d'initiatives créé une véritable richesse conforme à l'esprit de Natura 2000.

Les îliens qui ont reçu la responsabilité de leur territoire dans le cadre d'un héritage poursuivent une œuvre entamée dans les décennies passées. D'autres, nouveaux venus (il existe un marché des îles privées) entament des actions dans un esprit pionnier que leur œil neuf peut rendre particulièrement innovant.

Cette gestion ainsi assumée par ces personnalités différentes très généralement enthousiastes – ce qui est une des caractéristiques des propriétaires d'îles – assure le suivi et la maintenance de ces sites sans que ces territoires difficiles à entretenir (logistique, énergie à mettre en œuvre) représentent une charge financière pour la collectivité.

L'Association Les Petites Îles de France représente un réseau d'une centaine d'îles privées, fractions de communes situées en Bretagne, Normandie, Méditerranée, Martinique. La protection du patrimoine foncier est au cœur de ses statuts en même temps que la conservation d'un environnement particulièrement fragile. Elle sensibilise ses adhérents à une gestion réfléchie, naturaliste entre autre, en liaison lorsque nécessaire avec des organismes experts. Un modèle à mieux re-connaître.

Mots-Clés: approche naturaliste, mosaïque de milieux, patchwork d'initiatives, réseau

Créer : les îles à travers le prisme des arts, des médias et de la médiation scientifique

Esthétique de l'estran insulaire aux confins de l'art et de la philosophie

Rémi Beau [1], Agnès Foiret-Collet [2]

[1] Institut des Sciences Juridique et Philosophique de la Sorbonne (ISJPS) – Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne – France
[2] Arts, Créations, Théories, Esthétiques – Université Panthéon-Sorbonne, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8218 – France

L'île, détachée du monde, concentre la plupart des enjeux environnementaux, notamment celui des devenirs littoraux. Le cordon littoral qui entoure les îles est marqué par la problématique du réchauffement climatique, de la vulnérabilité des écosystèmes, du retrait du trait de côte, du mouvement du cordon dunaire, de l'empoisonnement des sols. Que peut l'art dans le contexte de ces catastrophes ? Quelle responsabilité peut-il endosser ? Comment se soucie-t-il du devenir écologique des sites naturels ?

Les représentations intellectuelles ont souvent réduit le rivage insulaire à une ligne de séparation entre la terre et la mer. L'île est « comme un œuf », écrivait Deleuze. Dans son épaisseur, l'espace côtier ilien est en réalité une interface qui permet de repenser les relations humain-nature dans une expérience en temps réel des limitations tout autour de soi. L'appropriation temporaire de l'estran continental et insulaire par la création artistique est un phénomène qui intéresse la recherche du point de vue de l'esthétique environnementale. L'exposition corporelle à la mer en mouvement est une expérience offerte à tout un chacun, balayant l'alternative de l'humain dominant la nature ou de la nature dominant l'humain. L'estran des îles, en particulier celles des zones de fort marnage telles que les îles armoricaines ou les îles du Nord-Est américain, considéré à l'aune d'une esthétique du commun, ouvre des perspectives du côté de l'altérité sociale et du vivre ensemble, conjuguant milieu et territoire, interrogeant leurs frontières. Le moment vécu de l'estran insulaire, parce qu'il est éphémère, produit une intensification du vivre, propice à l'émergence d'une éthique de la nature ordinaire.

Écartant les propos globalisants, nous étudierons ces questions en examinant quelques pratiques de création artistique développées sur le littoral insulaire. Adoptant en premier lieu une approche diachronique, nous retracerons à partir d'exemples précis l'évolution de ces pratiques depuis les représentations picturales du rivage qui jalonnent les XVIIIe et XIXe siècles à un art environnemental qui se pratique *in situ* et engage la participation d'une diversité humaine et non humaine de praticiens du littoral (des peintures de l'estran rocheux des îles de Groix et d'Ouessant d'Henri Moret à la fin du XIXe siècle aux œuvres éphémères actuelles de Roger Dautais sur l'île de Stuhan). Ce premier parcours nous conduira en direction de l'estran insulaire qui constitue l'un des milieux naturels où s'exprime de la façon la plus puissante l'entrelacement de la créativité sociale et biologique. Nous montrerons ensuite comment le principe de la création artistique dans les espaces littoraux insulaires résonne dans la pensée écologique et s'associe aux nouvelles formes de médiation scientifique et à la recherche en éthique environnementale pour inventer des façons plus légères d'habiter la terre.

Mots-Clés: Estran, Création artistique, Esthétique environnementale, Éthique de l'ordinaire

Les îles vues par le cinéma

Corinne Benand [1,2]

[1] doctorante École des hautes études en sciences sociales – CRAL – France
[2] Centre de recherches sur les arts et le langage – École des Hautes Études en Sciences Sociales – France

Il y a trente ans, pour *le cas de l'île de Sein*, la question fut posée lors du colloque « Territoires et sociétés insulaires » de novembre 1989 en ces termes : « *L'étude de la production audiovisuelle consacrée aux îles peut-elle constituer une approche de l'insularité ?* ».
Depuis, de nouvelles et vastes explorations invitent à nous intéresser aux îles du monde et à regarder les apports du cinéma face aux enjeux environnementaux qui pèsent sur les îles et la planète. Nous irons donc au-delà des îles de Bretagne et des côtes Françaises, sur toutes les mers du globe, à la rencontre de l'île dans les films fiction de diverses nationalités de production.

Lieux souvent d'une grande beauté, sauvages, sublimes, magiques, mystérieux, mythiques, habités, les îles restent des territoires d'exception. Dans l'imaginaire collectif aussi. La fascination est universelle, les films internationaux en témoignent. Cependant, il y a île et îles. L'île symbolique des scénarios et l'île apparente à l'écran, les îles comme lieux de tournage et les reconstitutions cinématographiques d'îles virtuelles ou inaccessibles. Depuis toujours, les îles inspirent le cinéma. Et le cinéma nourrit aussi les îles. Echanges féconds.

Dans la perspective des travaux de Marc Ferro, nous considérons ici le film en tant que » révélateur social », « un film étant à la fois produit, témoin et agent de l'Histoire ». Et parce qu'« un film est toujours débordé par son contenu », nous interrogeons l'image de l'île des films en l'observant par tous les plans et contours et ouvertures, grâce à une analyse filmique transversale et minutieuse.

Partis à la rencontre des relations de l'Homme aux îles dans le cinéma, nous découvrons alors d'autres interférences. Et nous mettons en évidence des interconnexions conceptuelles et idéologiques entre images de l'*île* et celles de la *nature*. Ainsi, ces explorations anthropologiques de l'île cinématographique nous ouvre à un espace-temps planétaire, et nous positionne au cœur des enjeux de société(s). Les îles du cinéma portent à l'écran les questions sociologiques et démocratiques qui se posent aux femmes et hommes contemporains face à leur histoire, et face à leur devenir.

Les images et représentations de l'île au cinéma recomposent une cosmographie insulaire imaginaire qui dialogue étroitement avec les problématiques des îles réelles. De l'enfer au paradis, tous les fantasmes d'une société » à reconstruire » y sont présents. L » île cinématographique semble fonctionner comme un modèle réduit de la planète Terre. Le corpus des films actionne les sonnettes d'alarme des dérives de notre civilisation dans ses rapports à l'environnement. Plus positivement, des pistes de développement (*sustainable*) seraient-elles contenues dans le répertoire des films ? L'analyse filmique des représentations de l'île à l'écran ouvrirait-elle d'autres perspectives à l'Homme du XXIe siècle dans ses relations à la Nature ?

« Et l'importance capitale du cinéma, d'abord muet, fut d'apporter enfin aux hommes un moyen de s'entre-communiquer des pensées-images. » Jean Epstein

Mots-Clés: analyse filmique, environnement, insularité, représentations

Île et création, une relation particulière au lieu

Dominique Berthet [1]

[1] CEREAP – Martinique

Au-delà des clichés et des fantasmes, l'île et ce qui s'y crée méritent une attention particulière. Depuis l'Antiquité, l'île fut le lieu privilégié de projections d'une vie idéale. Plus tard, les utopies littéraires se situèrent souvent dans des îles aussi mystérieuses que généreuses. Si l'île est donc parfois associée au paradis perdu, elle peut également être perçue comme inquiétante, hostile ou dangereuse. L'île inspire donc deux types de représentations antagonistes. Mais il s'agit généralement d'une perception extérieure. La relation à l'île donne lieu en effet à des approches différentes, selon que l'on est îlien ou continental ; ces espaces ne sont envisagés ni vécus de la même façon par un natif ou un étranger.
Qu'en est-il de la production artistique ? Une question se pose fréquemment : l'île favorise-t-elle la création ou est-elle au contraire un frein ? Est-elle un facteur dynamisant ou un handicap ? Stimule-t-elle ou frustre-t-elle ? Vivre et travailler sur une île, quand on est artiste, n'est pas sans conséquence. La relation au lieu est, là aussi, déterminante. La présence de la mer et l'obligation de la franchir lorsque l'on veut présenter son travail à l'extérieur sont aussi des paramètres importants. Comment l'artiste surmonte-t-il cette situation ? De plus, l'insularité a-t-elle des répercussions sur la réalisation matérielle des œuvres ?

Peut-on par ailleurs parler d'une spécificité de la création insulaire ? L'usage d'ailleurs du singulier est sans doute problématique. Il serait sans doute davantage pertinent de parler de créations insulaires. L'art réalisé dans ce contexte se caractérise-t-il par un certain nombre d'aspects spécifiques ? Est-il identifiable comme tel ? Enfin, quelle place le marché de l'art international accorde-t-il aux productions des artistes îliens ?

Toutes les îles n'ont pas la même histoire quant à leur peuplement. Les îles de la Caraïbe ou celles de Polynésie étaient habitées depuis des millénaires avant l'arrivée des Européens. D'autres, comme La Réunion ne l'étaient pas. Cela dit, l'île est souvent associée à une histoire coloniale. À la fois semblables et dissemblables, l'histoire des îles a donné naissance, en Caraïbe par exemple, à des peuples nouveaux, issus de l'esclavage et du métissage. Les œuvres portent d'ailleurs souvent la trace de cette histoire.
De plus, dans le contexte de mondialisation, qu'advient-il des cultures régionales ? Comment survivre dans un rapport de force évident : dominant/dominé ? Les langues et les cultures des îles témoignent d'une réelle vitalité et d'une volonté de s'affirmer, de défendre leur identité face à la tentative de globalisation qui ne cesse de s'étendre. La sauvegarde d'un patrimoine culturel, de traditions (danse, musique, artisanat, etc.) se manifeste comme une forme de résistance. Comment la création insulaire dans toute sa diversité réagit-elle face à cette mondialisation ? Quelles sont les aspirations des artistes îliens ? Sont-elles spécifiques et/ou rencontrent-elles celles des artistes continentaux ?

Mots-Clés: art, création, insularité, Caraïbe

Expressions créatives insulaires: Poétiques littéraires et musicales en Guadeloupe et en Martinique

Aurélie Boutant [1]

[1] Université de Montréal – UdeM (CANADA) – Canada

La Martinique et la Guadeloupe sont porteuses d'histoires, de cultures et de langues qui s'entremêlent dans le bassin caribéen. Comme le note Edouard Glissant : « L'insularité prend un autre sens. On prononce ordinairement l'insularité comme une névrose d'espace. Dans la Caraïbe pourtant, chaque île est une ouverture (249 : 1981) ». Comme héritage historique, ce pétrissage culturel de la « créolisation » (Glissant 1994) façonne à la fois les îles, mais également les sujets caribéens à travers leur vécu et leur palette subjective.

Dans ma présentation, je me demanderai dans quelle mesure la créativité et l'imaginaire des artistes caribéens leur permettent de canaliser, voire transfigurer et harmoniser la tension entre le soi et l'autre, l'isolement et la relation en une signature artistique des insularités caribéennes. En plus d'être inextricablement reliés à des facteurs historico-contextuels, le cheminement et l'acte de la création sont également informés par la négociation d'une relation entre l'artiste dans sa localité insulaire et la connexion au réseau « archipélique » (Glissant 1997) caribéen. En prenant appui sur quelques compositions de formations musicales du jazz caribéen (*Groove Bo Kannal*, Mario Canonge, Hervé Celcal) et sur la poétique littéraire de Daniel Maximin dans son essai *Les fruits du cyclone : Une géopoétique de la Caraïbe* (2006) et son roman *L'isolé soleil* (1981), je démontrerai que ces artistes se cherchent eux-mêmes par le biais d'un voyage symbolique à teneur historique pour sonder les richesses des cultures créolisées.

Je soulignerai l'expression de sensibilités insulaire et « archipélique » des artistes, se traduisant par le refus de tout cloisonnement dans un genre artistique ou un rythme particulier : « Les cultures caribéennes se caractérisent ainsi par le refus de tout encerclement, de toute injonction esthétique ou idéologique, autre que l'exigence de la liberté. Contre les prismes des langues, styles, des genres, des manifestes littéraires, plastiques ou musicaux » (Maximin 17 : 2006). Ces sensibilités revendiquent la mouvance pour fouiller la mangrove de l'histoire et des cultures poreuses. En fin de compte, l'art devient lui aussi une mangrove où les genres littéraires (le roman, la poésie, le conte) et les rythmes musicaux de la biguine (musique et danse traditionnelle des Antilles françaises), du zouk, de la salsa, du jazz, et du compas haïtien s'imbibent les uns des autres, telles des ramifications rhizomatiques pour articuler des œuvres composites.

Références

Glissant, Edouard. *Introduction à une poétique du divers* : Presses de l'Université de Montréal : Montréal, 1994.

–*Traité du Tout-Monde*. Gallimard : Paris, 1997.

Maximin, Daniel. *L'isolé soleil*. Paris : Editions du Seuil, 1981.

–*Les fruits du cyclone : Une géopoétique de la Caraïbe*. Paris : Editions du Seuil, 2006.

Mots-Clés: Iles, Caraïbe, Musique, Littérature

Les îles dans l'imaginaire et le réel du Nordeste Brésilien : entre représentations mythiques, alternatives culturelles et ambitions écologiques. Ilha do Amor, Ilha dos Lençois, Ilha de Marajó, Ilha de Fernando de Noronha

Marie Cousin [1]

[1] Département de Musicologie – Université de Bourgogne – France

Les îles possèdent quelque chose que les continents n'ont pas, elles sont le lieu des possibles et des contrecultures. Il sera question dans cette communication d'entrevoir les représentations symboliques et imaginaires des îles, dans un cadre géoculturel spécifique : celui du Nordeste brésilien, grande région composée de plusieurs états et riche de divers contextes géographique, tels les régions pré-amazoniennes ou le *sertão* désertique. Cette communication s'inscrira dans le cadre d'une analyse anthropologique, sociologique, historique, culturelle et esthétique. Au regard de ce contexte continental, nous montrerons comment les îles brésiliennes incarnent des référents imaginaires et alternatifs, que ce soit au niveau mythologique, des modes de vie et de la culture, ou au niveau politique et surtout écologique.

Nous évoquerons l' « île de l'amour » ou l' « île du reggae », ces deux patronymes étant attribués à l'île de São Luis, capitale de l'Etat du Maranhão, classée UNESCO, et aussi dénommée « Athènes brésilienne ». Une autre île, l'IIha dos Lençois, située à mi-chemin entre les Etats du Maranhão et du Ceará, dans le Parc National des Lençois Maranhenses, est constituée d'une immense étendue de dunes offrant une expérience alternative à la vie urbaine. Est associée à cette île qui mêle à la fois réserve naturelle et villages de pêcheurs, la légende du roi portugais Sebastião qui se manifesterait sur un taureau au front étoilé et résiderait sous les dunes de cette île. L'île de Marajó, la plus grande île côtière du Brésil, située à l'embouchure de l'Amazone, est investie quant à elle d'un sanctuaire de la faune et de la flore ; l'écotourisme qui est développé dans cette Aire de Protection Environnemental (1989) manifeste des idéaux écologiques à l'opposé des poli – tiques contemporaines brésiliennes sur la question. Enfin, Fernando de Noronha, île principale de l'archipel portant le même nom, est elle aussi classée au Patrimoine Mondial de l'Unesco.

Nous invoquerons leurs spécificités historiques et culturelles, leurs représentations dans les arts et dans la littérature, et verrons comment ces îles constituent des îlots de résistance culturelle de par les modes de vie qui y sont adoptés, les actions de préservation des habitats naturels de la faune ou de la flore, ou l'originalité des modèles culturels qui y sont développés. En ce sens, ces îles représentent des archétypes à contre-courant des modèles communs établis, des lieux emprunts de particularisme, mais aussi d'expérimentation d'autres formes de socialisation, et évidemment des réserves biologiques incroyables. Ces îles affirment une originalité et une exemplarité modèles dont on ne saurait être qu'admiratif. Il s'agira donc, à travers cette communication, de donner des éléments de réponse à la question suivante : quelles sont les différentes facettes des îles brésiliennes, et quelles sont les différentes natures de la relation développée avec le Brésil continental ?

Mots-Clés: Brésil, Imaginaire, Arts, Ecologie

Cailloux, rocher, algues (2009), Île de sein #1 (2009) et Île de Ouessant (2010) - trois courts métrages de David Dudouit : « Espaces mouvants » et « temps flottants » de deux îles du Finistère

Lucile Combreau [1,2], Stefano Canapa [3], Lucie Leszez [3,4], Guillaume Mazloum [5], Mariya Nikiforova [3,6]

[1] THALIM –Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité –UMR 7172 – Université Sorbonne Nouvelle –Paris 3, École normale supérieure –Paris, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7172 – France
[2] Patrimoine, Littérature, Histoire – Université Toulouse - Jean Jaurès : EA4601 – France
[3] Laboratoire de cinéma partagé de L'Abominable – Aucune – France
[4] LITTARTS. Arts et pratiques du texte, de l'image, de l'écran et de la scène – Université Stendhal – Grenoble 3 : EA7355, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5316, Université Grenoble Alpes – France
[5] Laboratoire de cinéma partagé L'Abominable – Aucune – France
[6] Responsable du Centre de documentation et de la gestion de la collection de Light Cone – Aucune – France

Cinéastes, programmateurs et chercheuses associés, nous vous proposons une présentation collective autour de trois films de David Dudouit. Cinéaste disparu prématurément en 2015, au moment où il avait entrepris de rendre visible ses films, ses camarades du laboratoire de cinéma partagé L'Abominable prolongent avec amitié et admiration son désir de partage, s'investissent dans la fabrication des copies et la diffusion de ses films. Parmi ses nombreuses bobines, des images tournées en 2009 et 2010 proposent une observation et une reconfiguration attentives de la vie et des phénomènes qui animent les îles de Sein et d'Ouessant.

La projection des films, accompagnée d'une présentation de la démarche singulière de David Dudouit, du travail de choix des séquences et d'organisation des films selon des critères géographiques et temporels, permettra de souligner la façon dont ce travail déplace le regard porté sur les espaces insulaires en proposant une expérience sensible. Le geste de filmer à la main, image par image, lors de prises de vues de plusieurs heures voire plusieurs jours, faisait partie intégrante des voyages de David Dudouit et permet de déployer sous nos yeux leurs « espaces mouvants » et « temps flottants » des deux îles (EPSTEIN, Le Cinéma du Diable, 1947). Dans l'intervalle qui sépare deux images se joue une appréhension du rythme des lieux. Les plans fixes, jamais figés, mettent en valeur, à l'intérieur du cadre cinématographe, le mouvement qui palpite sur chacune des îles.

*CAILLOUX, ROCHER, ALGUES** invite à méditer sur les limites fluctuantes de l'île. Loin des vues surplombantes qui caractérisent habituellement la représentation des îles, ces images peuvent être dîtes *aériennes* pour la légèreté avec laquelle elles nous tiennent suspendus entre terre, ciel et mer au cœur des variations de lumière, du mouvement des nuages, des vagues, des algues et de chaque onde à la surface de l'eau. Avec *ÎLE DE SEIN #1***, le cinéaste propose une relation à l'espace insulaire à partir d'une présence intime au lieu où le regard accueille les passants – figures déjouant la distinction entre îliens et vacanciers – comme un des multiples éléments du milieu auquel ils participent.

Dans l'interstice des ruelles qui mènent vers la mer, les silhouettes apparaissent, se rencontrent et tracent sur la pellicule une chorégraphie visuelle à laquelle viennent prendre part les gestes quotidiens ou estivaux, les trajectoires des mouettes, des bateaux, d'un hélicoptère. Plongées dans « l'imagination

de la matière » de l'île (BACHELARD, L'Eau et les Rêves, 1942), les mobilités deviennent graphiques, complices du va-et-vient des ombres et des astres. *ÎLE DE OUESSANT*** présente enfin un passage à la couleur et à une recherche plus expérimentale autour, notamment, du phare du Créach. Dans un jeu d'échos, d'accélérés et de ralentis, une « intimité territoriale » (CHEVRIER, *Des Territoires,* 2011) se dessine. La quête formelle et plastique permet ainsi d'approcher une réalité poétique – corporelle, lumineuse, organique et minérale – des îles de Sein et d'Ouessant.

*Super 8, n&b, sil., 5' 40, 2009, https://vimeo.com/261374880

**Super 8, n&b, sil., 15' 30, 2009, https://vimeo.com/261376627

***16mm, couleur, sil. 10' 20, 2010, https://vimeo.com/261179890

Mots-Clés: Représentation de l'île, imaginaire insulaire, cinéma documentaire, cinéma expérimental.

L'île et le continent, l'Ici et l'ailleurs, Le Même et l'Autre : Les photosculptures de Thierry Fontaine

Magali Compan [1]

[1] Department of Modern Languages and Literatures, William and Mary – États-Unis

Localisé à l'extérieur de tout processus historique et enfermé dans un espace touristique ou de pure curiosité anthropologique par le regard colonial, le trope du territoire insulaire, du lieu narré, conté, imaginé, vécu, prend sa place centrale dans cette présentation en tant que nouveau modèle d'une géographie fondamentalement complexe dont l'énergie se révèle essentielle à la production culturelle locale. A travers l'étude des photosculptures de l'artiste réunionnais Thierry Fontaine, il s'agira ici de *décontinentaliser* le discours occidental – et décoloniser le regard – sur l'espace insulaire et de rendre l'île aux insulaires, sans pour autant séparer le réel de l'imaginaire. L'œuvre de Fontaine sera abordée comme manifestation du rapport au lieu, à la fois au réel du lieu mais aussi à l'imaginaire du lieu qui construit le lien. La présentation insistera notamment sur la poétique insulaire et l'ensemble cohérent des principes esthétiques qui sont manifestation de la transformation de l'espace en territoire. Ainsi, ces photosculptures donnent à penser un espace insulaire alternatif, qui ne se conçoit pas à travers les épistémologies exclusives et extranéisantes européennes mais à travers les notions de connectivités, d'origines, de créolisation, établissant de nouvelles généalogies et cosmogonies. De plus, elles poussent le spectateur à s'interroger sur la place de l'individu, de l'être social et de sa capacité à donner un sens au monde qui l'entoure. Ces photosculptures, symptomatiques de la quête individuelle et collective de l'artiste insulaire sont également porteuses du dramatisme de la condition humaine. En effet, alors qu'elles subliment les tensions purement locales et circonstancielles de l'insularité, elles sont parallèlement manifestations métonymiques de questions universelles qui taraudent notre humanité.

Mots-Clés: photosculptures, insularité, océan indien, décolonisation, territoire

La revue îL(e)s, regards photographiques sur la vie insulaire

Xavier Dubois [1], Jean-Benoit Beven [1], Guénaëlle Théaud [1]

[1] revue îL(e)s – Éditions Blue Nova – France

« Hebdo, mensuel, bimestriel l'offre actuelle en presse ou en édition périodique peut sembler déjà bien généreuse. Des titres qui se disputent les faveurs des rayonnages et des lecteurs en surfant sur la thématique insulaire paraissent légions surtout en pleine saison estivale.

Pourtant après des années passées à arpenter les îles, à y faire des rencontres, à s'y arrêter, à y humer l'air du temps, à tenter de comprendre et de partager les joies, les difficultés et les espoirs des hommes et des femmes insulaires, nous sommes arrivés à la conclusion que les îles et leurs habitants recèlent d'histoires à mettre en images. Des histoires d'amitié, de tradition, de lieux de vie et de rencontres, d'aventures, des histoires qui ne trouvent pas de place dans les formats de la presse actuelle.

Ces histoires nous avons envie de les raconter par la photographie car elle a la capacité de rendre proche et palpable une réalité lointaine. Nous avons choisi la forme du récit photographique car il exige du photographe une implication, une collaboration et une confiance entre lui et son sujet. Le photographe ne vient pas pour prendre des photos mais pour transmettre un moment, une histoire, une expérience, une émotion.

En ce sens Îl(e)s est unique, dans son format : des récits de 20 à 30 pages, dans son ambition : des regards de photographes qui cherchent à raconter et non à illustrer, dans sa thématique : les iles du Ponant. » (juin 2017)

Tel était le texte de présentation de la revue îL(e)s il y a deux ans lors de la parution du numéro 1. Depuis 4 numéros sont parus et le n 5 est sous presse à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Le pari était osé : sortir des sentiers battus en pariant sur un traitement purement photographique des thématiques abordées et sur un format « ovni » à mi-chemin entre le livre et le périodique.

En 2 ans nos photographes ont réalisé 40 reportages sur la vie quotidienne dans les îles du Ponant (été-hiver sur l'île aux Moines, curé des îles, maire d'une petite île, être adolescent sur un territoire insulaire ou un jeune actif qui cherche à rester vivre sur son caillou...), des sujets légers (les vélos de l'île d'Yeu, ou les cafés des îles) ou plus profond (le médecin de l'île de sein, la fragilité des écosystèmes insulaires ou les pompiers d'Aix et de Bréhat). Avec toujours comme ligne conductrice des regards humanistes sur les femmes et les hommes qui font vivre leur territoire.
IL(e)S reste aujourd'hui la seule revue de photojournalisme qui s'intéresse à la vie sur les îles du Ponant, 15 confettis disséminés le long de la façade Atlantique et de la Manche.

Une approche essentiellement photographique : beaucoup d'images et peu de texte. Un objet qui se veut à la fois beau, agréable à lire et accessible à tous.
Une inspiration qui vient de rencontres, de discussions, d'échanges.
Enfin, une ambition : celle de parler juste, loin des clichés, de raconter des tranches de vie, de

soulever par moment le voile.
Les thématiques qui seront abordées lors des ateliers du colloque « Les îles à venir » sont ni plus ni moins que celles que nous traitons dans chacun des numéros de la revue îL(e)s. Nous serions donc très heureux de venir participer aux échanges et réflexions autour du regard que les médias portent sur les îles et leurs habitants au sein de la thématique Créer.

Jean-Benoit Beven, directeur de la publication

Guénaëlle Théaud, rédactrice en chef

Xavier Dubois, directeur photo www.larevuedesiles.fr

Mots-Clés: presse, photographie, îles du Ponant, îL(e)s, photographe

Aux prises avec le Monde, filmer l'île frontalière. Autour de *Fuocoammare*, par-delà Lampedusa (Gianfranco Rosi, 2016)

Camille Gendrault [1]

[1] Université Bordeaux Montaigne – Université Michel de Montaigne – Bordeaux III – France

Tout en s'inscrivant dans une dimension résolument locale, puisqu'il considère le quotidien des habitants d'une île située au sud de la Sicile, *Fuocoammare* était présenté à sa sortie comme un film visant à mobiliser les consciences politiques au niveau européen. C'est en effet de l'île de Lampedusa qu'il y est question.

Cette communication voudrait d'abord examiner comment dans une telle perspective ce documentaire appréhende cependant Lampedusa non pas en tant qu'avant-poste de l'Europe – et d'une Europe soumise à la pression des migrations tel que les médias en ont abondamment exposé les images –, mais bien plutôt, au sein d'un contexte de mobilité généralisée qui modifie l'ensemble des coordonnées de référence, en tant qu'hyper-lieu. Comme Michel Lussault, à qui l'on doit ce concept, le relève lui-même, les nouvelles géographies de la mondialisation ne s'organisent pas uniquement autour des villes globales, souvent pointées, mais aussi de ce qu'il désigne comme les « lieux-évènements ». Lampedusa en constitue un bon exemple.

Afin de mieux saisir ce qui se joue alors, on se propose d'analyser les formes de l'île dans le film de Rosi sous trois aspects : la dimension paysagère telle qu'elle y est construite en particulier par les circulations et les usages de la ligne d'horizon ; le jeu des temporalités qui y juxtapose le quotidien et l'urgence ; le télescopage des échelles locale et globale qui *dépayse* la représentation en faisant fi de la catégorie du national – toujours très prégnante en revanche dans une fiction telle que *Terraferma* (Emanuele Crialese, 2011), tournée sur le même territoire. Sur ce dernier point, l'analyse filmique a vocation à être complétée par une étude de réception à partir des commentaires que le film a suscités dans différents pays, européens ou non, pour déterminer dans quelle mesure l'île en question y est située et à quel cadre de référence on la renvoie alors : est-elle identifiée par les spectateurs comme européenne, sicilienne, italienne ?

Au-delà du cas de Lampedusa, on voudrait ici suivre l'hypothèse que l'île frontalière est susceptible de constituer un lieu clé des imaginaires de la mondialisation et ce précisément parce que, en vertu de sa position extracontinentale, elle bouscule les échelles de représentation. Ainsi, si dans *Fuocoammare* Lampedusa semble désarrimée, comme on le soulignera, ce n'est pas que le film la montre prise dans les turbulences d'une mondialisation qui la dépasse mais bien plutôt qu'elle y est un hyper-lieu empêché : la frontière qu'elle constituait a été repoussée au large, « par-delà »comme l'indique le titre, dans le cadre d'un dispositif Frontex qui a refermé l'île sur elle-même, la détachant des mouvements du Monde et la transformant par là même en un lieu aberrant – et, pour cette raison, éclairant.

Mots-Clés: Mondialisation, hyper, lieu, cinéma, frontière

Le Studio Insulaire – Comment créer autrement sur les îles ?

Le Studio Insulaire [1]

[1] Le Studio Insulaire – France

Nous sommes le Studio Insulaire. Deux jeunes designers, deux amies fidèles, deux femmes qui voyagent sur les îles. L'insularité fait partie de notre histoire.
Chacune de nous a travaillé sur une île, Candice en Islande et Claire sur l'île de Groix.

Complémentaires, nous nous jouons de nos différences. Si l'une est gauchère, l'autre est droitière, l'une est une rêveuse par-delà les mers, l'autre, ancrée, tient le cap, quoi qu'il arrive. Et nous voguons ensemble vers un point commun.

Notre projet : Partir un mois par an en résidence sur une île, en proposant des projets de créations artistiques.

Notre volonté est de mêler des univers dits « éloignés » du monde de l'art (agriculture, pêche, entreprises de BTP, conservation du territoire, ...) à nos désirs de créations. Sous nos airs insouciants, notre approche du design se veut simple, poétique et intelligente.

Notre formation en Art et en Design nous offre de nombreuses pistes à explorer comme :

- Créer des objets en utilisant chutes des entreprises des îles (filets, matériaux du BTP,...) et le savoir-faire des îliens
- Sensibiliser à la protection de la Nature par des dispositifs inattendus, respectueux d'un environnement qui ne doit pas être saturé
- Organiser des repas thématiques, utiliser la production de denrées locales et imaginer une autre manière de manger sur les îles
- S'inspirer des histoires et des connaissances locales pour créer des parcours de jeux, des œuvres éphémères, collectives
- Et bien d'autres...

Nous centrons notre démarche sur l'échange de savoirs, pour travailler ensemble et répondre à la question :
Comment créer autrement sur les îles ?

Sur une île, on est tous dans le même bateau, alors toutes voiles dehors et que le vent nous porte loin !

Mots-Clés: local, collectif, itinérant, artistique

De l'ordinaire au spectaculaire : filmer et décrire le quotidien des insulaires

Caroline Lardy [1]

[1] CHEC Centre d'Histoire "Espaces et Cultures" EA 1001 Clermont-Ferrand – Université Clermont Auvergne, Université Clermont Auvergne – France

Parmi les œuvres cinématographiques relevant du documentaire, de la fiction et du docufiction se déroulant dans des espaces insulaires, nombreuses sont celles qui traitent des spécificités du quotidien des habitants aux prises avec des ressources, des techniques et des modes de production communs. L'intérêt de cette communication tend précisément à rapprocher des films qui bien que géographiquement et culturellement éloignés décrivent en partie la vie quotidienne et soulignent dans leur mise en scène, l'influence marquante du contexte géographique sur les pratiques sociales. En vue d'analyser un ensemble de motifs récurrents relevés dans les films dont le récit évolue dans un cadre insulaire, l'expose s'appuiera sur plusieurs œuvres de format court ou long influences – entre autres – par les premiers courants cinématographiques de l'Avant-garde (J. Epstein), du Néoréalisme (V. De Seta ; R. Rossellini), de la Nouvelle Vague japonaise (K. Shindo) ou même du cinéma ethnographique (P.O' Reilly).

A partir d'une sélection thématique et d'une attention portée aux éléments de mise en scène, on remarquera une certaine régularité et quelques exceptions aussi dans le choix des cadrages, des angles de prises de vues et du traitement de la durée. Ceci vaut par exemple pour la représentation de la mobilité des personnages et des contraintes de déplacement dans et hors de l'espace insulaire ; de la présence répétée de pratiques rituelles ou corporelles sous différentes formes et variations ou de la description du relief. Il sera également question de focaliser l'attention sur le comportement des personnages (fiction) ou protagonistes (documentaire) iliens en réaction aux vicissitudes du climat et aux évènements extraordinaires qui les affectent dans leur mode de vie au quotidien. En effet, l'espace insulaire est considère dans certains films comme un es – pace social à part entière, lieu d'expression des tensions sociales et familiales, renforce par les contraintes d'un territoire devenu parfois hostile. Ainsi l'analyse portera sur la représentation cinématographique que font certains cinéastes des individus et groupes d'individus dans leurs activités quotidiennes (travaux agricoles, déplacements, drames, rituels, etc.). On s'interrogera plus particulièrement sur la manière dont ces cinéastes limitent ou étendent dans leur mise en scène de l'espace insulaire, certains partis pris techniques saillants.

La description sensible du quotidien des habitants en milieu insulaire participe à l'aide de ces films à créer chez le spectateur un fonds communs d'images et de représentations tantôt réelles, tantôt imaginaires ou idéalisées qu'il convient dans tous les cas de questionner dans la perspective de ce colloque interdisciplinaire.

Mots-Clés: anthropologie visuelle, quotidien, mise en scène, société

Créer à Tahiti : l'exemple du Centre des Métiers d'Art de la Polynésie française et de ses artistes

Géraldine Le Roux [1,2], Estelle Castro-Koshy[2], Tokainiua Devatine[3]

[1] UBO – Centre de recherche Bretonne et Celtique (CRBC) – France
[2] James Cook University – Australie
[3] Centre des métiers d'art – Polynésie française

Créé à Tahiti en 1980, le Centre des Métiers d'Art a pour but d'intéresser la jeunesse à ses patrimoines issus des cinq archipels composant la Polynésie française, à l'art, en encourageant ses élèves à aller chercher en eux la créativité nécessaire à leur apaisement et leur épanouissement, conditions de leur inscription socioéconomique dans la société. Il cherche dans un même temps à créer des espaces où sont vus et reconnus l'immense patrimoine culturel polynésien, dans sa diversité, et l'art contemporain autochtones de la Polynésie française. Parallèlement, les œuvres produites par le CMA abordent un grand nombre de questions sociales qui travaillent la société polynésienne contemporaine. Cet article s'intéresse aux rapports qu'ont le Centre des Métiers d'Art, les artistes qui s'y rattachent, et leurs œuvres avec la ville de Papeete et le milieu urbain. S'inscrivant dans la continuité d'une commande d'un article pour la revue australienne d'anthropologie *TAJA* et en prévision d'une présentation à Brest d'œuvres du CMA, cette communication analyse à la fois les initiatives du Centre menée dans la ville de Papeete et les trajectoires et les œuvres des artistes qui y travaillent. Il s'agit, à notre connaissance, de la première étude qui propose une ethnographie et une analyse des processus créatifs d'artistes (plastiques et visuels) autochtones contemporains de Polynésie française. Les cinq artistes au cœur de notre étude sont Tokainiua Devatine, Viri Taimana, Vaihere Tauraa, Hihirau Vaitoare et Rangitea Wohler. La première partie de la communication souligne le rôle d'outil de réinsertion sociale du Centre et analyse sa philosophie de l'enseignement fondée sur une volonté de régénérer les patrimoines polynésiens en les faisant évoluer dans des formes et des couleurs plus actuelles et non pas d'enfermer les étudiants dans des copies d'objets du patrimoine datant du 17ème, 18ème, 19ème et début du 20ème siècle. Elle examine le sens qu'ont les œuvres réalisées par le CMA pour trois institutions de l'État français situées à Papeete, et les initiatives du Centre pour la ville et la compagnie aérienne Air Tahiti. La seconde partie analyse la trajectoire et les parcours divers de cinq artistes. Elle montre que les artistes ont des rapports au territoire urbain enrichis d'ancrages familiaux et d'expériences de vie renvoyant à un territoire beaucoup plus vaste. Elle examine comment les références à l'espace urbain dans les œuvres se mêlent à des références à différents espaces extra-urbains. La troisième partie propose des analyses d'œuvres de chaque artiste et analyse les manières dont les artistes expriment un rapport à la ville à travers leurs œuvres. Elle s'interroge sur ce que leurs œuvres créent de nouveau dans l'espace urbain de Papeete.

Mots-Clés: Polynésie française, créativité, patrimoine, autochtone

Quand une île part à la rencontre des chercheurs : regards croisés sur la recherche archéologique à Belle-Île-en-Mer

Gérald Musch, Lorena Audouard [1], Benjamin Gehres [2]

[1] Centre de Recherche en Archéologie, Archéosciences, Histoire (CReAAH) – université Rennes 1 – Campus universitaire, Rennes, France
[2] Centre de Recherche en Archéologie, Archéosciences, Histoire (CReAAH) – CNRS : UMR6566 – France

Longtemps Belle-Île-en-Mer a été boudée des chercheurs en archéologie, pour des raisons tout à fait inexplicables. Ses sœurs (Hoëdic, Molène, Ouessant...) ont fait l'objet de programmes de recherches développées, de prospections en fouilles, d'études publiées en monographies, et ce, de longue date. Pourtant, ce n'est certes pas la matière qui manque à Belle-Île, tant les prospections du peintre Gérald Musch, fondateur de l'association Belle-Île-en-Mer Archéologie (BIEMA) ont révélées, depuis plus de 20 ans maintenant, l'abondant mobilier dont regorgent les champs de l'île.
Comment alors impulser une dynamique de recherche afin de documenter la position et le rôle nécessairement incontournable de Belle-Île-en-Mer aux temps les plus anciens, mais dont le patrimoine est régulièrement menacé de disparaître ? Car là réside l'enjeu le plus important : les mégalithes de Belle-Île ont connu de si nombreuses destructions que déjà on ne les compte plus que sur les doigts d'une main... De plus, des activités de pillage archéologique ont eu lieu, dont les fouilles clandestines ont détruit irrémédiablement des informations précieuses.

C'est au début des années 2000, à l'appui des rapports de prospection envoyés par Gérald Musch au Service Régional de l'Archéologie de Bretagne et par son dynamisme, qu'un nouvel intérêt se met en place autour de l'archéologie de Belle-Île-en-Mer. Des étudiants en master se saisis – sent du sujet bellilois, et viennent étudier le mobilier récolté par Gérald Musch, et livrent ainsi de nouvelles données sur la préhistoire de l'île. L'examen d'une collection en particulier par le chercheur du CNRS Grégor Marchand permet de lancer en 2011 la première fouille sur l'île. Le lancement de deux thèses sur les échanges îles-continent (celle de Lorena Audouard – soutenue en 2014 et celle de Benjamin Gehres – soutenue en 2016) à l'UMR 6566 du CNRS rend possible la multiplication des études de mobilier. Ces travaux se poursuivent dès 2016 par le lancement d'un Programme Collectif de Recherche » Espace et territorialité d'une île atlantique « dédié à l'étude du Néolithique à l'âge du Fer sur Belle-Île en Mer. Les premiers résultats de ce travail ont notamment permis au Service Régional de l'Archéologie de mettre à jour la carte archéologique de l'île, et surtout l'édition de Zones de Présomption de Prescription Archéologique, qui impose désormais la remontée de tous les permis d'aménager au SRA Bretagne, et de prescrire si nécessaire des opérations de fouilles afin de sauver le patrimoine bellilois. Ce dernier fait également l'objet de valorisation à l'échelle locale, via des interventions par Gérald Musch dans les écoles de l'île, ainsi que des articles dans la presse.
Cette communication se propose donc de présenter comment, par l'énergie d'une association insulaire et de Gérald Musch en particulier, un travail collectif s'est mis en place, dont la valorisation des travaux a été permis grâce à la création de l'ouvrage » La préhistoire de Belle-Île-en-Mer », rédigé par Gérald Musch et publié par l'association BIEMA.

Mots-Clés: belle, île, en, mer, archéologie, préhistoire, association, recherche, valorisation, médiation scientifique

Belle-Île-en-Mer au temps de la Préhistoire

Gérald Musch [1]

[1] Biema – CReAAH, UMR 6566, CReAAH – France

Belle-Île-en-Mer, n'avait à ce jour fait l'objet d'aucune recherche conséquente dans le domaine archéologique. Le rapport de prospection de M. Batt et O. kayser en 1989 se terminait par le constat que l'île étant un territoire très vaste et complexe nécessiterait la présence sur place d'un informateur durant une dizaine d'années pour commencer à y voir clair. Nous avons donc crée l'association Belle île en Mer Archéologie en relation avec le Service Archéologique Régional comme interface à nos recherches. Les découvertes se multipliant, quelques chercheurs se sont agrégés à nos travaux, puis les étudiants ont profité d'une ressource inédite pour leurs masters ou leur doctorat. Cette richesse archéologique a permis des publications scientifiques et c'est l'ensemble de ce travail que l'association a mis à profit pour vulgariser auprès du grand public une abondante documentation et un matériel archéologique qui permettait enfin de raconter ce que furent les multiples occupations humaines durant la préhistoire sur Belle île. L'ouvrage que nous venons de publier nous met en présence d'Homo erectus il y a environ 450 000 ans, une époque où Belle île est reliée au continent, comme ce sera régulièrement le cas au fil des glaciations et des interglaciaires, puis apparait l'Homme de Néandertal qui laisse quelques bifaces que nous retrouvons puis Homo Sapiens au travers des civilisations Mésolithiques puis Néolithiques dont on retrouve des artefacts en abondance. L'insularité récente de Belle Île, aux environs de 9000 ans BP nous interpelle sur les problématiques de navigation obligée au vu des matériaux d'importation exogènes à l'île et dont l'approvisionnement ne cesse pas quel que soit le niveau marin toujours croissant. D'autres questions interrogent l'Âge du Bronze qui achève provisoirement nos réflexions d'insularité dans cet ouvrage. Le prochain volume sera consacré aux périodes Gauloises et Gallo romaines sur Belle Île.

Mots-Clés: Belle Île, Préhistoire

Les îles, notre conscience

Françoise Péron [1]

[1] Université de Brest – OPMC-IBSHS, professeur des universités – France

Les îles, notre conscience
Nous parlerons ici des petites îles à bord desquelles l'individu a constamment présent à l'esprit la finitude de son espace de vie et son isolement du fait de la barrière maritime qui, en l'entourant, l'éloigne du reste du monde ; mais en même temps l'invite à découvrir l'au-delà de l'horizon. Les îles, « petites terres entourées d'eau » sont des objets géographiques bien particuliers puisqu'elles sont les seules à ne pas être un fragment découpé dans un monde terrien beaucoup plus vaste qu'elles. De ces évidences découlent un certain nombre de faits qui fondèrent les notions d'originalité des îles, de la spécificité de leur flore, faune, communautés humaines si souvent décrites par les géographes, les écrivains, les cinéastes ; support à nombre d'utopies récurrentes de l'Antiquité à nos jours.

Mais le train ininterrompu des révolutions techniques présentes se joue des espaces, des distances et du temps. En détricotant sans relâche les fondements de toutes les sociétés et civilisations mondiales, des plus anciennes aux plus récentes, il ébranle également les mondes insulaires. Alors qu'en est-il de leurs spécificités ?

En quoi les îles, autrefois sentinelles, gardiennes de nos racines profondes, peuvent-elles être considérées aujourd'hui comme notre conscience ?

Les îles dans notre présent de société de consommation ont comme ailleurs, des problèmes d'eau, de déchets, de destruction des terres agricoles, d'agrandissement des routes pour la circulation automobile, tandis que l'isolement des personnes les plus âgées s'accroit, que les conflits d'intérêt entre les groupes sociaux s'exacerbent... Des tentatives de vivre et produire autrement se font jour, mais pour l'instant en ordre dispersé... comme sur le continent.

Si l'on revient sur le passé de ces sociétés insulaires à « civilisation originale », on s'aperçoit que la nécessité de durer les a conduits à une utilisation complémentaire de ressources nécessaires à la vie matérielle – sans les épuiser – à une gestion intelligente et astucieuse des rapports humains et des relations avec l'extérieur, à imaginer une diversité de sens aux lieux qu'ils habitaient afin de mieux les connaitre et de ne pas s'ennuyer. Autant de pratiques de ce que l'on nomme maintenant « développement durable ».

Les îles, et particulièrement les petites, permettent d'exprimer « l'être au monde », de retrouver la relation perdue à la « chair du monde ». Les îles sont des univers où le vieux temps cyclique et rassurant des saisons, n'a pas été totalement chassé par la flèche implacable du temps chrono- logique des sociétés modernes. Enfin les îles, en ouvrant à la dimension cosmique du monde, sont génératrices de formes renouvelées de spiritualité.

Paradoxalement, les îles de par leur passé, nous invitent à de nouvelles conduites de vie : réapprendre la lenteur, la modestie, la solidarité, le respect de tout être vivant, la résistance inventive au consumérisme.
La terre à l'instar de l'île, c'est « notre maison ».

Mots-Clés: sociétés insulaires, objet géographique, utopies, identités, temporalité.

Le cinéma antillais-péyi ou l'île comme clôture

Guillaume Robillard [1]

[1] Arts, Créations, Théories, Esthétiques (ACTE) – Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, CNRS : UMR8218 – 47, rue des Bergers 75015 Paris, France

Face à une vision exotique (touristique) des îles (la fameuse « carte postale »), le cinéma antillais-*péyi* développe une appropriation historique de ces paysages, faisant siennes ces célèbres phrases du poète et philosophe martiniquais Édouard Glissant : « (Notre paysage est son propre monument : la trace qu'il signifie est repérable par-dessous. C'est tout histoire [1].) ». L'une des conséquences de cette nécessaire quête de profondeur (par l'Histoire inscrite à même les paysages) est d'avoir construit l'île comme clôture : d'un côté, la montagne associée au marronnage [2] devenue lieu tragique de défaites (les révoltes ne faisant pas révolution) et les champs de cannes – lieu de géhenne de l'esclavage – comme éternel enclos des personnages (qui y sont nécessairement blessés ou tués) et de l'autre, la côte comme paysage « premier » de la colonisation (par l'arrivée des Conquistadors comme par celle des esclaves africains), lieu de mort privilégié, encore si difficile à investir...

Si la côte est l'espace du temps « 0 » de la colonisation de la Caraïbe (par l'arrivée des caravelles), c'est bien par la quête d'une nouvelle mise en scène de cette dernière que l'ouverture de l'île pourra s'opérer, en particulier *via* un discret personnage récurrent du cinéma antillais–*péyi* : le marin-pêcheur « local » (par sa barque et ses techniques traditionnelles, son chapeau de paille). Nous apprécierons en quelle mesure la conscience archipélique, et en particulier l'inscription *concrète* dans l'espace caribéen, qui mènerait possiblement à une pensée archipélique si chère à Édouard Glissant, pourrait être construite par le médium cinématographique antillais afin d'ouvrir l'île (encore vécue comme isolée) au Monde, et ainsi réinventer son horizon, à ce jour clos.

Bibliographie :

GLISSANT, Édouard*, Le discours antillais* (1981), Paris, Gallimard, « Folio Essais », 1997.

GLISSANT, Édouard, *Poétique de la Relation*, Paris, Gallimard, 1990.

Le discours antillais (1981), Paris, Gallimard, « Folio Essais », 1997, p. 32.

« Marronnage » : terme désignant la fuite des esclaves hors des plantations, la montagne devenant leur refuge.

Mots-Clés: cinéma antillais, archipélique, glissant

Les îles : écritures et spatialités dans le cinéma documentaire de création

Benoît Raoulx [1]

[1] Espaces et Sociétés (ESOCaen) Université Caen-Normandie – UMR 6590 CNRS – France

Le cinéma documentaire doit beaucoup aux îles. Le terme de documentaire (*documentary*) est attribué au cinéaste documentaire britannique John Grierson à propos du film *Moana* de Robert Flaherty, tourné aux îles Samoa (1926). Depuis, de nombreux films portent sur des îles et certains ont contribué à l'évolution du cinéma documentaire de création (d'auteur). Dans cette communication, je porterai un regard en mobilisant ce que je dénomme une « géographie visuelle ». Quels liens unissent les cinéastes aux îles ? En quoi les spatialités de l'île nourrissent-elles le dispositif insulaire ? En quoi les îles entrent-elles en résonance avec les transformations du regard des chercheurs ? Et qu'est ce qui définirait un « documentaire insulaire » de création (un film tourné dans une île ne mobilisant pas nécessairement la figure de l'île) ? Dans notre présentation nous nous intéresserons aux îles en tant qu'elles sont à la fois un dispositif
- une stratégie esthétique pour maîtriser le réel – et un élément fort, un symbole qui travaille le cinéaste et le spectateur. On peut esquisser des parallèles avec les transformations du cinéma documentaire et des paradigmes de la recherche scientifique en sciences humaines et sociales, du combat des hommes contre la nature jusqu'aux questions environnementales et géopolitiques contemporaines. Nous nous baserons sur un corpus de films documentaires qui nous paraissent intéressants pour étayer ce propos. Par ailleurs, cette communication sera complétée à un autre moment du colloque par la projection du film de Chantal Richard, *Au nom des trois couleurs* (2009).

Mots-Clés: cinéma documentaire, géographie, sciences sociales

Îles du XIX^{e} siècle : mémoires, représentations, imaginaires, l'appel du grand large. Le cas de la revue Le Tour du monde (1860-1914), avec Victor Segalen, Jules Verne et Michel Serres en contrepoints.

Hélène Sirven [1]

[1] Institut ACTE – Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne – France

Comment une grande revue de voyages, au siècle de l'Industrie et des empires coloniaux, intitulée à juste titre *Le Tour du monde*, a-t-elle représenté la vie insulaire de la Bretagne aux antipodes de l'Europe ? La lecture des voyages illustrés de cette époque fait resurgir des images d'archives et des histoires qui dépassent le simple reportage pour fabriquer des mythes. La création artistique des graveurs et la retouche photographique inscrites dans le cadre et le format du récit des voyageurs participent de l'élaboration d'un imaginaire insulaire paradoxal : l'insularité peut être tragique et l'îléité une nécessité vitale, un mode de vie *autre*, attractif et prometteur. Et puis, les îles furent des lieux d'expériences extrêmement variées, des points de départ et d'arrivée, des miroirs relationnels plus ou moins opaques. Le système de la plantation commence dans une île, les bagnes ont été construits sur des îles, l'utopie de Thomas More est insulaire et les artistes se sont parfois exilés sur des îles, tel Paul Gauguin ; d'autres ont séjourné sur diverses îles, tel Victor Segalen, Pierre Loti, son antithèse ; d'autres enfin ont utilisé la forme insulaire pour déployer leur projet littéraire, tel Jules Verne et bien plus tard Aldous Huxley. Le politique et l'histoire alimentent des enfermements insulaires violents, destructeurs, à l'opposé des rêves exotiques où la beauté et l'évasion restent des alliés puissants depuis le Siècle des Lumières, non sans parfois une mélancolie profonde. Les images du passé de la revue *Le Tour du monde* relèvent de l'archive, faite de manques, d'oublis, de fragments, de résurgences reliées aux questions d'aujourd'hui : conditions de vie exceptionnelles, relation à la nature, solutions particulières, révoltes, misère, retraite artistique et philosophique, utopie et désenchantement, désir d'un exotisme comme esthétique du divers (Segalen) anti-touristique, avant le déploiement urgent des archipels glissantiens. Tandis que les îles de l'internet fleurissent dans leurs dimensions les plus artificielles et variées, leurs combinaisons et leurs abymes. En quoi ces images et ces récits insulaires du passé nous sont-elles encore utiles aujourd'hui ? L'examen de la relation entre le texte et l'image, le voyage mis en page et en images monochromes (revue *Le Tour du monde*), montrant des espaces, des traditions d'autrefois, dont le référent peut encore subsister dans les paysages actuels des mêmes lieux, permet de déceler peut-être des archipels de mémoire individuelle et collective, de comprendre en quoi les stéréotypes continuent d'agir sur les représentations de l'espace et du temps insulaires, en intégrant la dimension humaine comme une donnée variable. Les *Jouvences sur Jules Verne* de Michel Serres seront précieuses pour revenir sur cet inventeurs nantais d'îles littéraires qui puisa son inspiration entre autres dans la revue *Le Tour du monde* et voyagea fort peu. Faire le tour de l'île, quand cela est possible, faire le tour du monde, au risque du voyage, c'est aussi fabriquer des mondes intérieurs, que les artistes, les écrivains ont explorés et explorent encore, lorsque la fiction et l'acte artistique absorbent le document, le reportage, et contribuent à la mémoire collective des faits. En quoi les images insulaires du dix-neuvième siècle européen ont-elles encore une âme ?

Mots-Clés: images, récits de voyage, archives, création

Surtsey, récits d'une île inhabitée

Vanessa Doutreleau [1], Hervé Jézéquel

[1] Ethnologue – Parc naturel régional des Landes de Gascogne – France

Surtsey est une île née d'une éruption sous-marine en 1963 au sud de l'Islande (archipel des îles Vestmann). Depuis sa naissance, elle ne cesse de rétrécir, rongée par l'océan et les vents violents qui balaient ces régions de l'Atlantique Nord, pour atteindre aujourd'hui la dimension d'à peine un peu plus d'1km2. En tant que terre nouvellement créée, elle fait l'objet depuis sa naissance d'études et d'observations menées par des scientifiques. L'événement a en effet suscité, dès sa création, l'intérêt de la communauté scientifique internationale, au point qu'aujourd'hui Surtsey a donné son nom à une typologie d'éruption, l'éruption surtseyenne (au Japon, Tonga, notamment). Rapidement déclarée réserve naturelle protégée, puis classée au Patrimoine mon – dial de l'Unesco en 2008, elle est interdite à l'homme depuis 1964, à l'exception des quelques expéditions annuelles conduites par les géologues, ornithologues, botanistes ou entomologistes, réunis en un Institut de Recherche : Surtsey Research Institute – Surtseyjarfélagið.

Le projet : Surtsey, récits d'une île inhabitée

En 2005, dans le cadre d'un projet photographique et ethnographique, **Hervé Jézéquel**, artiste-photographe et **Vanessa Doutreleau**, ethnologue, ont accompagné sur l'île les chercheurs islandais de l'Institut de recherche Surtseyjarfélagið. Depuis, ils les ont rencontrés à plusieurs reprises, sur place et dans leurs laboratoires. Ils sont également allés à la recherche de tous ceux et celles qui ont un jour posé le pied sur Surtsey, voire simplement rêvé d'y poser le pied, pour quelques heures ou plusieurs mois.

Surtsey, récits d'une île inhabitée mêle autant les récits de l'île, réels et imaginaires, que les regards, scientifiques et esthétiques, posés sur un lieu interdit à l'homme. Ce sont des récits des origines, ou l'histoire d'une création d'un lieu, d'une genèse. Au-delà de la dimension profondément poétique de l'île, les auteurs ont cerné la dimension humaine et sensible d'un lieu sanctuarisé, érigé en laboratoire de la création.

Car l'histoire humaine de ce lieu n'a jamais été écrite ni même pensée ; il s'agit d'une île inhabitée. Pourtant, une histoire et une ethnographie de Surtsey est possible du fait tant des usages scientifiques que profanes, que des représentations portées sur l'île par les Islandais, et notamment de ceux vivant sur l'île voisine d'Heimaey. Pour l'ethnographe, le lieu tangible n'a ici, d'un point de vue strictement méthodologique, que peu d'importance ; ce sont ses usages réels comme fictifs, et ses représentations qui importent avant tout. L'île pourrait d'ailleurs ne pas exister, telle une utopie 1 portée par une petite communauté de scientifiques.

Plus encore, Surtsey interroge la notion d'appropriation d'une terre, aussi éphémère soit-elle, d'un point de vue physique comme symbolique, et de sa mise en patrimoine.

C'est enfin aussi et surtout une relation au lieu dont il est question ici ; de l'île, objet de désir, de convoitises, de surprises, avec les hommes et femmes qui l'ont approchée, de près ou de loin, y compris les auteurs de ce projet.

1. en l'occurrence une anti-utopie, car à l'inverse de l'Utopie de More, celle des membres *Surt–seyjarfélagi ð* s'oppose à l'état de culture au bénéfice de la seule nature.

Mots-Clés: île nouvelle, création, protection, volcan, Islande

Liste des auteurs

Alban, Frédérique, 50, 68
Allo, Jean-Christophe, 15
Ambard, Christine, 28
Amelot, Xavier, 53
André-Lamat, Véronique, 53, 63
Atlan, Anne, 84
Audouard, Lorena, 110
Auger, François, 23
Babinot, Marie, 7, 8
Bachelier, Julien, 29
Bailleul, Hélène, 54, 84
Bako, Glwadys, 71
Beau, Rémi, 96
Bedrani, Naïla, 9, 54, 65, 84
Bedrossian, Claire, 77
Bégué, Audrey, 7, 8
Benand, Corinne, 97
Bernard, Sarah, 30
Bernardie-Tahir, Nathalie, 30
Berthet, Dominique, 98
Bertrand, Julie, 66
Bertrand, Sophie, 55
Beven, Jean-Benoit, 104
Bioret, Frédéric, 58
Blondy, Caroline, 10
Bonnin, Marie, 55
Bouard, Séverine, 92
Boudes, Philippe, 84
Boumaour, Amina, 56
Bourguet, Salvy, 23
Boutant, Aurélie, 99
Brigand, Louis, 8
Buiron, Daphné, 81
Burnet, Alain, 66
Canapa, Stefano, 101
Cappato, Camilla, 31
Cardinal, Jérôme, 11
Cariño, Micheline, 32
Castro-Koshy, Estelle, 109
Casula, Marina, 33
Cerbelaud, Fabien, 44
Chabanet, Pascale, 77
Charpentier, Philippe, 77, 90
Charrier, Gilda, 45
Chau, Matthieu, 14
Cherchelay, Marie, 12
Chevrier, Hélène, 57
Chevrollier, Corentin, 58
Cillaurren, Esperance 60
Colasse, Vincent, 69
Combreau, Lucile, 101
Compan, Magali, 103
Corsi, Laura, 82
Cousin, Marie, 100
Crouteix, Orianne, 59
Cudennec, Jean-François, 48
Damak, Leïla, 13
Darrot, Catherine, 14, 84
David, Gilbert, 60, 86, 92
De Cet Bertin, Cécile, 83
De La Torre, Ywenn, 73
Delannoy, Julie, 79
Delebecque, Solène, 60, 71
Delmotte, Charlotte, 87
Depraetere, Christian, 88
Devatine, Tokainiua, 109
Dhomé, Diane, 15
Doutreleau, Vanessa, 116
Dubois, Xavier, 104
Dufournaud, Noémie, 16
Dupé, Sandrine, 11
Dupriez-Robin, Florian, 23
Emmanouilidou, Pantelina, 62
Ferrandin, Geoffrey, 72
Ferraris, Jocelyne, 77
Fleury, Christian, 17
Foiret-Collet, Agnès, 96
Fossier, Camille, 60, 92
Fourthon, Lucie, 63
Froger, Julien, 69
Gay, Jean-Christophe, 34
Gehres, Benjamin, 110
Gendrault, Camille, 106
Ghasarian, Christian, 64
Giordana, Lara, 35
Glémain, Pascal, 93
Goeldner-Gianella, Lydie, 41, 73, 79
Gontier, Laurent, 49
Grancher, Delphine, 41, 79
Grenier, Christophe, 36
Guingot, Marie, 37
Hourcade, Renaud, 65, 84
Insulaire, Le Studio, 107
Jézéquel, Hervé, 116
Jaffrézic, Anne, 84
Jolly, Gaëtan, 66

Keravec, Noémie, 38
Kermagoret, Charlène, 68
Khelil, Nawel, 56
Lambert, Clément, 48
Lamy-Giner, Marie-Annick, 89
Landré, Alban, 65
Languille, Juliette, 44
Lardy, Caroline, 108
Larzillière, Agathe, 58
Laurent, Elise, 69
Le Cozannet, Goneri, 73
Le Floc'h, Pascal, 50
Le Niliot, Philippe, 70
Le Roux, Géraldine, 109
Leroy, Yves, 18
Lesourd, Michel, 19
Leszez, Lucie, 101
Llantia, Cécile, 39
Mazloum, Guillaume, 101
Melin, Hélène, 40
Mongruel, Rémi, 68
Moppert, Béatrice, 53, 74
Morales, Chumil, 60, 71
Musch, Gérald, 110, 111
Neudy, Jean Baptiste, 67
Niliforova, Mariya, 101
Olivry, Didier, 72
Pailler, Yvan, 48
Pallard, Bernard, 94
Paulet, Yves-Marie, 48
Penaud, Aurélie, 48
Pennober, Gwennaëlle, 60
Péron, Françoise, 112
Petit-Berghem, Yves, 66
Philippenko, Xenia, 73
Poli, Muriel, 40
Pompey, Marion, 41
Quénot, François, 58
Ramírez Meza, Diego, 32
Ranely Vergé-Dépré, Colette, 42
Raoulx, Benoît, 114
Redon, Marie, 22
Richard, Frédéric, 44
Rivière, Quentin, 74
Robert, Morgane, 75
Robillard, Guillaume, 113
Roche, Sylvain, 20
Rodary, Estienne, 60
Roux, Nicole, 45
Roy, Anthony, 23
Rufin-Soler, Caroline, 76
Sénégas, Léa, 65, 84
Sabinot, Catherine, 60, 67, 71, 92
Samson, Jean-Marie, 67
Saultier, Patrick, 25
Scemama, Pierre, 68
Schierano, Paola, 46
Serme, Jean-Marc, 51
Silva da Souza, Osvaldina, 55
Sirven, Hélène, 115
Stephan, Pierre, 48
Stoica, Georgeta, 77, 90
Teles Da Silva, Solange, 55
Tesson, Mylène, 26
Théaud, Guénaëlle, 104
Tran, Quoc Tuan, 23
Vidal, Muriel, 48